

Juillet – Août – Septembre 2015

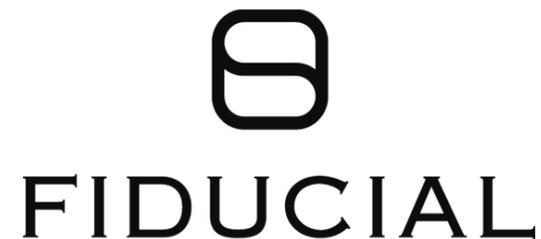
Réalisée du 6 au 23 juillet 2015

Vague 59

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 11 000 personnes au service de ses **270 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Le poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	17
▪ L'emploi dans les TPE	20
▪ La situation économique et financière des TPE	28
▪ L'actualité économique	35
→ Les TPE et l'emploi	35
1. Les besoins en termes d'emploi	36
2. Les pratiques et attentes liées à l'embauche et à la gestion des ressources humaines	44
3. Les pistes de réforme du gouvernement	54
→ L'Europe	58
1. La crise grecque et le GREXIT	59
2. Les perceptions sur l'Europe	69
→ Les congés des patrons de TPE	79
▪ Méthodologie	87
▪ Échantillon	88

Le poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(* Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

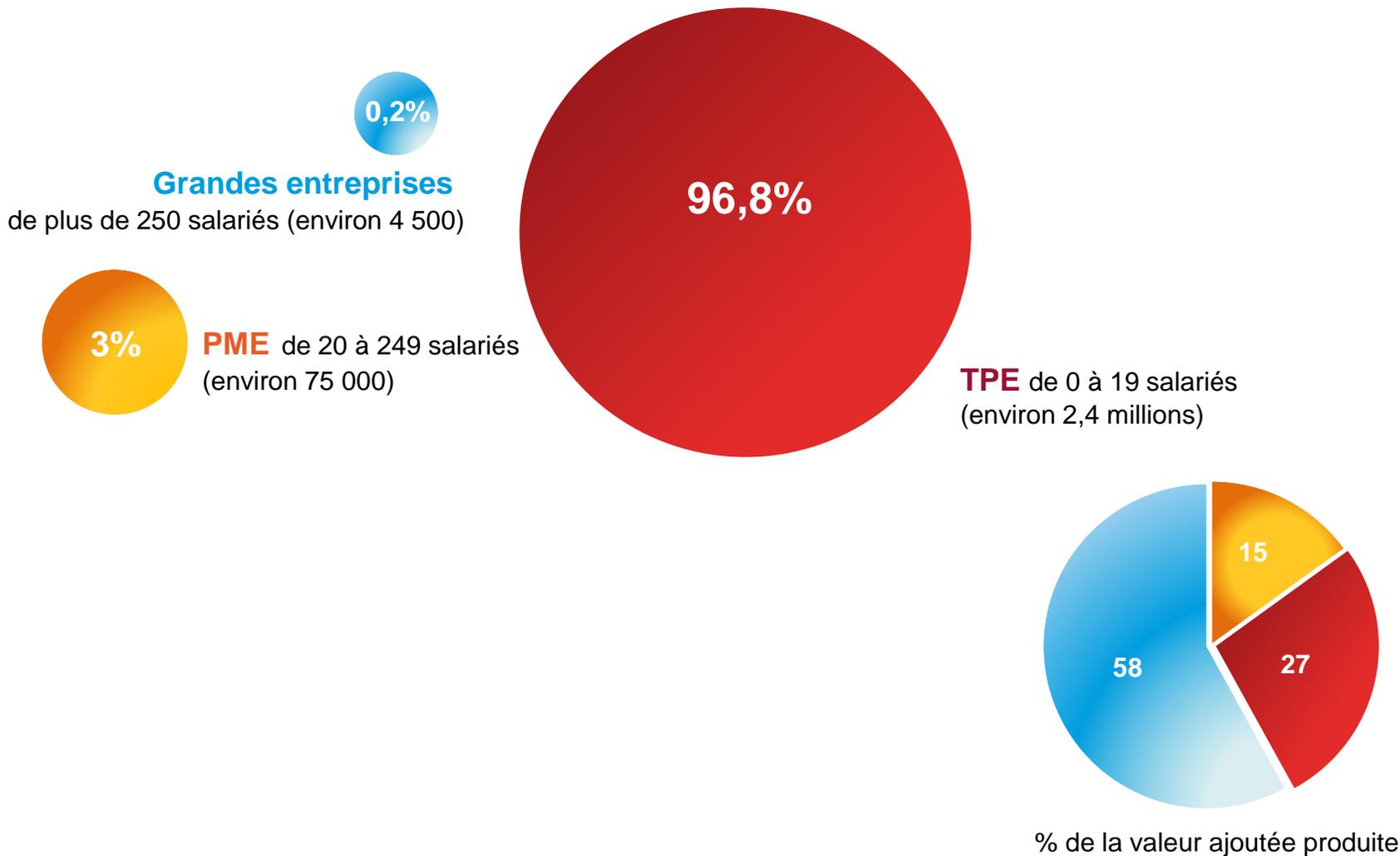
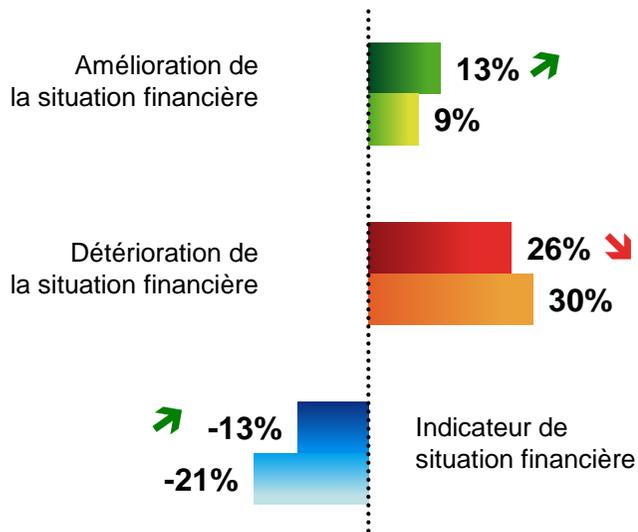


Tableau de bord

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

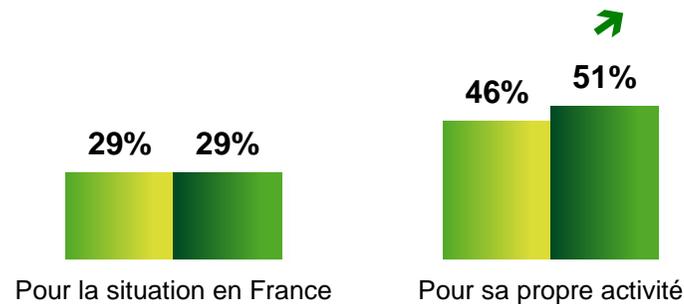
Situation financière sur les trois derniers mois



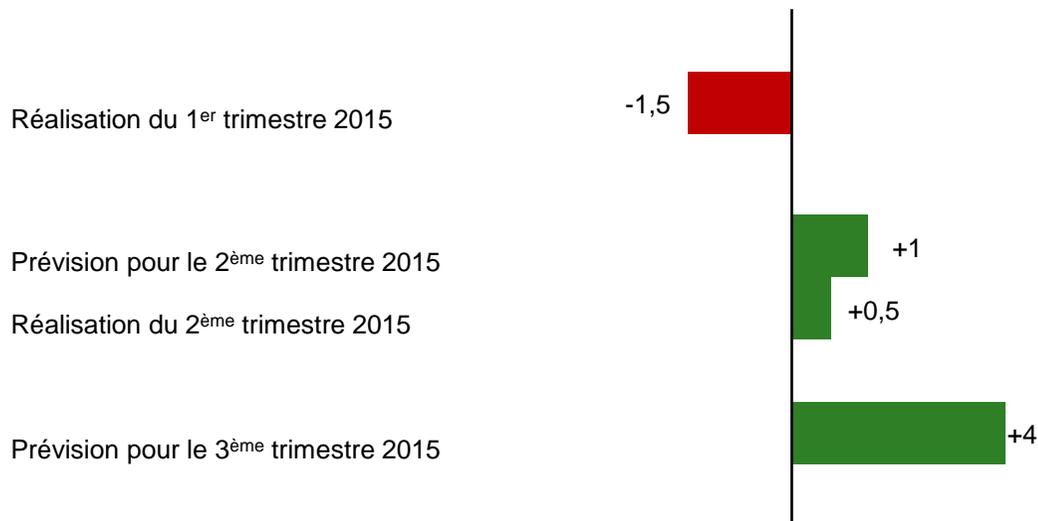
Juillet 2015

Rappel avril 2015

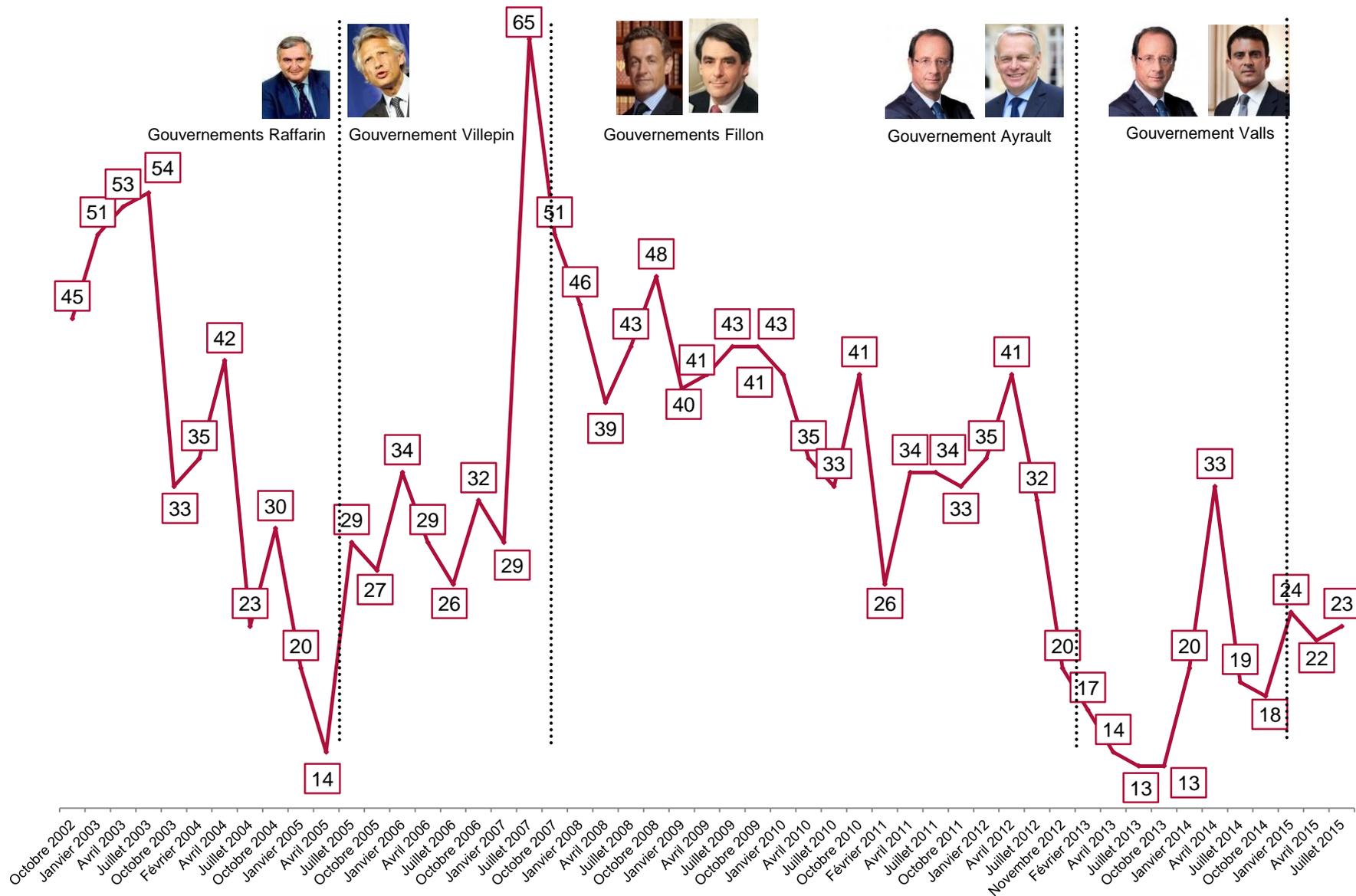
Niveau d'optimisme



Création nette d'emplois



La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des TPE

Les principaux enseignements

Une situation économique plus favorable dans les TPE, mais sans garanties de pérennité

Pour la première fois en trois ans, on assiste à une amélioration sensible de la perception de leur situation par les dirigeants de TPE, certes encore fragile, mais révélant une dynamique positive.

Cette progression se traduit en premier lieu par **un optimisme des patrons interrogés de nouveau majoritaire, à 51%**, soit +5 points en trois mois, à un niveau qui n'avait plus été observé depuis avril 2012. Cet optimisme est plus élevé dans les structures sans salariés (55%) et dans le secteur des services aux entreprises (61%).

L'indicateur de situation financière s'inscrit dans la même tendance, passant de -21 à -13, là aussi le score le plus élevé depuis avril 2012. De fortes disparités sectorielles subsistent néanmoins, puisqu'il s'établit à -2 pour les entreprises du commerce contre -35 pour l'industrie.

Ce regain de confiance s'est concrètement traduit par un rebond de l'emploi dans les très petites entreprises, avec un solde de création nette positif, à +0,5%, atteignant même +4% dans le commerce, +6% dans l'hôtellerie, et +15% dans les structures de 10 à 19 salariés. Les dirigeants interviewés anticipent même une création nette à +4% pour le trimestre à venir, cette prévision ayant été observée pour la dernière fois en 2012 également, juste avant l'élection présidentielle.

Ces scores encourageants ne doivent cependant pas faire oublier **une situation générale encore tendue. Ainsi, à l'instar du trimestre précédent, seulement 29% des chefs d'entreprise se déclarent optimistes pour la situation en France.** Ce taux est encore plus faible dans le commerce (22%) et les TPE de 3 à 5 salariés (18%), tandis qu'il atteint 32% dans les structures sans salariés et 37% dans les services aux entreprises.

La confiance dans le gouvernement pour pallier les problèmes existants connaît une légère hausse, mais insuffisante pour insuffler de véritables perspectives de croissance à long terme. Ainsi, **23% des patrons de TPE déclarent avoir confiance dans les actions économiques annoncées ou mises en place** (+1 point depuis avril 2015) et 17% ont le sentiment que le Manuel Valls et ses ministres prennent en compte leurs préoccupations de chefs d'entreprise (+3 points depuis février 2015). Cette reconnaissance de la bonne appréhension par le gouvernement des problématiques spécifiques des patrons de petites entreprises se situe à seulement 7% dans l'industrie, secteur plus en difficulté, contre 25% dans les services aux entreprises, dans une meilleure situation économique.

Un tiers des patrons de TPE se déclarent en difficulté financière, malgré un accès au crédit globalement facilité

Malgré une évolution générale positive du regard des dirigeants sur leur activité, **32% jugent actuellement leur situation financière préoccupante**, soit une augmentation de 4 points depuis le début de l'année 2015. Ces difficultés sont plus marquées dans les entreprises sans salariés (35%) et dans le secteur des services aux entreprises (37%).

La part des entreprises ayant une trésorerie déficitaire reste stable à 23% tandis que celles en excédent sont légèrement plus nombreuses qu'il y a trois mois, à 30% (+2 points).

Allant de pair avec une vision plus optimiste des perspectives en termes d'activité, l'accès aux crédits bancaires apparaît lui aussi plus favorable qu'au trimestre précédent. **18% seulement des dirigeants interrogés déclarent que leur banque a durci les conditions d'accès aux financements bancaires contre 21% au mois d'avril**. Cette proportion tend à s'accroître avec le chiffre d'affaires (jusqu'à 24% pour les TPE réalisant plus d'un million d'euros de chiffre d'affaires annuel) tout en demeurant relativement faible quel que soit le profil de l'entreprise. 66% relèvent une stabilité de l'attitude des banques et 7% un assouplissement.

L'examen détaillé des exigences ou refus des banques face aux demandes de prêt confirme cette amélioration des relations avec les TPE. En effet, parmi les 16% de chefs d'entreprise déclarant avoir effectué une demande de prêt au cours des trois derniers mois, **54% ont été confrontés à au moins une mesure de durcissement, en recul de 11 points en trois mois**. Ces contraintes sont plus fortement relevées dans les structures de 1 à 2 salariés (59%), les services aux particuliers (64%) et les services aux entreprises (70%).

Concrètement, **les demandes de garanties supplémentaires ont été l'exigence la plus fréquemment citée (24%)**, tandis que les refus de crédit ont sensiblement diminué (21%, -14 points). A l'inverse, l'octroi de prêt contre des conditions de taux élevées s'est renforcé (21%, +13 points), de même que l'accord d'une somme inférieure à celle demandée (13%, +5 points). La demande de garanties d'organismes de cautionnement est pour sa part en baisse (10%, -6 points).

Une création d'emplois surtout portée par les embauches en CDD et qui pourrait s'accroître significativement en cas de réelles perspectives de croissance

Comme évoqué précédemment, la création nette d'emploi repart, soutenue par des taux de suppressions de postes réalisées (5%) et prévues (3%) relativement faibles. Les intentions d'embaucher au cours des trois prochains mois dépassent les 10% pour la première fois depuis début 2013 (11% des patrons comptent recruter d'ici fin septembre).

Néanmoins, on note toujours **une prédominance des CDD parmi les contrats signés entre avril et juin 2015** (65%, +11 points), au niveau le plus haut enregistré depuis 2005. Les CDI ne représentent qu'un tiers des postes pourvus sur cette période (36%, stable). Comme chaque année à cette période, l'embauche de salariés en contrat d'apprentissage (2%) ou en contrat aidé (2%) est très marginal.

S'agissant des ruptures de contrats en CDI, on observe toujours sur une année glissante une prédominance des ruptures conventionnelles (46%) par rapport aux licenciements (30%) et aux démissions (25%).

Si la création nette d'emplois a atteint l'équilibre sur les trois derniers mois, on constate un potentiel de recrutement élevé au sein des TPE : en effet, **51% des patrons interrogés déclarent qu'ils embaucheraient un ou plusieurs salariés s'ils avaient de réelles perspectives de croissance, dont 29% « certainement ».**

La proportion de chefs d'entreprise sûrs d'embaucher s'accroît avec sa taille, se situant à 24% dans les structures individuelles, 32% pour celles de 1 à 5 salariés, 45% de 6 à 9 salariés et atteignant 52% dans celles de 10 à 19 salariés. Ce taux est également supérieur parmi les entrepreneurs de moins de 35 ans (50%) et dans les secteurs de l'hôtellerie (34%) et du commerce (37%).

Les deux principaux facteurs pouvant déclencher cette embauche sont le remplissage du carnet de commandes à six mois (26%) et une croissance des ventes de plus de 10% (22%). Cependant, la mise en place de mesures incitatives pourrait également impacter fortement l'emploi dans les entreprises de moins de 20 salariés. 95% des dirigeants de TPE estiment ainsi qu'une réduction significative des charges sociales patronales pourrait les convaincre de recruter. D'autres propositions sont largement perçues comme efficaces, telles qu'une diminution des obligations réglementaires liées à l'embauche (71%), une subvention la première année (64%) ou un barème d'indemnités plafonné en cas de licenciement et indexé sur l'ancienneté (61%).

Lorsqu'ils ne souhaitent pas augmenter leurs effectifs, même si leur activité le leur permettrait, les patrons interrogés justifient avant tout leur choix par le coût salarial engendré (74%), la lourdeur des procédures administratives (72%) et le poids de la réglementation du travail (69%). Près des deux tiers invoquent également le souhait de rester à l'effectif actuel (63%), de ne pas être ennuyé par la gestion d'un salarié (63%) ou la peur de prendre un risque en embauchant (63%). La moitié mentionne la coût de franchissement d'un seuil social (51%).

Des dirigeants qui utilisent régulièrement les contrats aidés et l'intérim ; la moitié des TPE pourraient accroître leur chiffre d'affaires en augmentant la durée du travail

La durée hebdomadaire moyenne de travail s'établit actuellement à **36,3 heures**, avec deux tiers des TPE (68%) pour lesquelles elle s'établit à 35 heures (47%) ou moins (21%). 21% ont mis en place un temps de travail compris entre 36h et 39h et 11% un temps de travail supérieur à 40h. Ce volume horaire moyen est plus élevé dans les structures de 10 à 19 salariés (37,2h), ainsi que dans les secteurs de l'industrie et du BTP (37h dans les deux cas).

Venant potentiellement modérer les possibilités de croissance de l'emploi relevées précédemment, **46% des dirigeants, qu'ils soient ou non employeurs, déclarent qu'ils pourraient accroître leur chiffre d'affaires et leur activité sans embaucher, en augmentant la durée hebdomadaire actuelle de travail de leurs employés.** Cette proportion est majoritaire dans le secteur des services aux entreprises (52%) et dépasse 60% au-delà de 6 salariés.

Au sein des TPE concernées, 26% des chefs d'entreprise estiment que leur chiffre d'affaires augmenterait modérément, de moins de 5%, **mais 39% - soit une proportion élevée - pronostiquent un gain de 5% à 10%**, 13% de 10% à 15% et 19% de plus de 15%.

Le recours aux contrats temporaires hors CDD est bien ancré dans les TPE, **48% y ayant eu recours au cours des deux dernières années**, et jusqu'à 55% dans l'industrie et le BTP. **Le stage étudiant est le dispositif le plus fréquemment utilisé (32%)**, près de la moitié des entreprises de 6 à 19 salarié ayant accueilli au moins un stagiaire depuis 2 ans (49%). Il devance nettement l'embauche d'apprentis (14%), de stagiaires alternants en contrat de professionnalisation, (11%) ou d'intérimaires (11% ; 23% dans le BTP). Plus marginalement, 8% ont accueilli des stagiaires en reconversion ou en formation via Pôle Emploi et 3% des salariés en contrat d'insertion.

Avec des scores compris entre 72% et 82%, la satisfaction à l'égard des stagiaires, alternants, intérimaires et contrats d'insertion recrutés est très importante parmi les patrons de TPE. On relève tout de même des difficultés pour un quart d'entre eux s'agissant des salariés en contrat d'insertion (24%), des apprentis (26%) et des stagiaires adressés par Pôle Emploi (27%).

Malgré une perception positive du travail réalisé, 17% seulement des dirigeants ayant eu recours à un de ces contrats ont recruté en CDI un ou plusieurs salariés (dont 6% plusieurs). Ce score se révèle supérieur dans les services aux entreprises (24%) et augmente sans surprise avec la taille de l'entreprise pour atteindre 37% structures de 6 à 9 salariés dans les 47% dans celles de 10 à 19 salariés.

Des formations dispensées dans une majorité des TPE, principalement sur l'expertise de l'entreprise et les outils informatiques

Alors que la formation professionnelle a subi une réforme importante début 2015 avec la création du CPF, visant à rendre les salariés plus proactifs dans leurs démarches de formation, les patrons de TPE ont été interrogés sur leurs actions dans ce domaine.

Il apparaît qu'une **courte majorité d'entre eux a suivi des formations depuis deux ans (55%)**, au sein de laquelle 36% en ont suivi plusieurs. Les entrepreneurs sans salariés se forment davantage que la moyenne (58%), de même que ceux des secteurs des services aux entreprises (64%) et des services aux particuliers (66%).

Ces formations portent pour 70% des chefs d'entreprise sur leur expertise ou sur un domaine technique relatif à leur activité (jusqu'à 80% dans les services aux particuliers). 36% d'entre eux ont appris à se servir des logiciels ou outils informatiques acquis et 29% ont dû se mettre à jour sur des questions juridiques ou réglementaires (41% dans le BTP, 49% dans les services aux entreprises et 53% dans l'hôtellerie). Un interviewé sur cinq a cherché à apprendre ou perfectionner ses méthodes de vente (22%) ou à mieux maîtriser les outils numériques (19%). Légèrement en-deçà, 17% se sont formés à la communication, 14% au management (25% parmi les employeurs) et enfin 9% aux langues étrangères.

Presque au même niveau, 52% des employeurs déclarent avoir mis en place des formations pour leurs employés, dont 36% plusieurs. De façon logique, la propension à former ses salariés augmente avec la taille de l'entreprise : elle est de 37% dans les structures de 1 à 2 salariés, 61% dans celles de 3 à 5 salariés, et culmine à 81% dans celles de 10 à 19 salariés.

Les principaux domaines concernés sont, somme pour les patrons eux-mêmes, la dimension technique de leur métier (72%), ainsi que les logiciels et outils informatiques de l'entreprise (42%). Un tiers des chefs d'entreprise a souhaité former un ou plusieurs salariés au commercial (32% ; 53% dans le secteur du commerce et 51% dans celui des services aux particuliers) et un quart aux outils numériques (23%). La formation aux questions réglementaires et juridiques est moins souvent privilégiée que pour eux-mêmes (17% contre 29%). On relève que les formations ont porté dans 15% des cas sur la communication écrite ou orale, dans 9% des cas sur le management et dans 8% des cas sur les langues étrangères.

Au-delà du passage du DIF au CPF en 2015, l'échéance de 2017 et **de la création du compte personnel d'activité suscite plutôt un accueil positif**, 76% des patrons interrogés estimant qu'il s'agit d'une bonne chose pour les salariés. Leurs jugements sont plus mitigés sur l'impact pour les entreprises, mais une majorité (56%) y voit quand même un progrès contre 40% qui expriment un avis contraire.

Une série de mesures à destination des TPE et PME bien accueillies, mais insuffisantes pour inciter à embaucher

Les annonces faites par Manuel Valls le 9 juin dernier sur les mesures destinées aux TPE et PME ont été relativement peu entendues par les dirigeants interrogés : 29% d'entre eux déclarent en avoir pris connaissance, dont uniquement 4% en totalité. La notoriété de ces actions est plus élevée dans les structures de 1 à 2 salariés (41%), dans celles de 6 à 19 salariés (46% entre 6 et 9 salariés et 40% de 10 à 19 salariés) et dans le BTP (37%).

Lorsqu'ils se sont renseignés sur ces propositions, les dirigeants expriment un certain scepticisme quant à leur efficacité économique. Moins d'un chef d'entreprise sur deux estime en effet que ces mesures auront des effets bénéfiques sur l'emploi en France (48%) et incitera les TPE et PME à embaucher (43%). Plus problématique, moins d'un patron sur six (16%) déclare que ces dispositifs les inciteront à embaucher.

Dans le détail, les patrons interrogés apprécient pourtant le contenu du projet de loi, avec une adhésion qui dépasse 75% pour chacune des actions testées. Ils sont particulièrement réceptifs au renforcement des contrôles et des sanctions contre les fraudes au détachement de salariés étrangers (91%, dont 57% qui considèrent que c'est une très bonne chose).

Plus de huit dirigeants sur dix perçoivent également comme une bonne chose la formation de 40 000 demandeurs d'emploi sur les métiers non pourvus des petites et moyennes entreprises (88%), la mise en place d'une période d'essai de deux mois pour les apprentis (86%), la possibilité de renouveler deux fois les CDD dans le maintien de la limite actuelle des 18 mois (82%), ainsi que l'extension à 5 ans au lieu de 2 jusqu'alors de la possibilité d'aménager le temps de travail et les salaires (82%).

Ils soutiennent aussi très largement le soutien à la constitution de groupements d'employeurs (77%) et la suppression des seuils de 9 et 10 salariés, avec un transfert des obligations sociales liées à ces seuils seulement aux structures de plus de 11 salariés (76%). Les allègements financiers sont également fortement approuvés, qu'il s'agisse de l'aide de 4000 euros sur deux ans pour la première embauche (77%) ou du plafonnement des indemnités prud'homales à 10 mois hors atteintes graves au droit du travail (76%).

La fusion prévue au 1^{er} janvier 2016 du RSA Activité avec la prime pour l'Emploi peine en revanche à convaincre de sa légitimité : 24% seulement des chefs d'entreprises jugent qu'elle sera efficace pour relancer la croissance de l'économie. On relève toutefois une conviction un peu plus forte, bien que minoritaire, sur l'utilité de cette mesure pour relancer la consommation (36%) et favoriser le pouvoir d'achat des ménages (42%).

Des chefs d'entreprise optimistes pour la fin 2015, qui ont majoritairement planifié des vacances avec le souhait de pouvoir déconnecter de leur travail

En cohérence avec leur vision plus favorable de leur activité qu'au trimestre précédent, 62% des patrons de TPE se déclarent optimistes pour le second semestre 2015. Ils sont plus nombreux 72% parmi ceux âgés de moins de 50 ans, 64% dans les structures sans salariés, 69% dans celles qui emploient entre 10 et 19 personnes et 70% dans le secteur des services aux particuliers, tandis que 41% seulement entrevoient des perspectives positives dans l'industrie.

A l'approche de la période estivale, près de la moitié (46%) sont cependant dans un état d'esprit négatif, témoignant soit d'épuisement (32% ; 48% dans le BTP) soit de stress (14%). 26% se sentent indifférents, 10% font preuve d'impatience et 17% seulement se déclarent enthousiastes (22% dans l'hôtellerie).

En moyenne, les chefs d'entreprise s'accordent moins de 4 semaines de repos annuelles (19 jours ouvrés), dont 11 jours durant l'été. C'est dans le commerce que les patrons prennent le moins de vacances (16 jours) et dans les services aux particuliers qu'ils en posent le plus (22,5 jours). Notons que si 41% d'entre eux ont eu des congés depuis le début de l'année, 22% sont partis pour la dernière fois entre octobre et décembre 2014 et 37% il y a un an ou plus (dont 10% avant l'été 2014)

En ce qui concerne les deux mois à venir, 70% des dirigeants interrogés prévoient de partir, dont 57% en France et 13% à l'étranger, tandis que 29% resteront sur leur lieu d'habitation pendant la période estivale. Les interviewés ayant prévu des vacances privilégient en majorité des vacances reposantes (57%), tandis que 15% ont planifié des vacances culturelles, 14% des vacances découverte et 13% des vacances sportives.

Les patrons souhaitent autant que possible déconnecter de leur activité durant leurs congés d'été, même si 25% d'entre eux anticipent déjà qu'ils travailleront, dont 15% régulièrement et 10% uniquement sur les dossiers les plus importants. 41% ont l'intention de surveiller leur messagerie mais de ne travailler qu'en cas d'urgence tandis que 34% souhaitent couper totalement.

Un scepticisme important face au 3^{ème} plan d'aide à la Grèce, malgré un soutien majoritaire à son maintien dans la zone euro à court terme

51% des chefs d'entreprise interrogés considèrent le 3^{ème} plan d'aide à la Grèce signé le 13 juillet dernier comme une mauvaise chose, et même 58% parmi les de 1 à 9 salariés et 66% dans le BTP. Ce rejet est également plus important parmi les sympathisants des Républicains (57%), du Modem (62%) et du Front National (87%).

Plus précisément, **78% des interviewés estiment que ce plan ne servira à rien, hormis à gagner du temps**, et 77% que l'argent prêté à la Grèce est de l'argent perdu qu'elle ne pourra pas rembourser. **Ils ne sont d'ailleurs que 29% à penser que la Grèce réussira à réduire sa dette et à surmonter ses difficultés**. Malgré cela, les patrons de TPE sont majoritairement opposés à une sortie de la Grèce de la zone euro à court terme (59%) et près des deux tiers jugent les mesures demandées aux Grecs insupportables (65%).

Corollaire de ces perceptions, seulement 25% des dirigeants déclarent que les mesures de ce troisième plan d'aide seront effectivement appliquées (41% parmi les sympathisants PS). S'ils ne veulent pas d'une sortie à court terme de la zone euro par la Grèce, **ils sont en majorité en faveur de son exclusion à plus long terme en cas de non réduction de sa dette et de son déficit (53%)**. Ce score dépasse de 7 points celui enregistré auprès de l'ensemble des Français au mois de juin, avant la signature du 3^{ème} plan d'aide .

La relative empathie témoignée aux Grecs sur le caractère trop contraignant des efforts qui leur sont imposés tient sans doute au moins en partie à **une perception très largement mise en exergue d'une similitude grandissante entre la situation de la France et celle de la Grèce (63%)**. A contrario, 36% des patrons de TPE voient la situation économique et financière de la France comme beaucoup plus solide que celle de la Grèce, la protégeant de connaître un avenir identique à court terme (50% dans les structures de 10 à 19 salariés et 51% dans les services aux entreprises).

Si 44% seulement des dirigeants interrogés estiment que François Hollande a bien défendu les intérêts de la France lors de la négociation, **57% approuvent son opposition à l'Allemagne pour obtenir un troisième plan d'aide à la Grèce**. Ils n'en soulignent pas moins pour près des deux tiers d'entre eux (63%) l'affaiblissement du couple franco-allemand suite à cet accord.

Les avis exprimés sur les raisons ayant poussé le président de la République française à faire en sorte de maintenir à tout prix la Grèce dans la zone euro sont très disparates : 31% attribuent ce volontarisme au souhait de préserver l'unité géopolitique de l'Union Européenne, 30% à la crainte de voir appliquer la même sanction à la France si elle ne redresse pas son économie et 28% à une peur de la dislocation de la Zone Euro puis de l'Union Européenne. En revanche, ils ne sont que 9% à y voir une tentative pour éviter que la France ne paie les dettes grecques dont elle est caution.

Des positions contrastées sur l'avenir de l'Union Européenne, malgré une reconnaissance très large des avantages de la France à en faire partie

La crise grecque semble refléter aux yeux des patrons de TPE une crise plus profonde de la construction européenne. Ainsi, 26% d'entre eux uniquement déclarent que l'Union Européenne sort renforcée de ces dernières négociations, et 16% que l'euro y a gagné en solidité.

La monnaie unique est d'ailleurs, au-delà des dernières négociations, davantage perçue comme un handicap (38%) que comme un atout (21%), avec néanmoins 41% des interviewés adoptant une position neutre sur le sujet. Cette vision diffère sensiblement de celle de l'ensemble des Français, dont la moitié (47%) a une vision négative de l'euro contre 28% qui le considèrent comme un atout et 25% ni l'un ni l'autre.

L'incertitude sur les conséquences d'un abandon de l'euro pousse néanmoins 80% des dirigeants interrogés à rejeter un retour au franc (soit 9 points de plus que l'ensemble des Français) et 77% une suppression de la monnaie unique et un retour de tous les pays de la zone Euro à des monnaies nationales.

Les chefs d'entreprise témoignent également de leur sentiment et de leur volonté d'appartenance à une entité commune, puisque **79% estiment que c'est plutôt une bonne chose pour la France de faire partie de l'Union Européenne** (+13 points par rapport à l'ensemble des Français)

Une majorité d'entre eux (58%) attend à ce titre une intégration européenne renforcée avec une politique économique et budgétaire unique, un score qui dépasse de 20 points celui constaté auprès du grand public au mois de mai 2015. Toutefois, 41%, soit une part non négligeable, sont plutôt favorables à une moindre intégration et à des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat.

Près de la moitié des interviewés (44%) déclarent approuver une sortie du Royaume-Uni à l'issue du référendum sur le maintien ou non dans l'Union Européenne qui doit y être organisé durant l'automne, même si une majorité rejette cette idée (54%). Les avis des patrons de TPE sur la mise en cause des accords de Schengen sont aussi très partagés, 48% s'y disant favorables contre 52% qui y sont opposés.

La gestion de la crise des migrants par l'Union Européenne suscite des réactions également diverses. L'octroi d'une aide financière destinée à financer la reconstruction dans les pays d'origine est largement soutenu (66%). En revanche, l'accueil des migrants par chaque pays selon ses infrastructures et sa population (56%) ou au prorata de leur PIB (49%) ne recueillent pas une adhésion marquée.

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

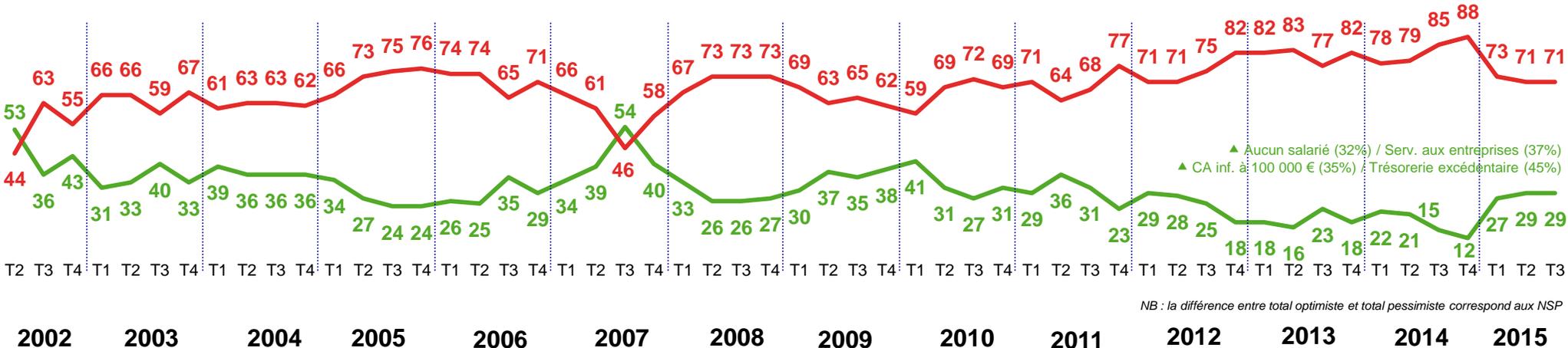
— Total optimiste sur la situation en France

— Total pessimiste sur la situation en France

▲ 3 à 5 salariés (82%) / Artisans (77%)
 ▲ Industrie (82%) / Commerce (78%)
 ▲ Trésorerie déficitaire (83%)

▲ Aucun salarié (32%) / Serv. aux entreprises (37%)
 ▲ CA inf. à 100 000 € (35%) / Trésorerie excédentaire (45%)

NB : la différence entre total optimiste et total pessimiste correspond aux NSP



Question

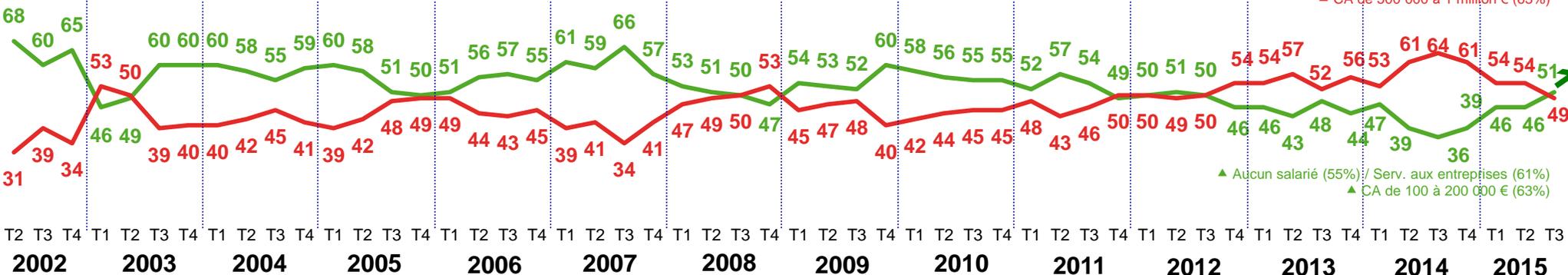
Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité

▲ Commerce (55%)
 ▲ Artisans (55%)
 ▲ CA de 500 000 à 1 million € (63%)

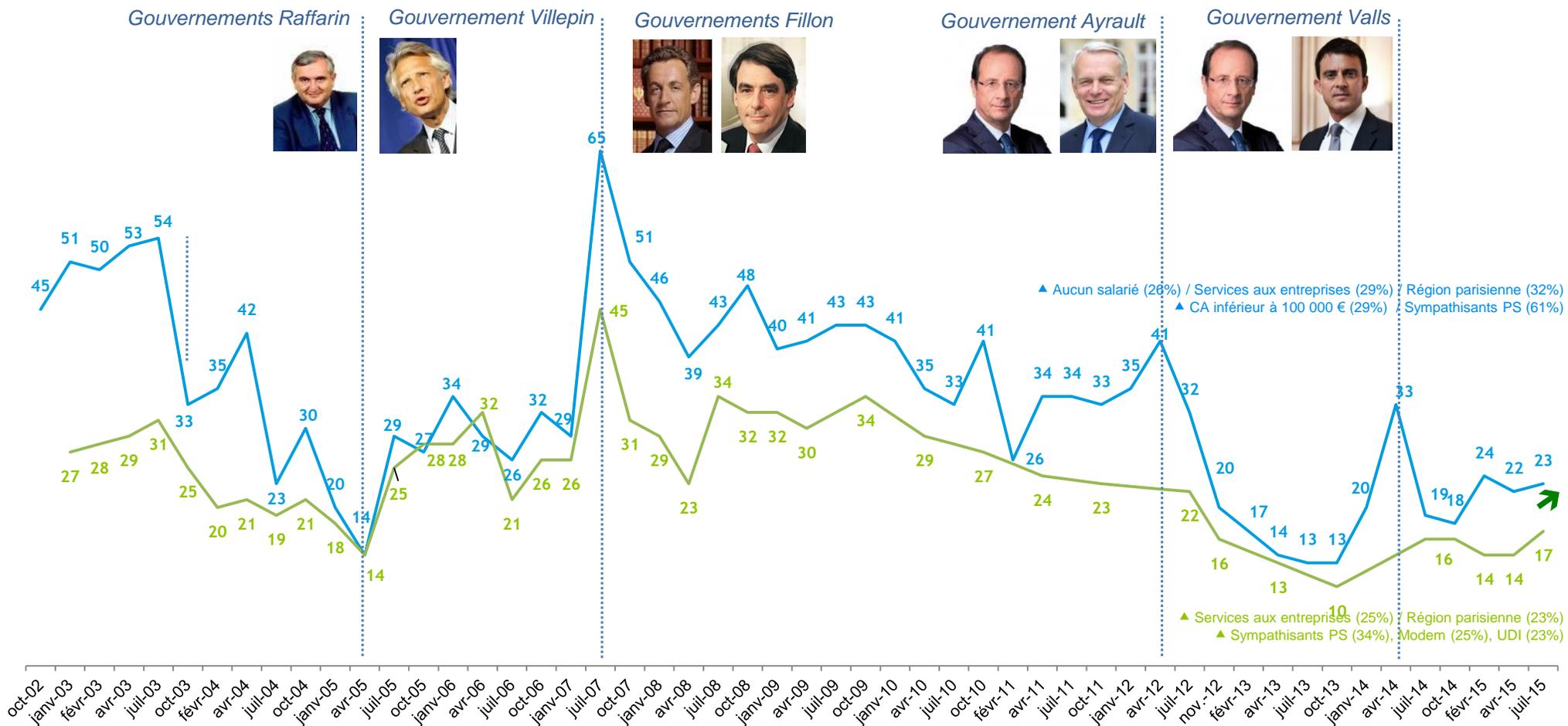
▲ Aucun salarié (55%) / Serv. aux entreprises (61%)
 ▲ CA de 100 à 200 000 € (63%)



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale — Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise



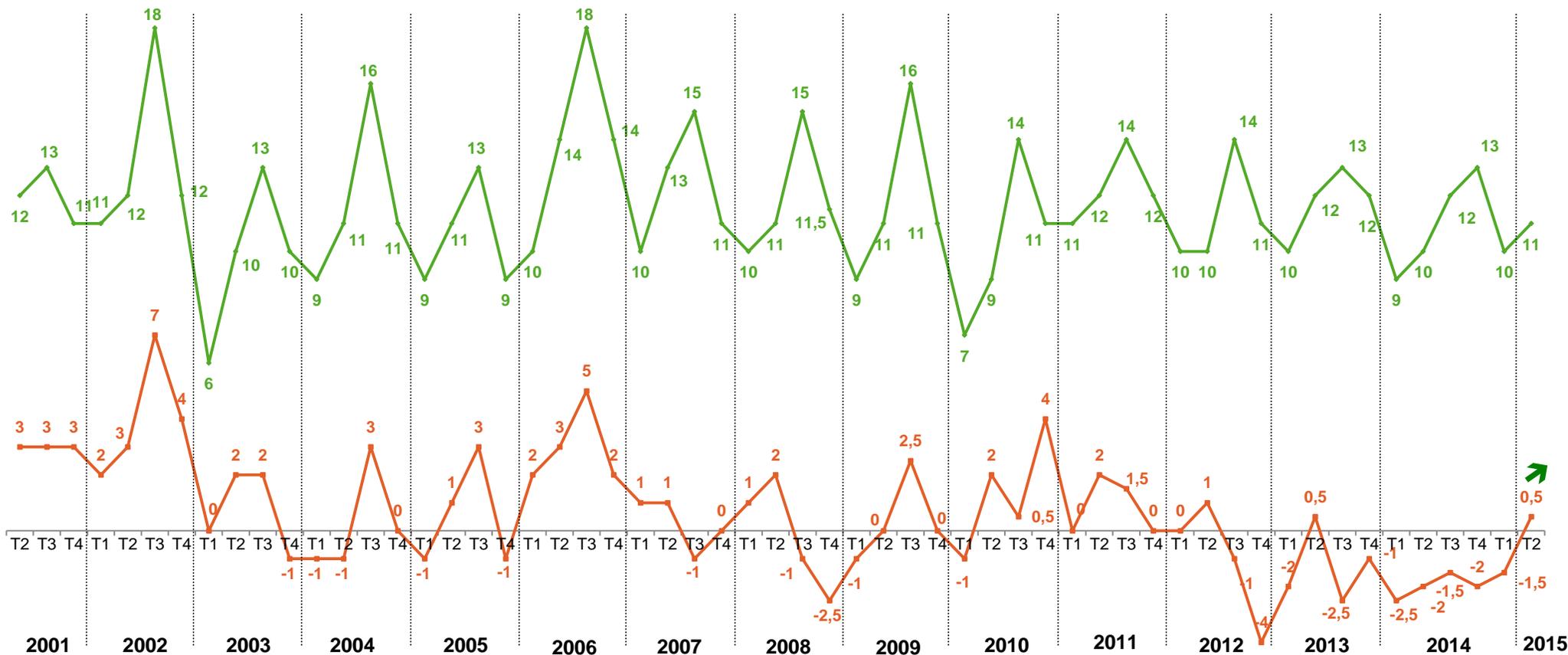
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

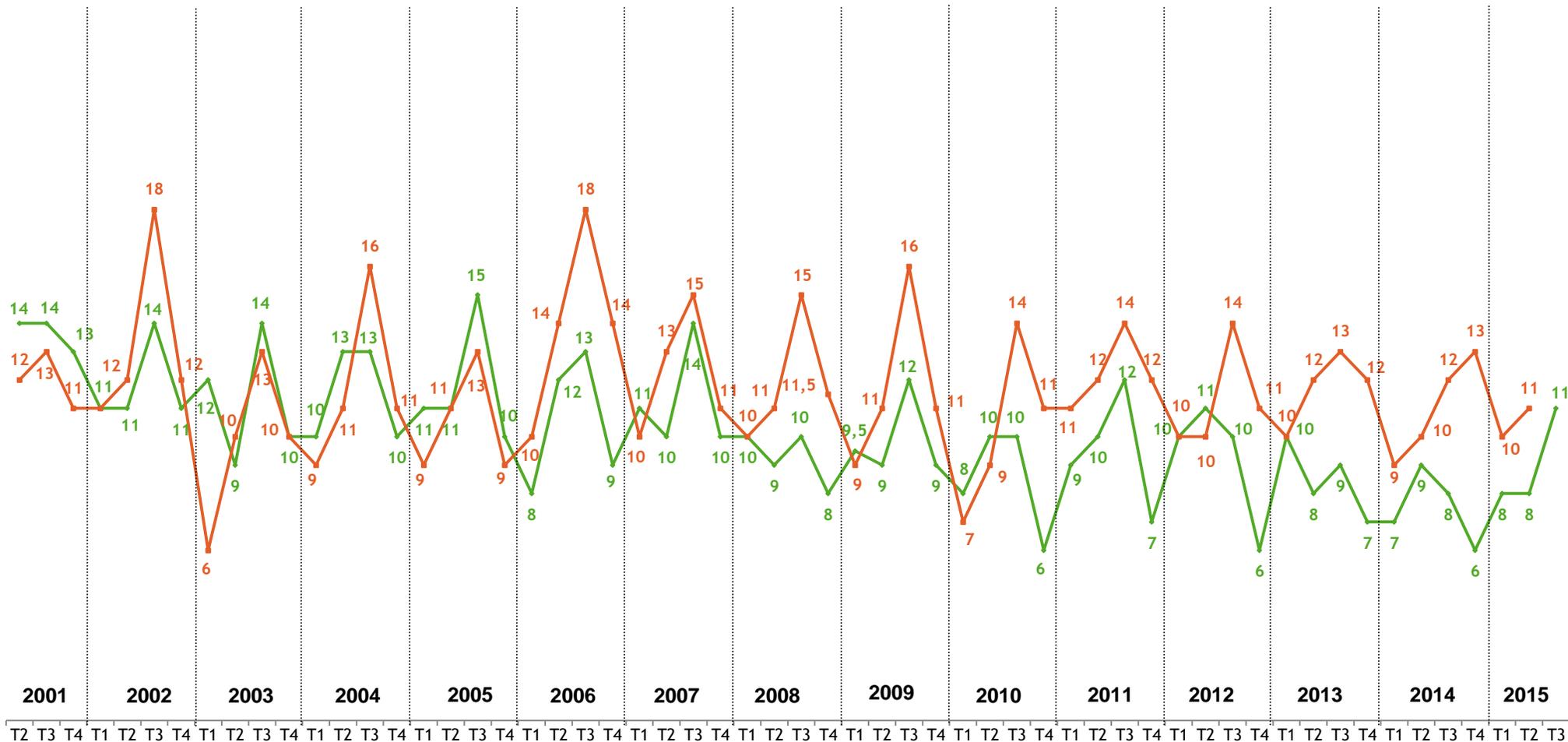
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,6
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,6

} Moyennes depuis 2001

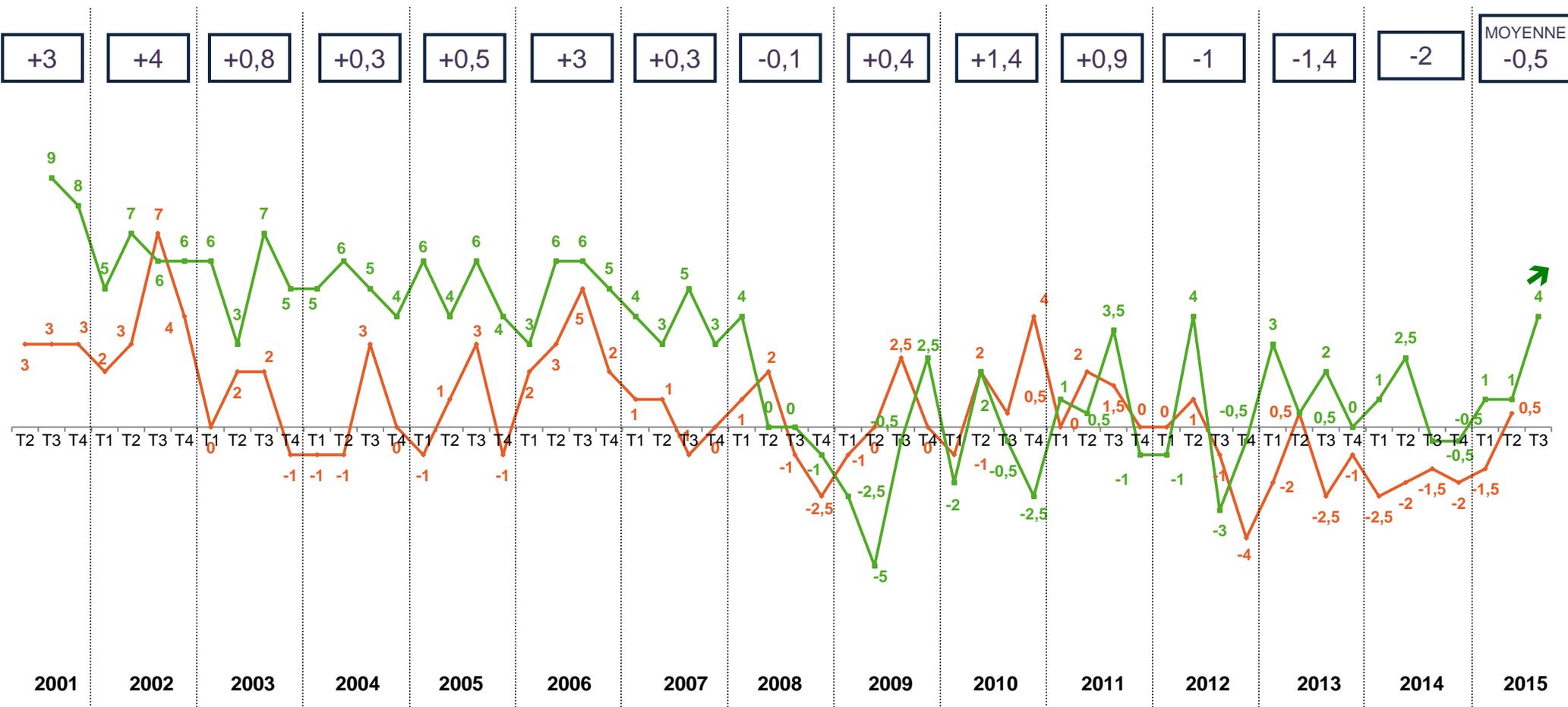


Base : ensemble des TPE

- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois



— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



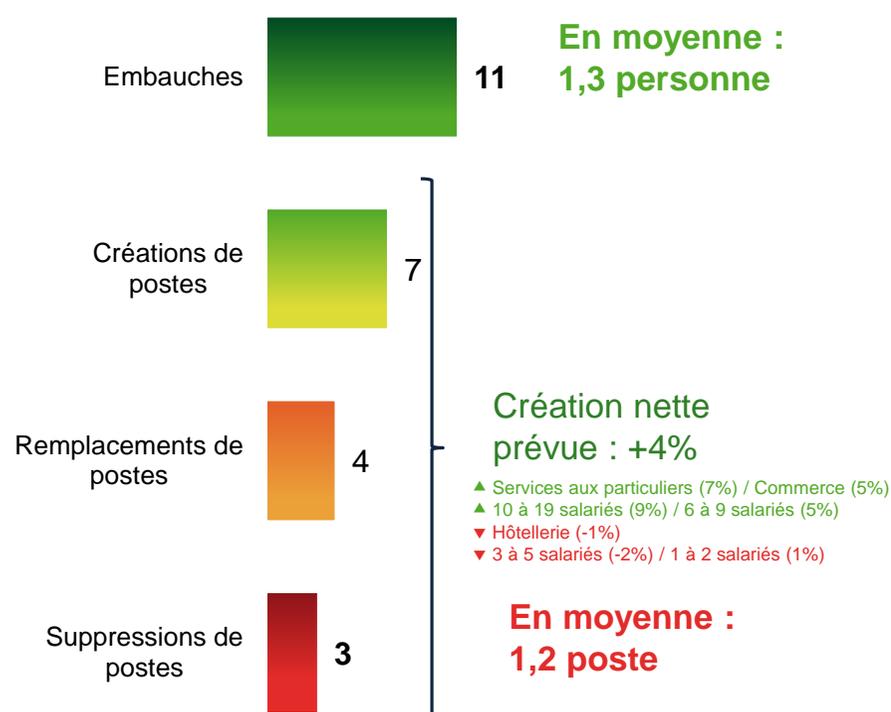
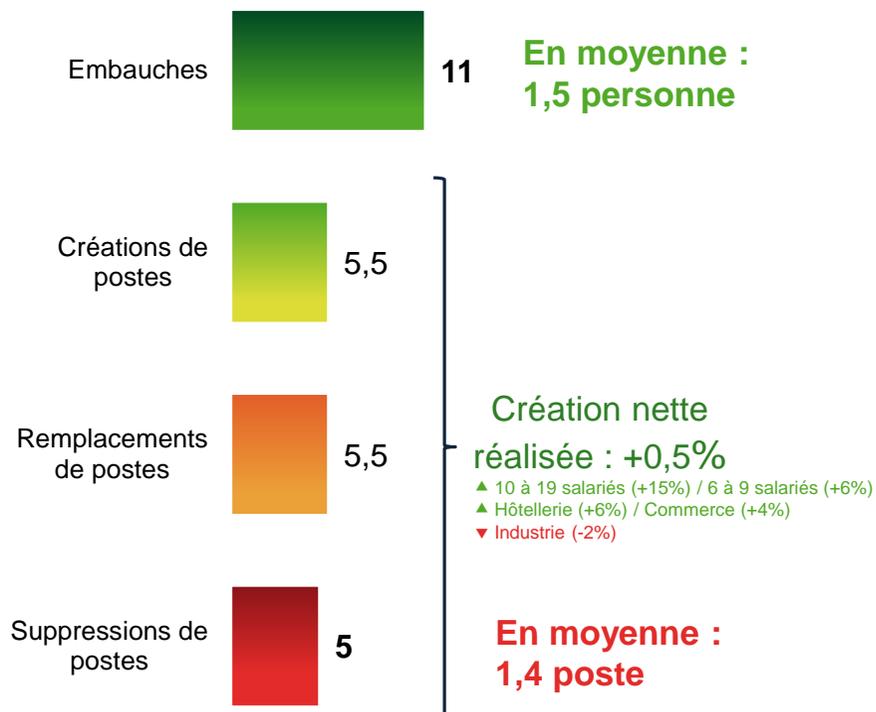
Base : ensemble des TPE

La répartition de la création nette d'emplois

Réalisations d'avril à juin 2015

Perspectives de juillet à septembre 2015

En % de l'ensemble des TPE

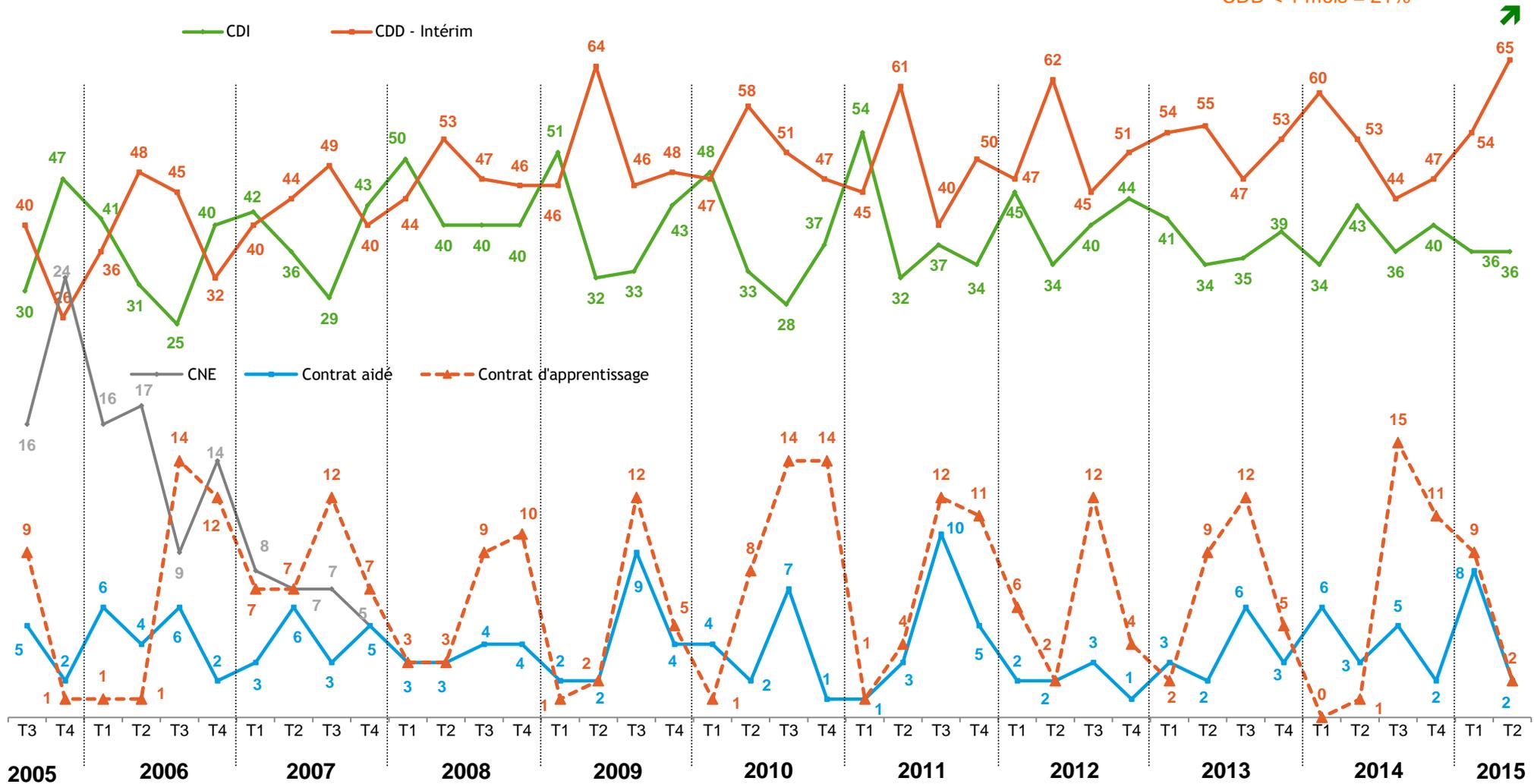


Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

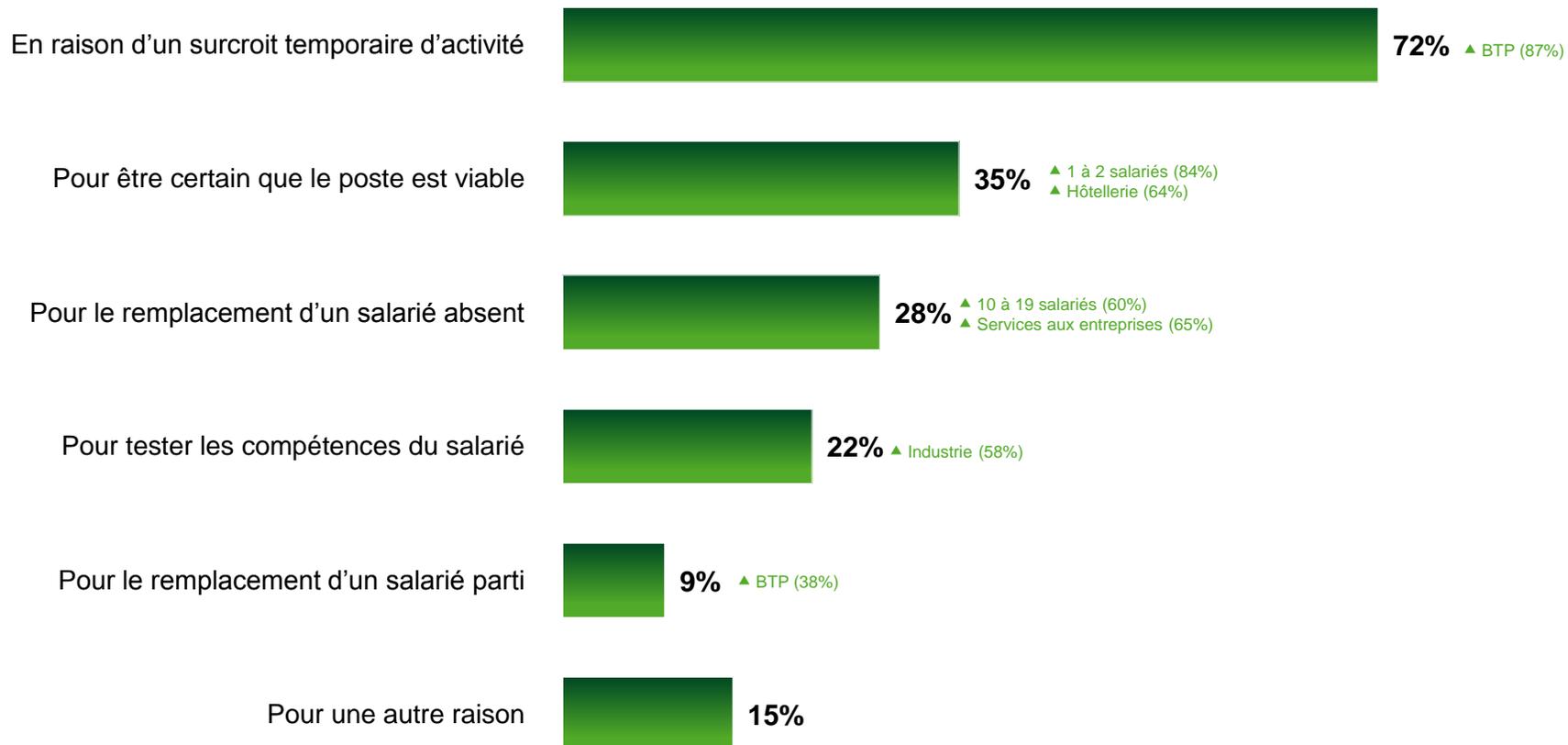
CDD > 1 mois = 46%
CDD < 1 mois = 21%



Les raisons du recours à des CDD de plus d'un mois

Question

Pour quelle(s) raison(s) avez-vous eu recours à un ou plusieurs salariés en CDD de plus d'un mois ?

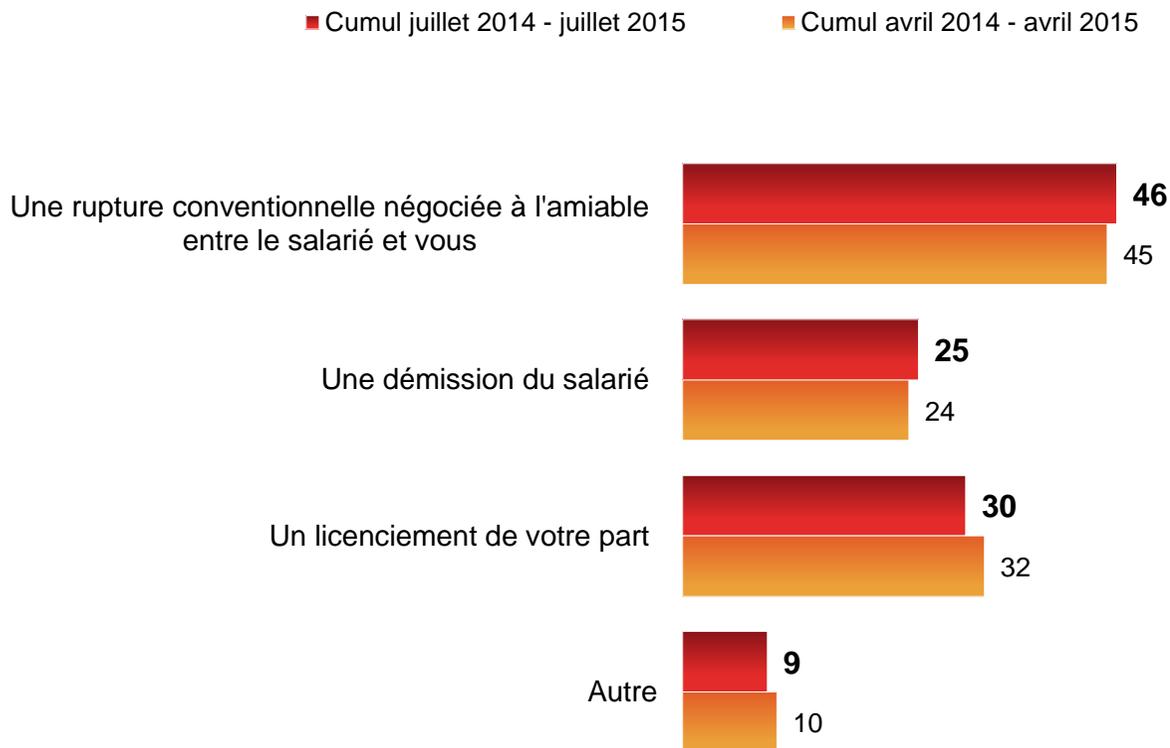


Base : aux patrons de TPE ayant embauché des salariés en CDD supérieur à un mois au cours des trois derniers mois

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Base : aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois (calcul en cumul sur une année glissante)

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

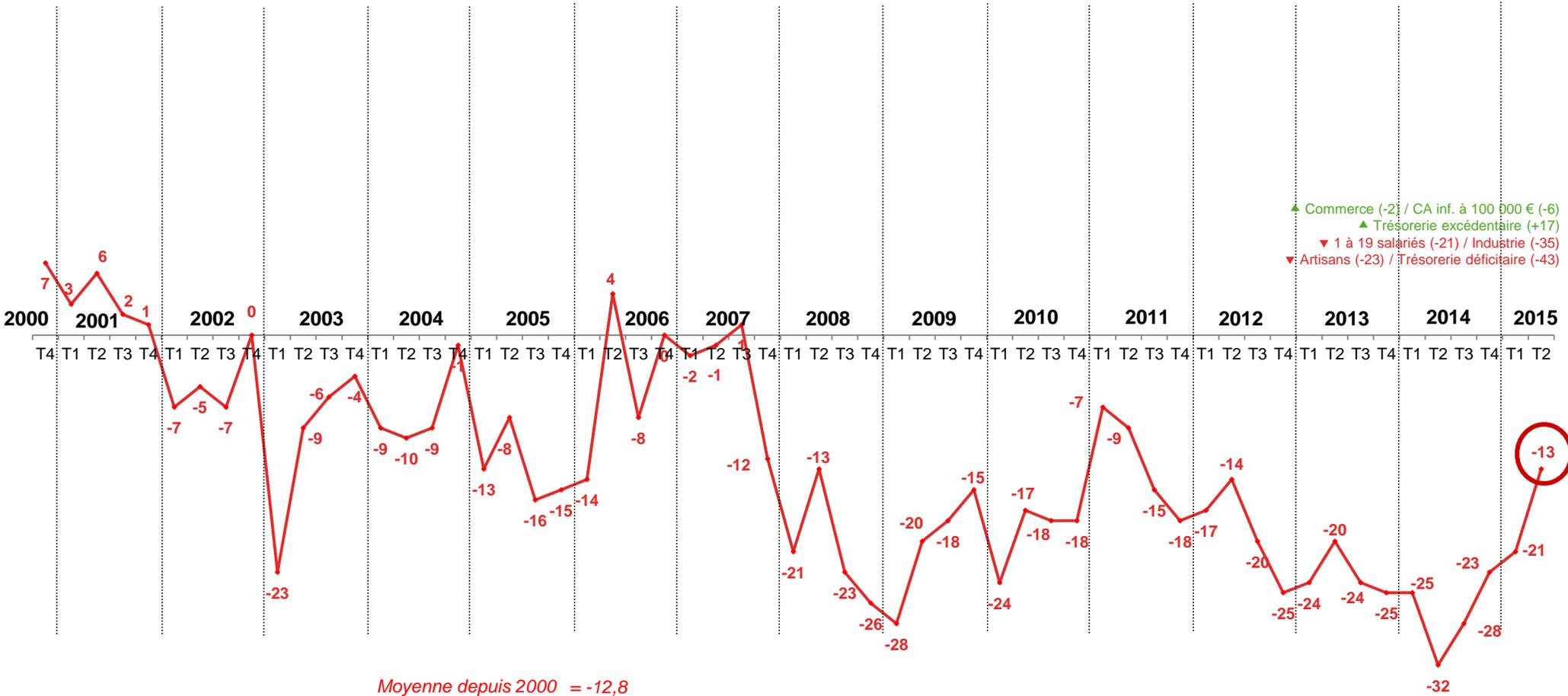
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Situation sur les 3 derniers mois

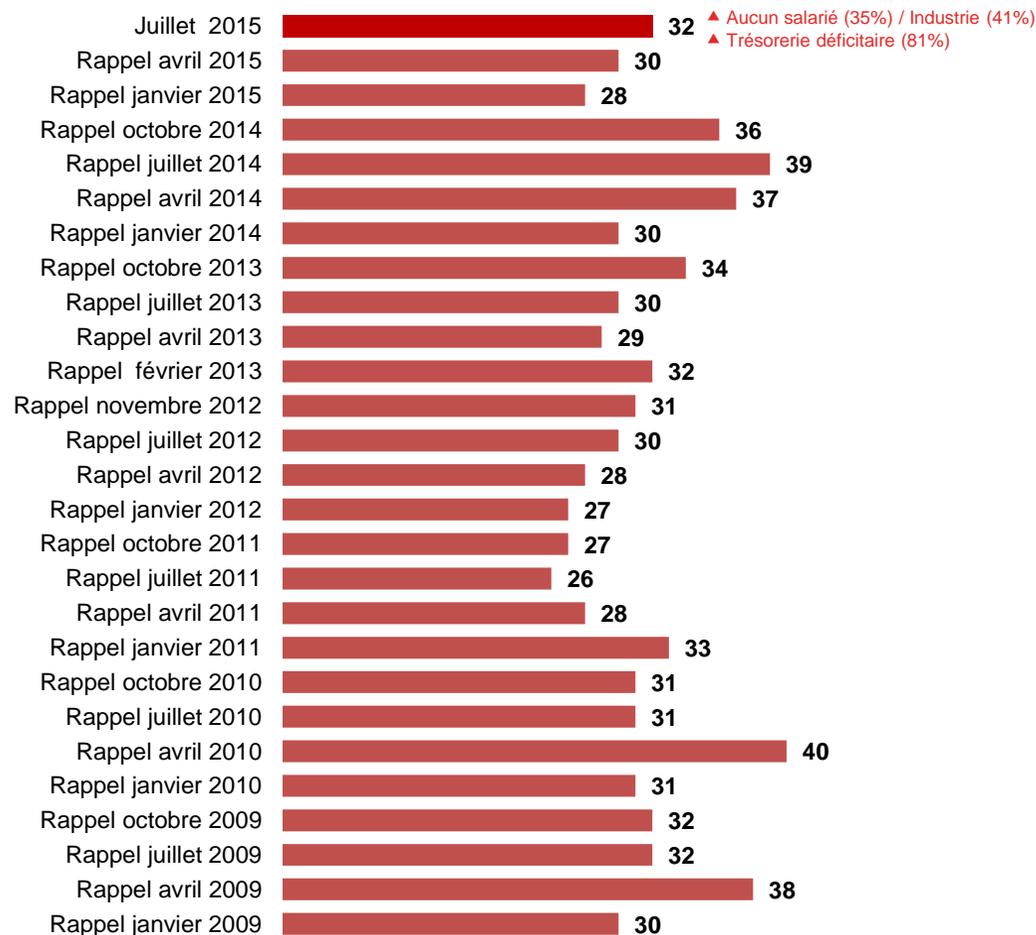


Les préoccupations des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)

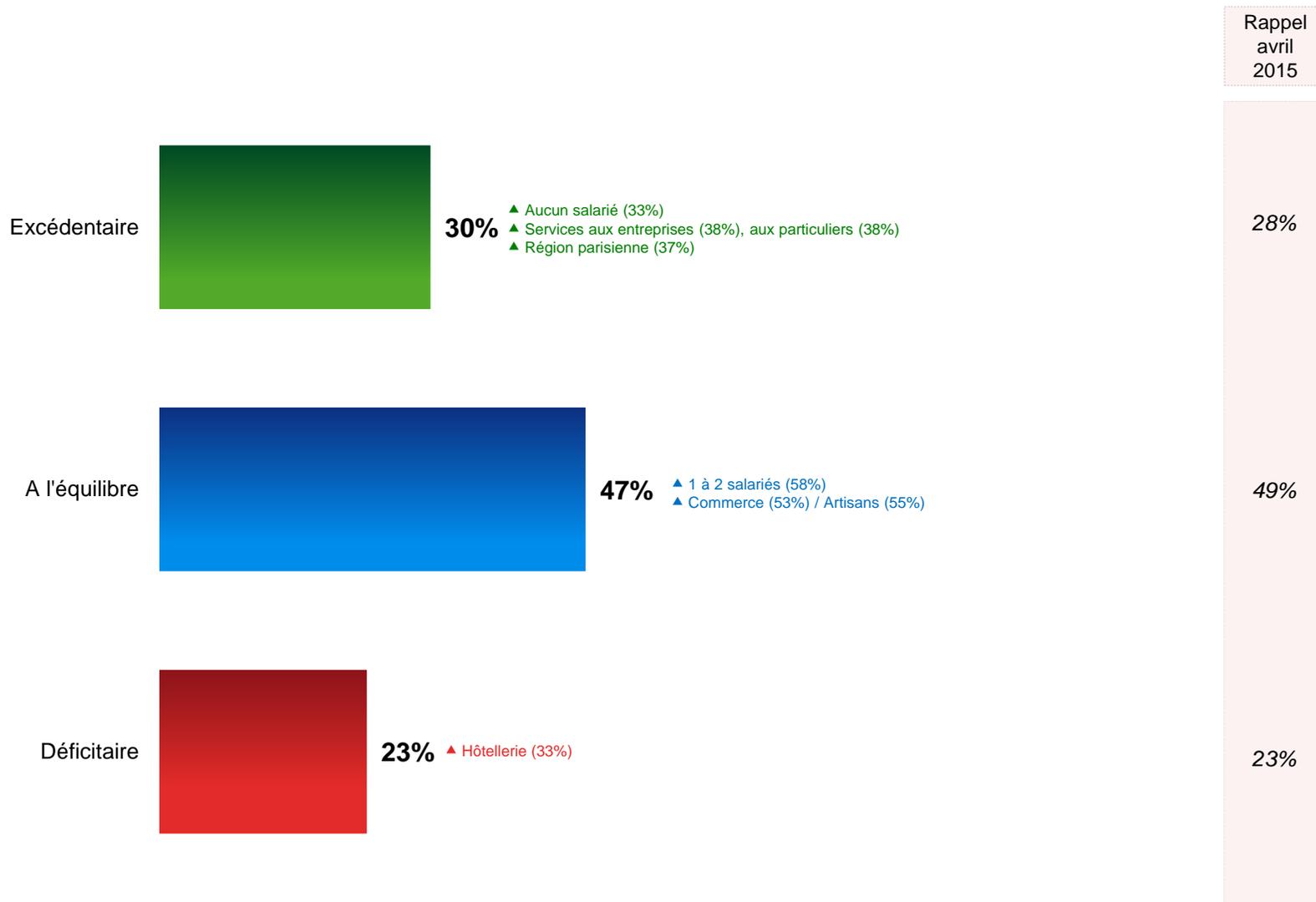


Base : à 50% de l'échantillon

La situation de trésorerie actuelle

Question

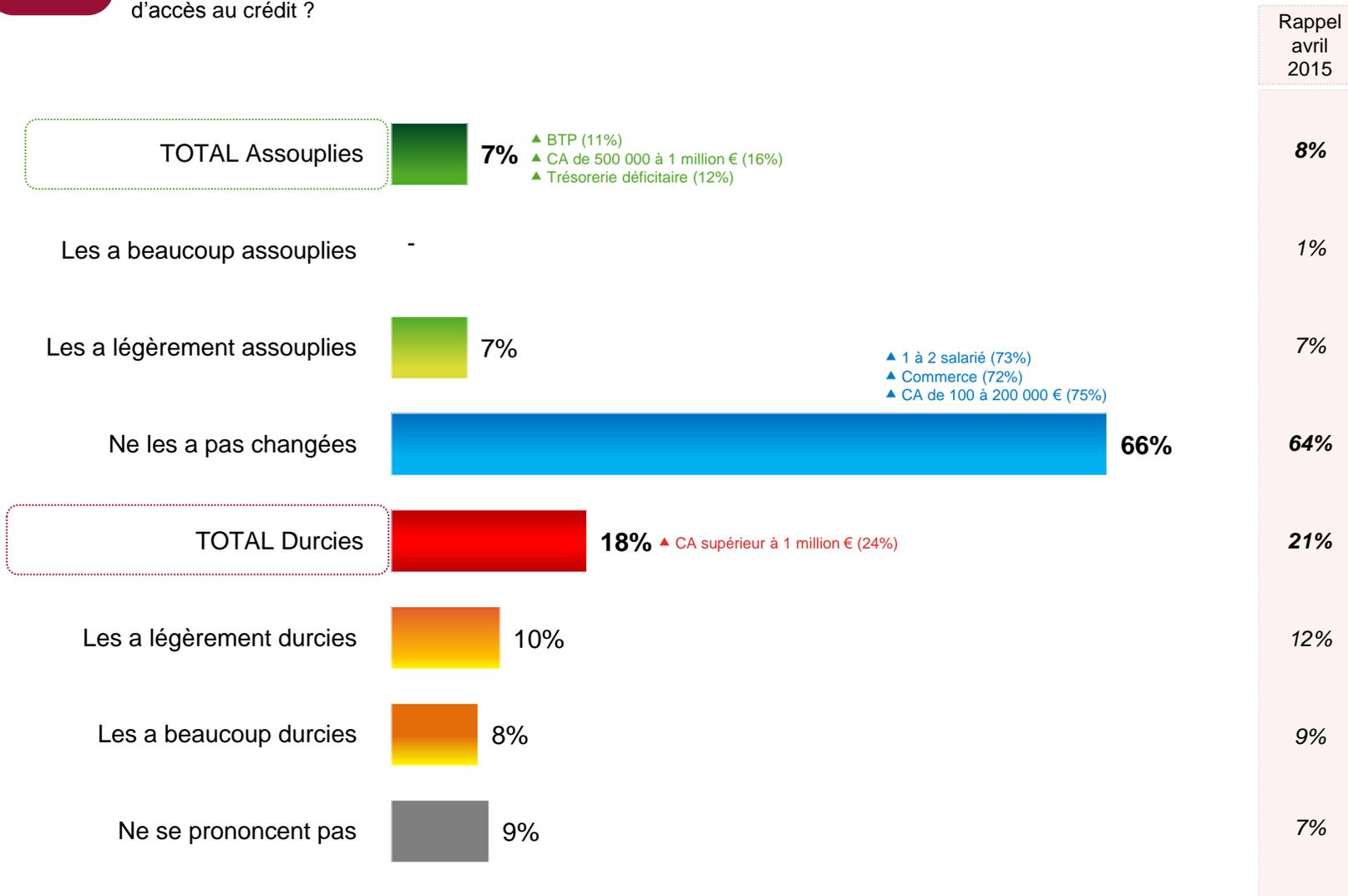
Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?



L'évolution des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois

Question

Au cours des trois derniers mois, diriez-vous que votre banque a assoupli, durci, ou n'a pas changé ses conditions d'accès au crédit ?



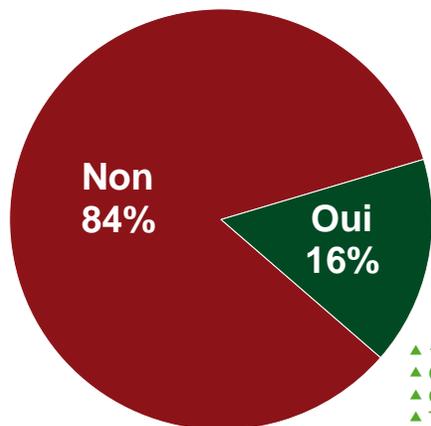
Base : à 50% de l'échantillon

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



- ▲ 1 à 19 salariés (20%), dont 10 à 19 salariés (26%)
- ▲ Commerce (21%) / Hôtellerie (25%) / BTP (21%)
- ▲ CA de 500 000 à 1 million € (35%)
- ▲ Trésorerie déficitaire (26%)

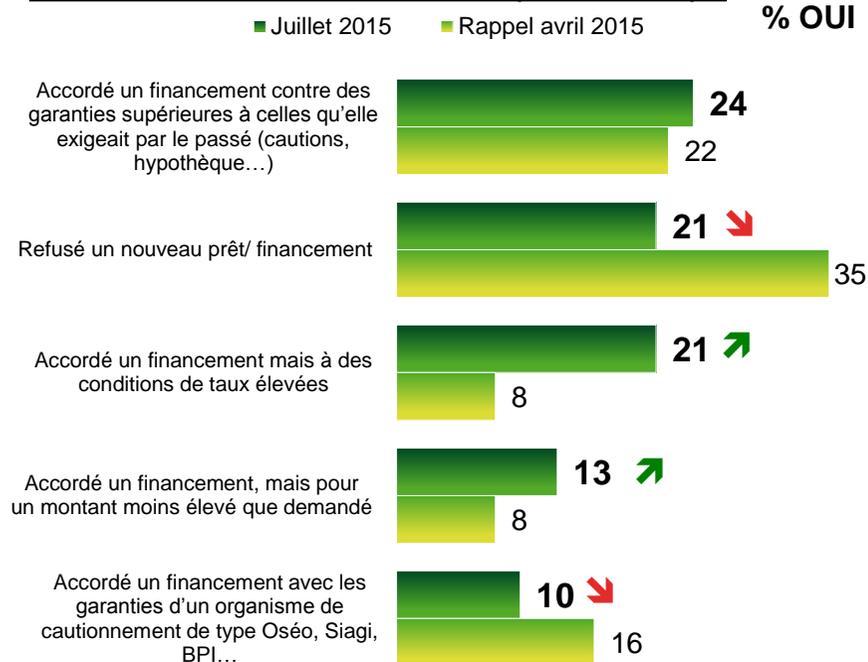
Rappel avril 2015 : 15% / Rappel janvier 2015 : 15%
Rappel octobre 2014 : 14% / Rappel juillet 2014 : 14%
Rappel avril 2014 : 14% / Rappel janvier 2014 : 17%
Rappel octobre 2013 : 18% / Rappel juillet 2013 : 18%
Rappel avril 2013 : 23% / Rappel février 2013 : 20%
Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 54%

Rappel avril 2015 : 65% / Rappel janvier 2015 : 58% / Rappel octobre 2014 : 47%
Rappel juillet 2014 : 58% / Rappel avril 2014 : 57% / Rappel janvier 2014 : 49%
Rappel octobre 2013 : 65% / Rappel juillet 2013 : 57% / Rappel avril 2013 : 53%
Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%
Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%
Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

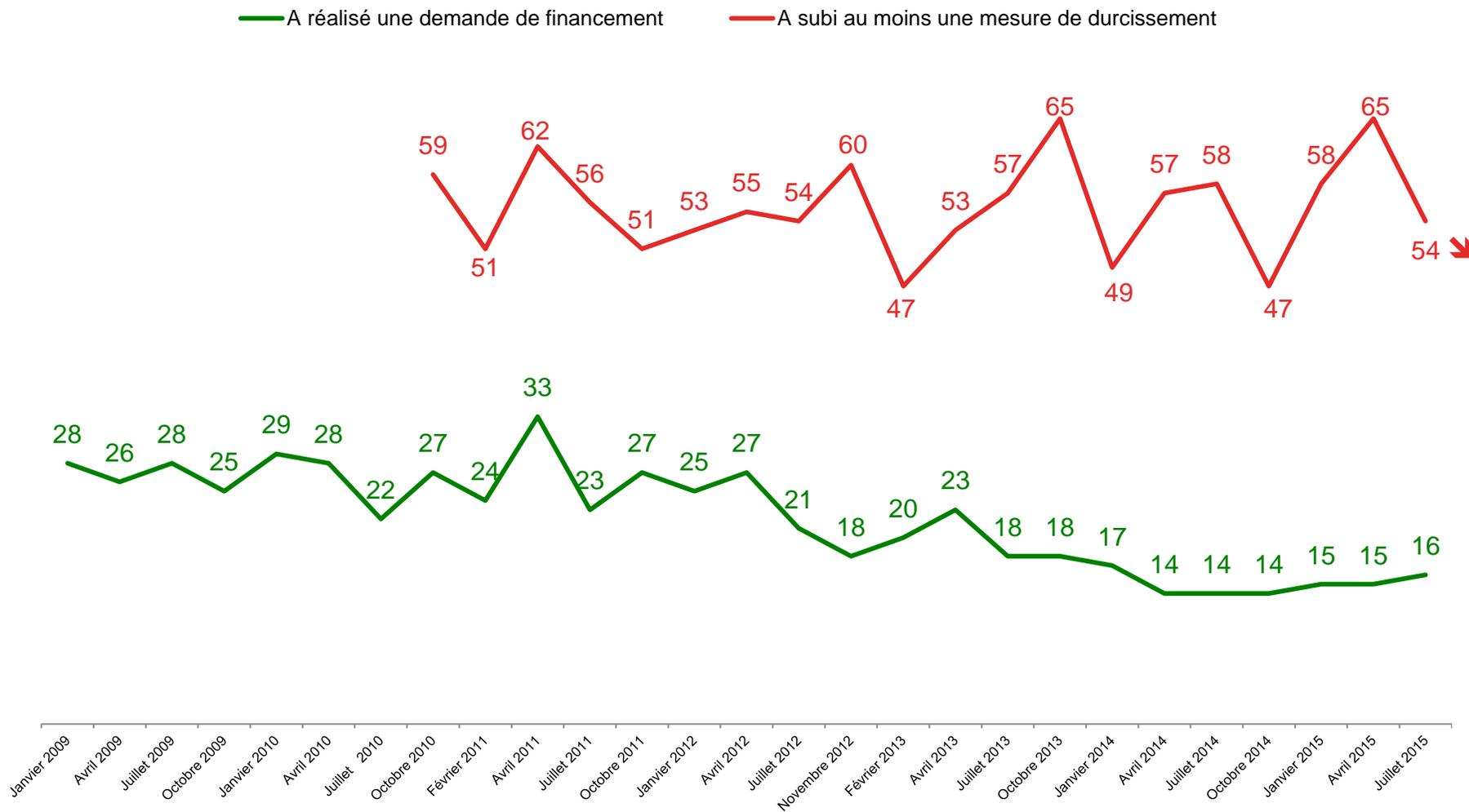
- ▲ Services aux entreprises (70%), aux particuliers (64%)
- ▲ CA de 200 à 500 000 € (72%) / Trésorerie déficitaire (87%)

Base : aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
 Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?



Les TPE et l'emploi

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

1. Les besoins en termes d'emploi

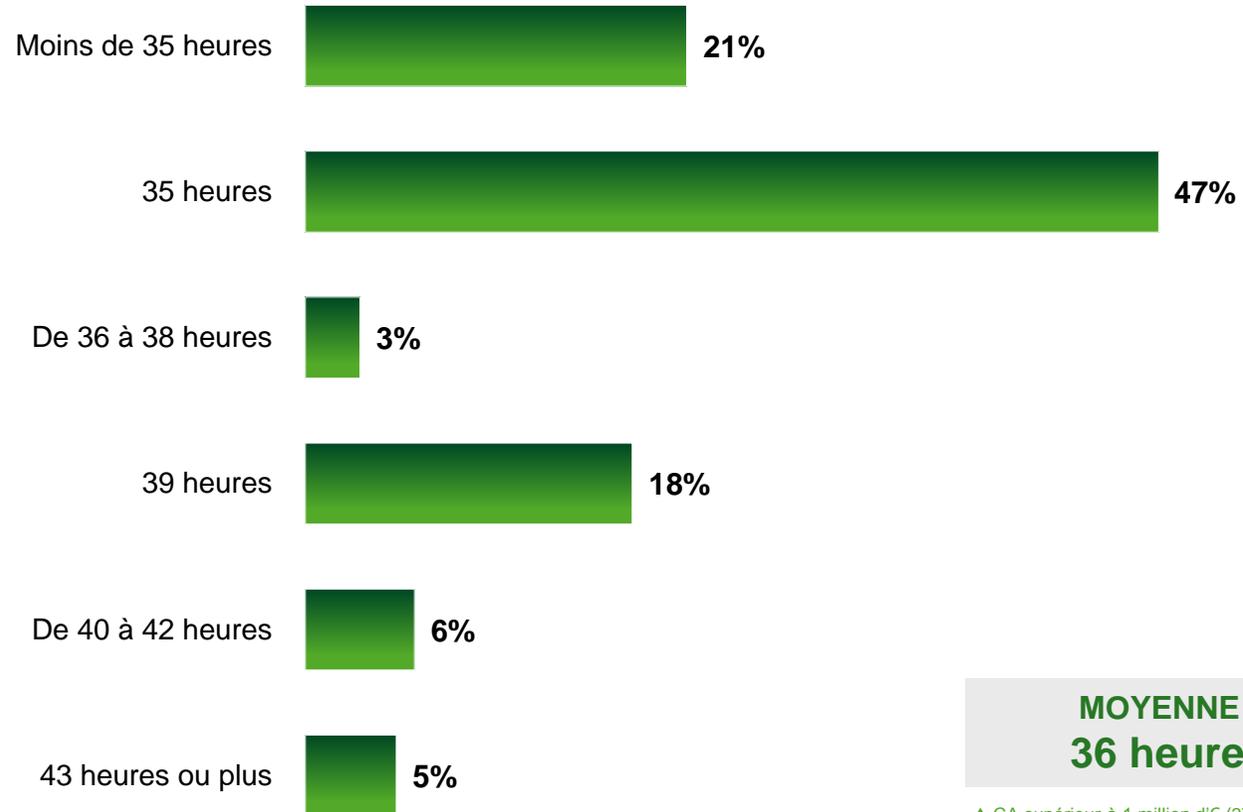
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La durée de travail hebdomadaire moyenne au sein de leur entreprise

Question

Actuellement, quelle est la durée hebdomadaire moyenne effective de votre ou vos salarié(s) ?

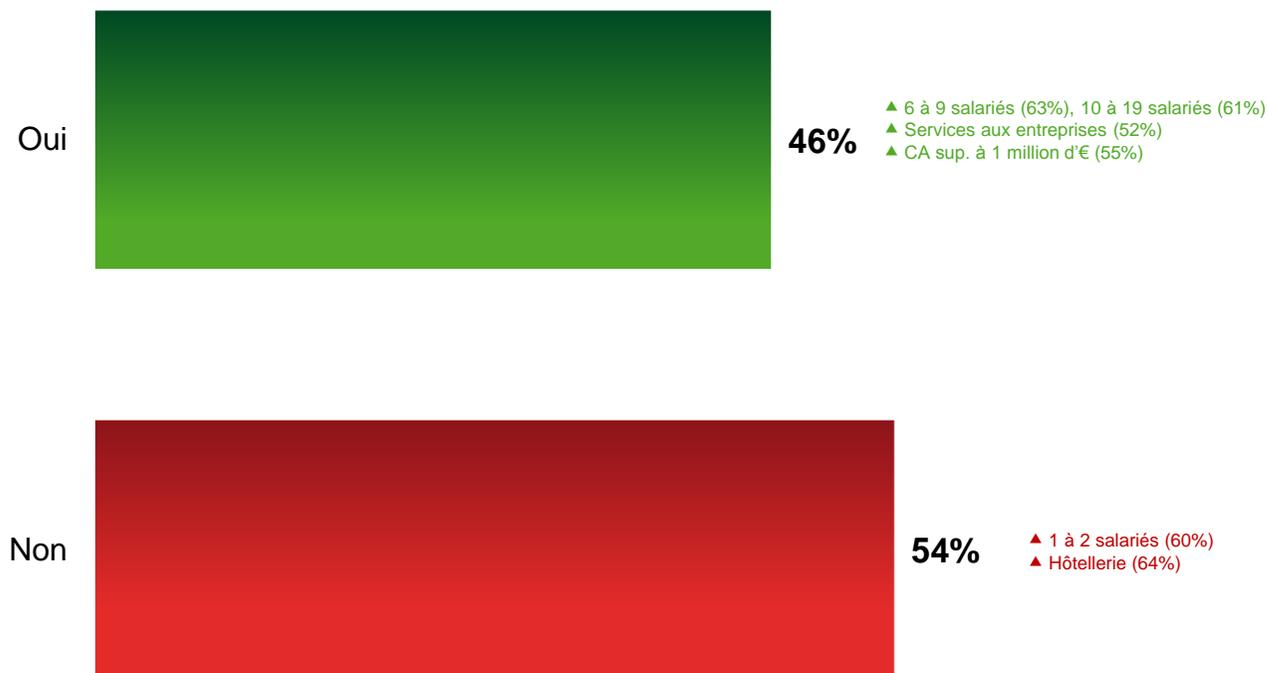


▲ CA supérieur à 1 million d'€ (37 heures)
▼ CA inf. à 100 000 € (35 heures)

Le développement de l'activité en augmentant la durée du travail

Question

Actuellement, pourriez-vous augmenter votre chiffre d'affaires et développer votre activité sans embaucher, avec l'effectif actuel de votre entreprise, avec une durée hebdomadaire de travail éventuellement plus élevée ?

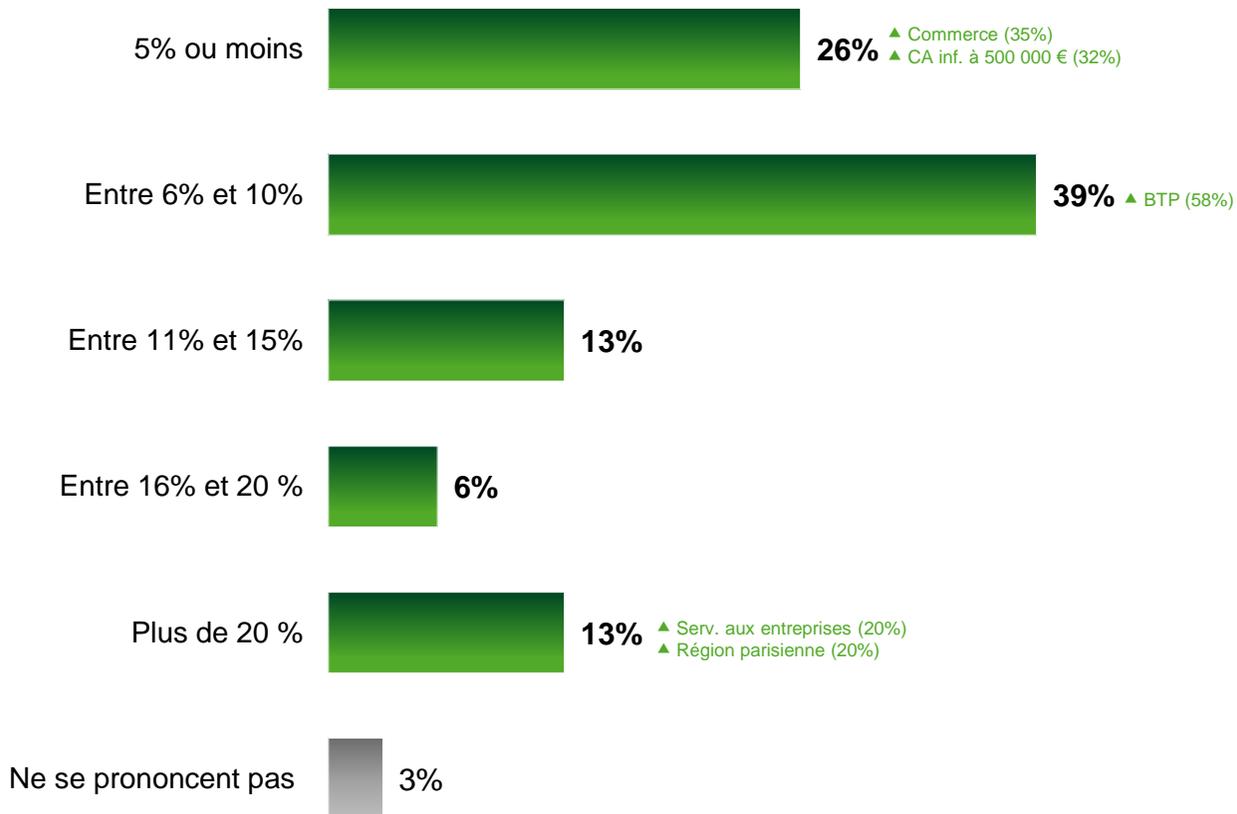


Base : ensemble des TPE

L'augmentation du chiffre d'affaires sans embaucher

Question

Dans quelle proportion estimez-vous que vous pourriez augmenter votre chiffre d'affaires sans embaucher ?

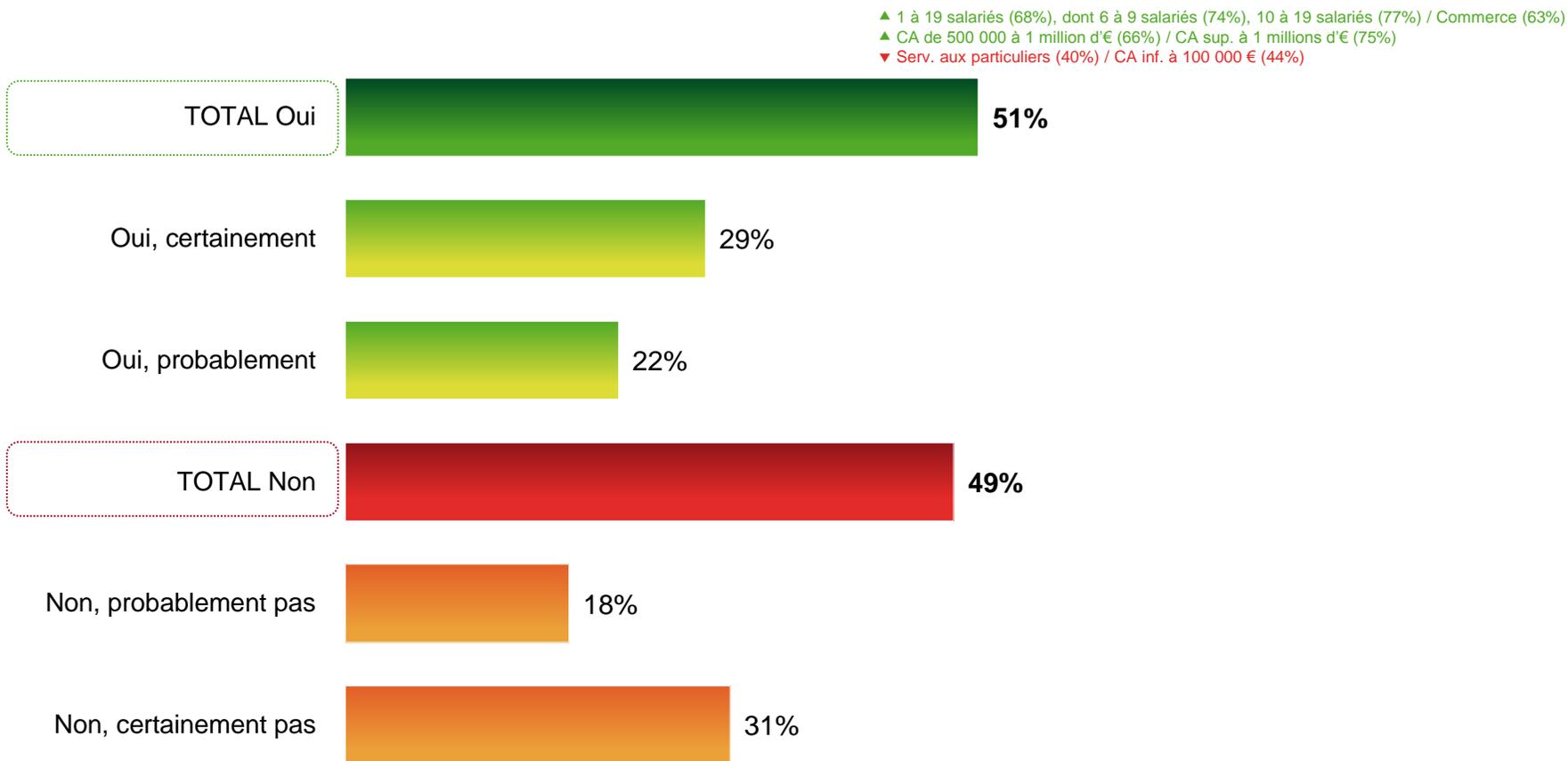


Base : aux patrons de TPE déclarant pouvoir augmenter leur chiffre d'affaires et développer leur activité sans embaucher avec l'effectif actuel de leur entreprise, avec une durée hebdomadaire de travail éventuellement plus élevée

L'augmentation de l'effectif salarié en cas de perspectives de croissance

Question

Si vous aviez de réelles perspectives de croissance de votre activité, souhaiteriez-vous augmenter vos effectifs salariés ?

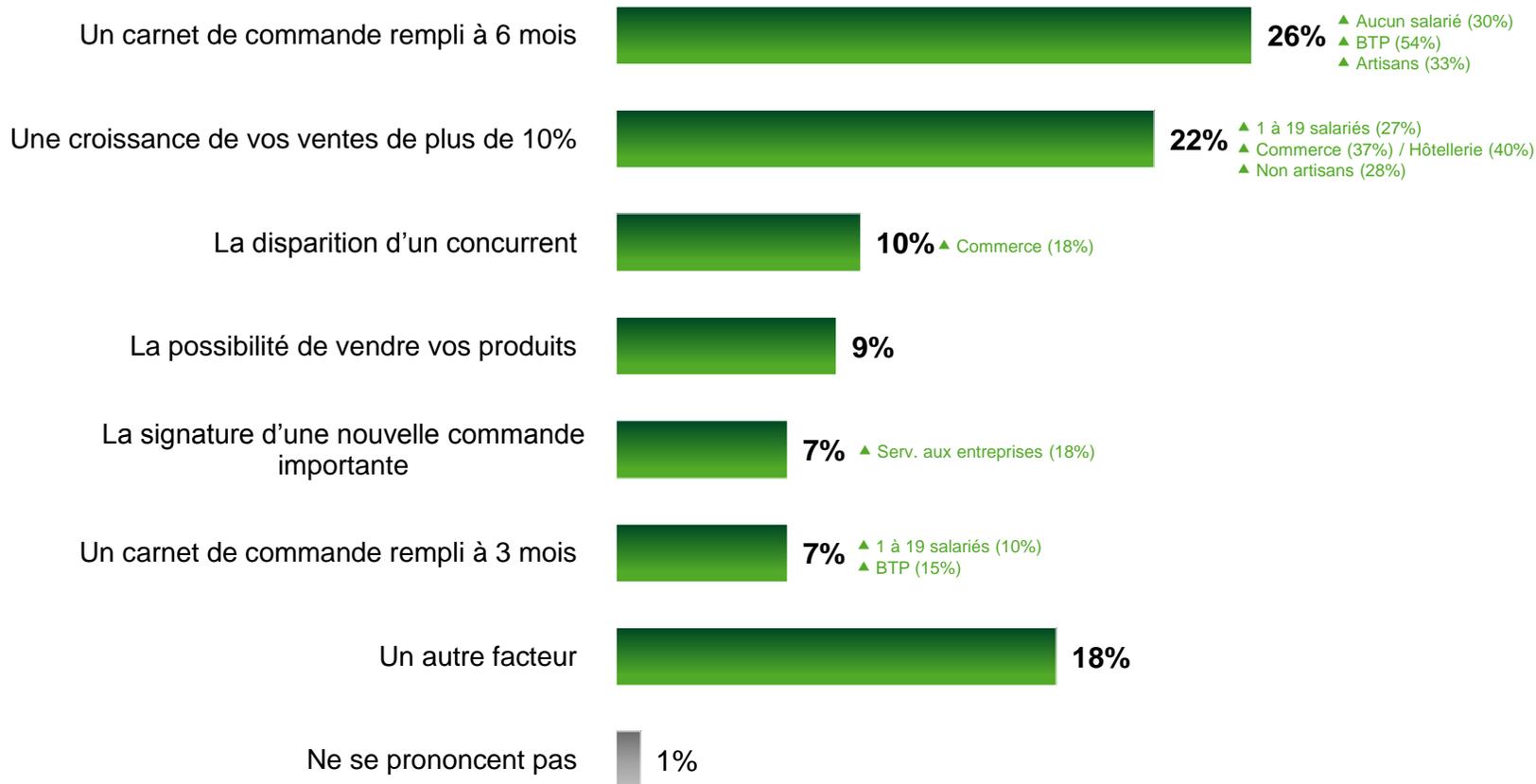


Base : ensemble des TPE

Le facteur principal de perspectives de croissance

Question

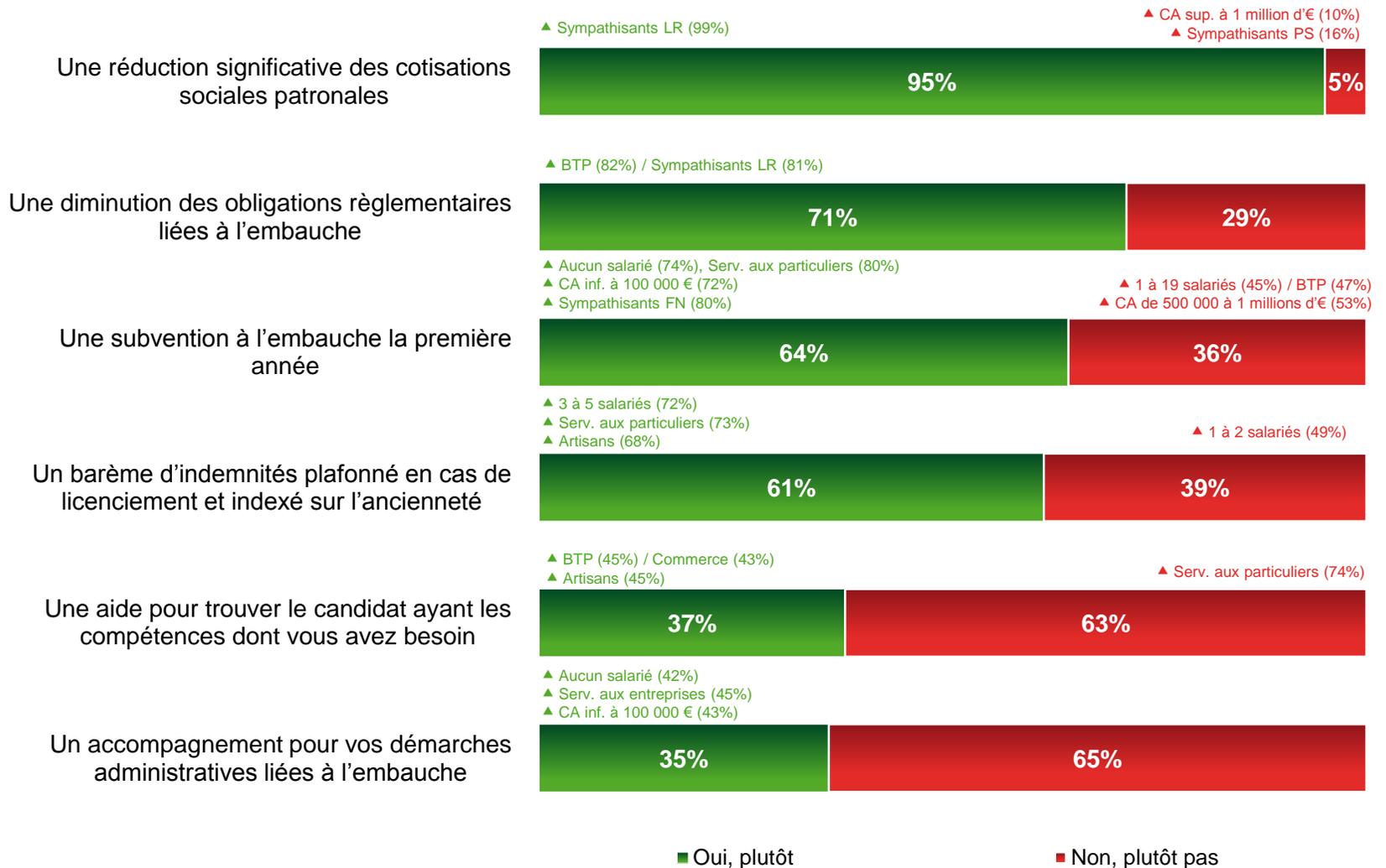
Pour vous, quel facteur constituerait de « réelles perspectives de croissance » ?



Le caractère incitatif de différentes mesures pour embaucher

Question

Diriez-vous que chacune des mesures suivantes pourrait vous inciter à embaucher si vous aviez de réelles perspectives de développement ?



▲ Sympathisants LR (99%)

▲ CA sup. à 1 million d'€ (10%)
 ▲ Sympathisants PS (16%)

▲ BTP (82%) / Sympathisants LR (81%)

▲ Aucun salarié (74%), Serv. aux particuliers (80%)
 ▲ CA inf. à 100 000 € (72%)
 ▲ Sympathisants FN (80%)

▲ 1 à 19 salariés (45%) / BTP (47%)
 ▲ CA de 500 000 à 1 millions d'€ (53%)

▲ 3 à 5 salariés (72%)
 ▲ Serv. aux particuliers (73%)
 ▲ Artisans (68%)

▲ 1 à 2 salariés (49%)

▲ BTP (45%) / Commerce (43%)
 ▲ Artisans (45%)

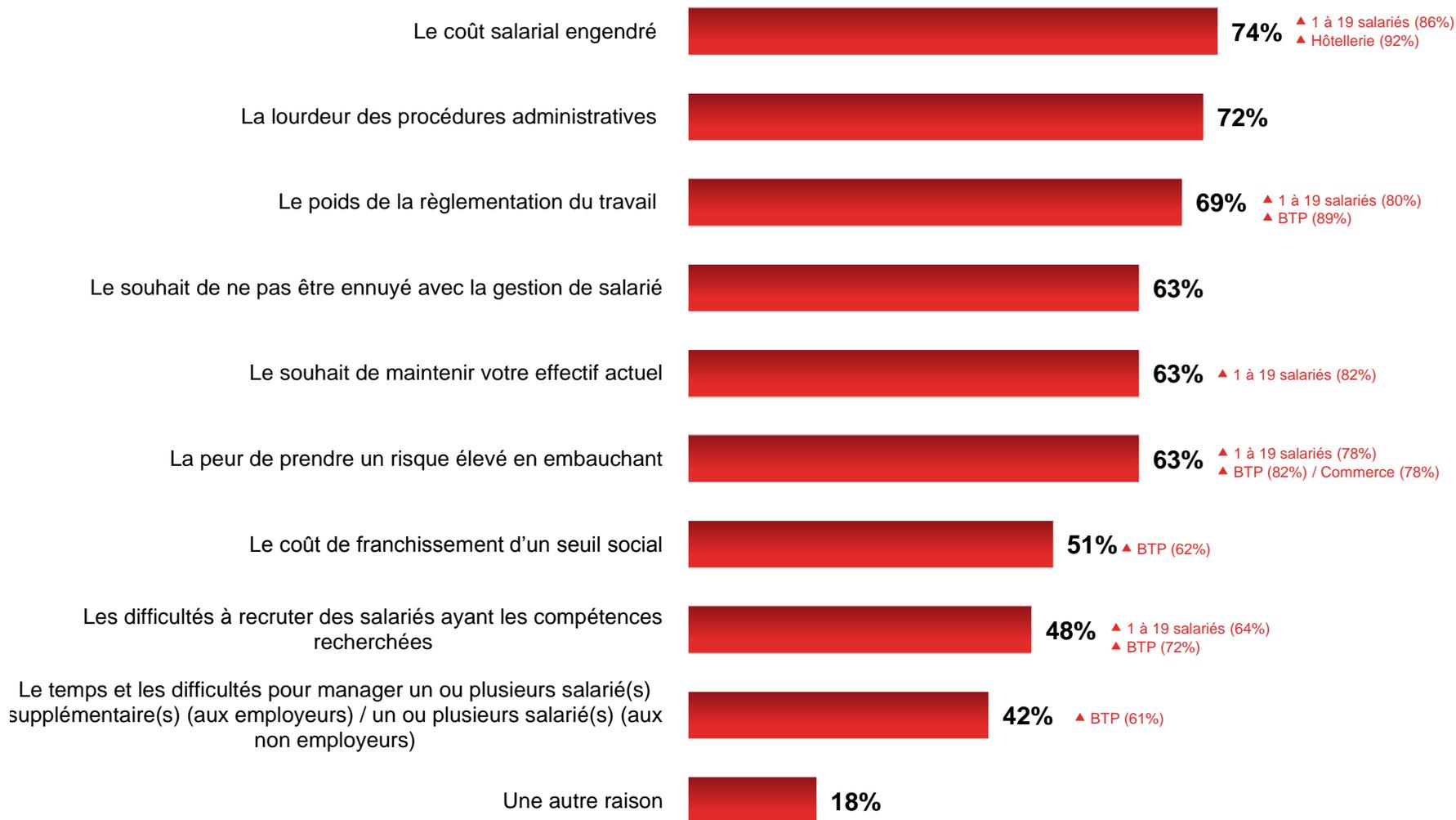
▲ Serv. aux particuliers (74%)

▲ Aucun salarié (42%)
 ▲ Serv. aux entreprises (45%)
 ▲ CA inf. à 100 000 € (43%)

Les raisons pour ne pas embaucher malgré des perspectives de croissance

Question

Pour quelle(s) raison(s) n'embaucheriez-vous pas si vous aviez de réelles perspectives de croissance de votre activité ?



Base : aux patrons de TPE déclarant qu'ils n'embaucheraient pas s'ils avaient de réelles perspectives de croissance de leur activité

2. Les pratiques et attentes liées à l'embauche et à la gestion des ressources humaines

Note de lecture

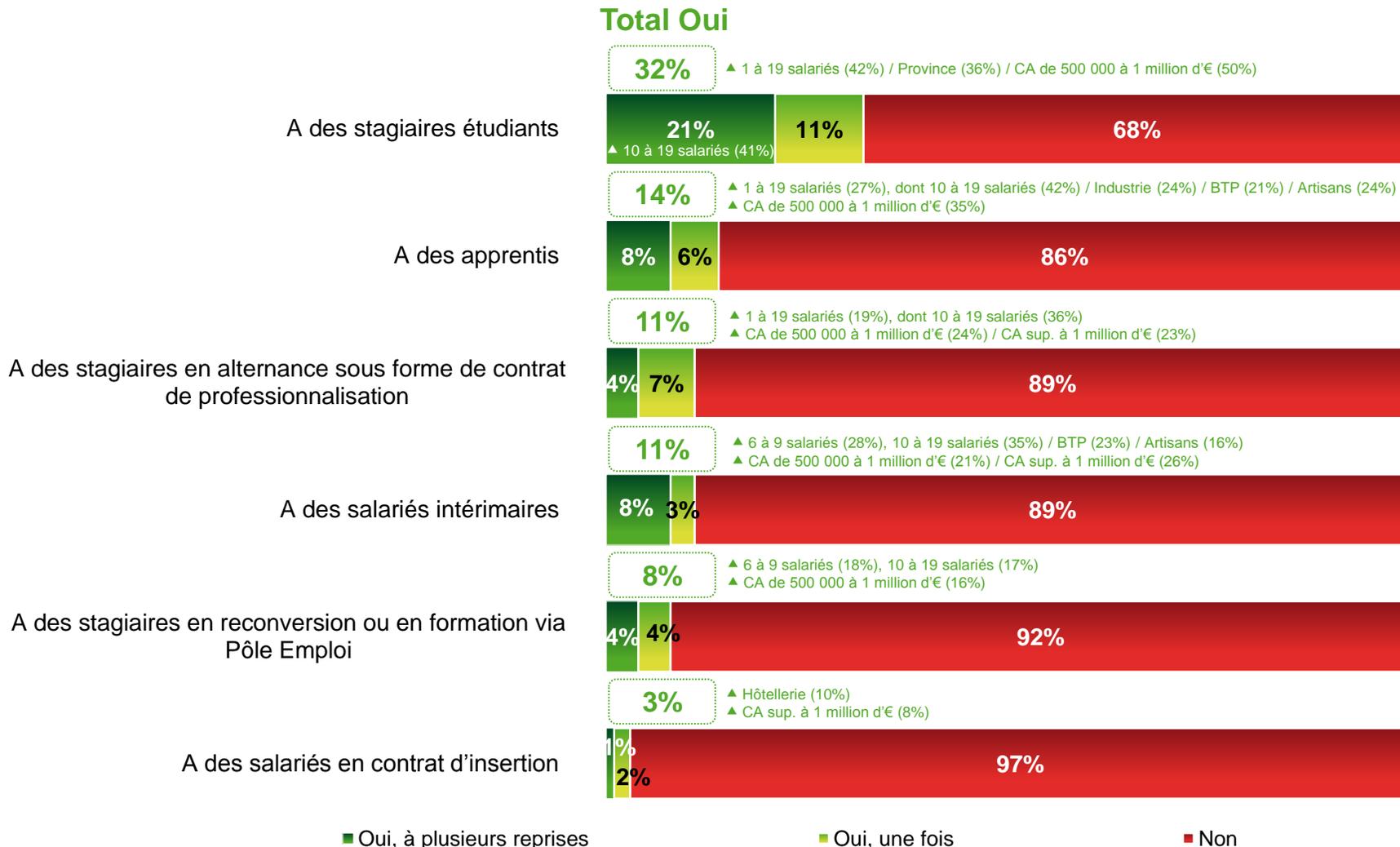
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le recours à des stagiaires et salariés en contrat temporaire

Question

Au cours des deux dernières années, avez-vous eu recours au sein de votre entreprise... ?

Recours à au moins un type de contrat : 48%

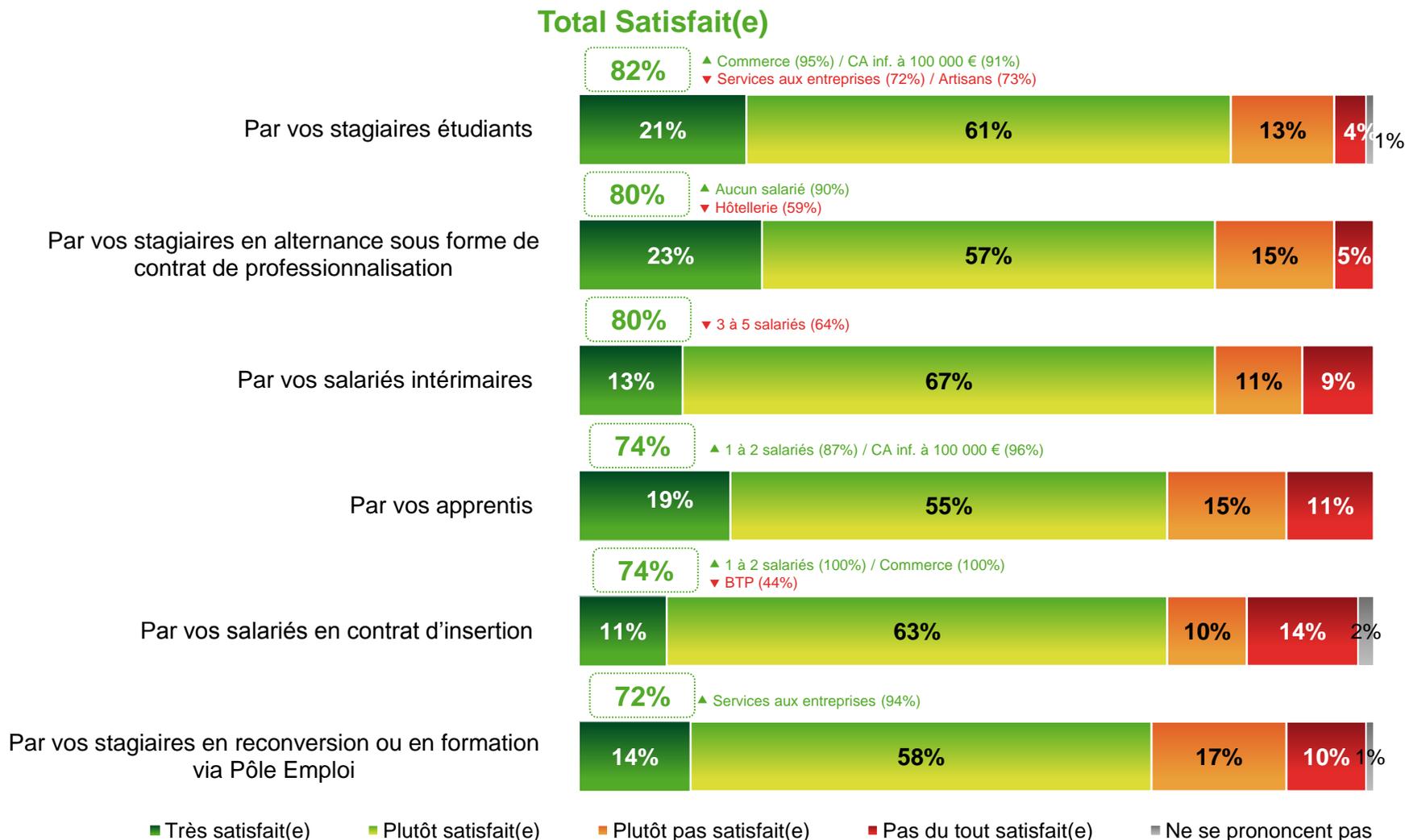


Base : ensemble des TPE

La satisfaction à l'égard du travail réalisé par ces stagiaires et salariés

Question

Avez-vous été globalement satisfait(e) ou pas satisfait(e) du travail réalisé... ?

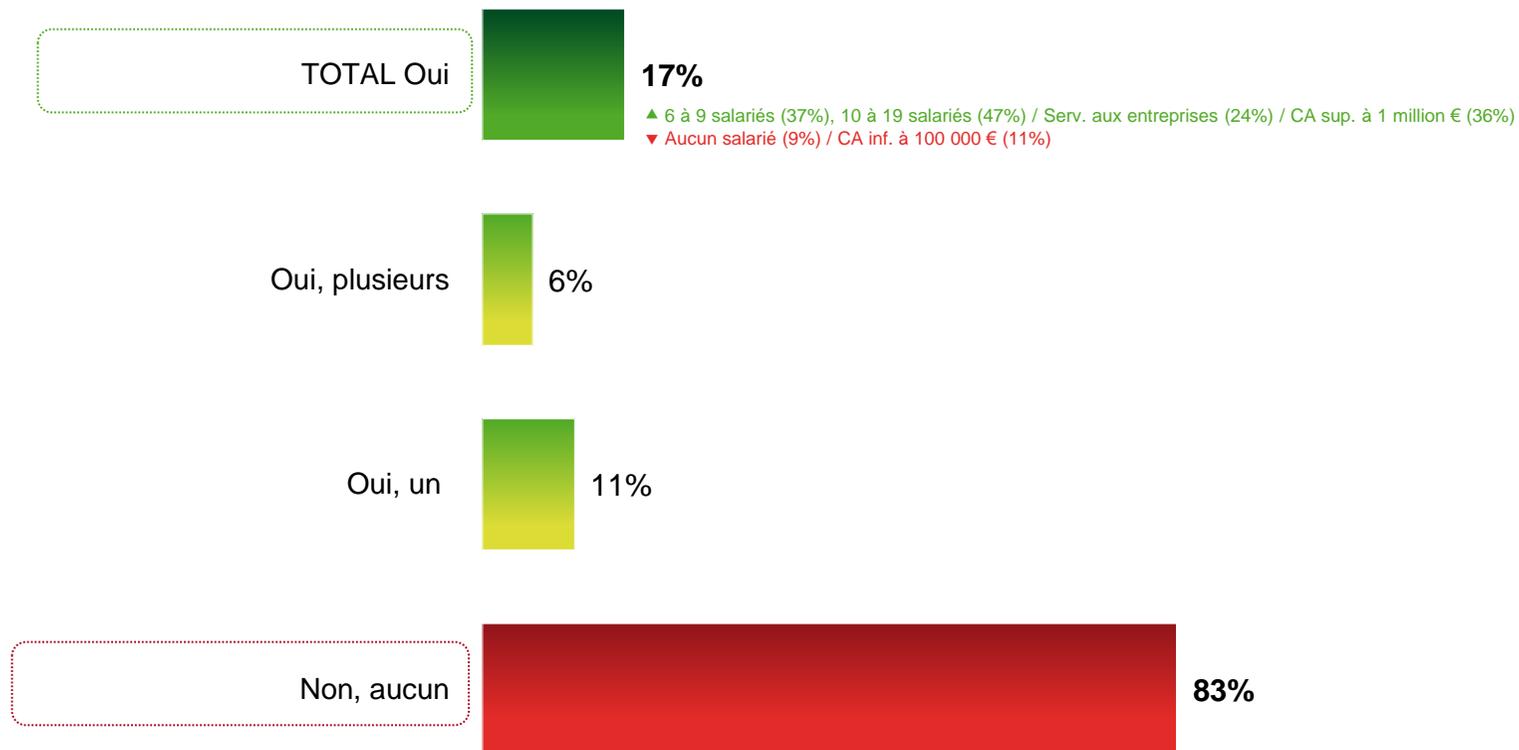


Base : aux patrons de TPE qui ont eu recours à chacun de ces dispositifs

L'embauche en CDI à l'issue de leur stage ou contrat temporaire

Question

Et à l'issue de leur contrat, avez-vous embauché un ou plusieurs salariés en CDI au sein de votre entreprise ?

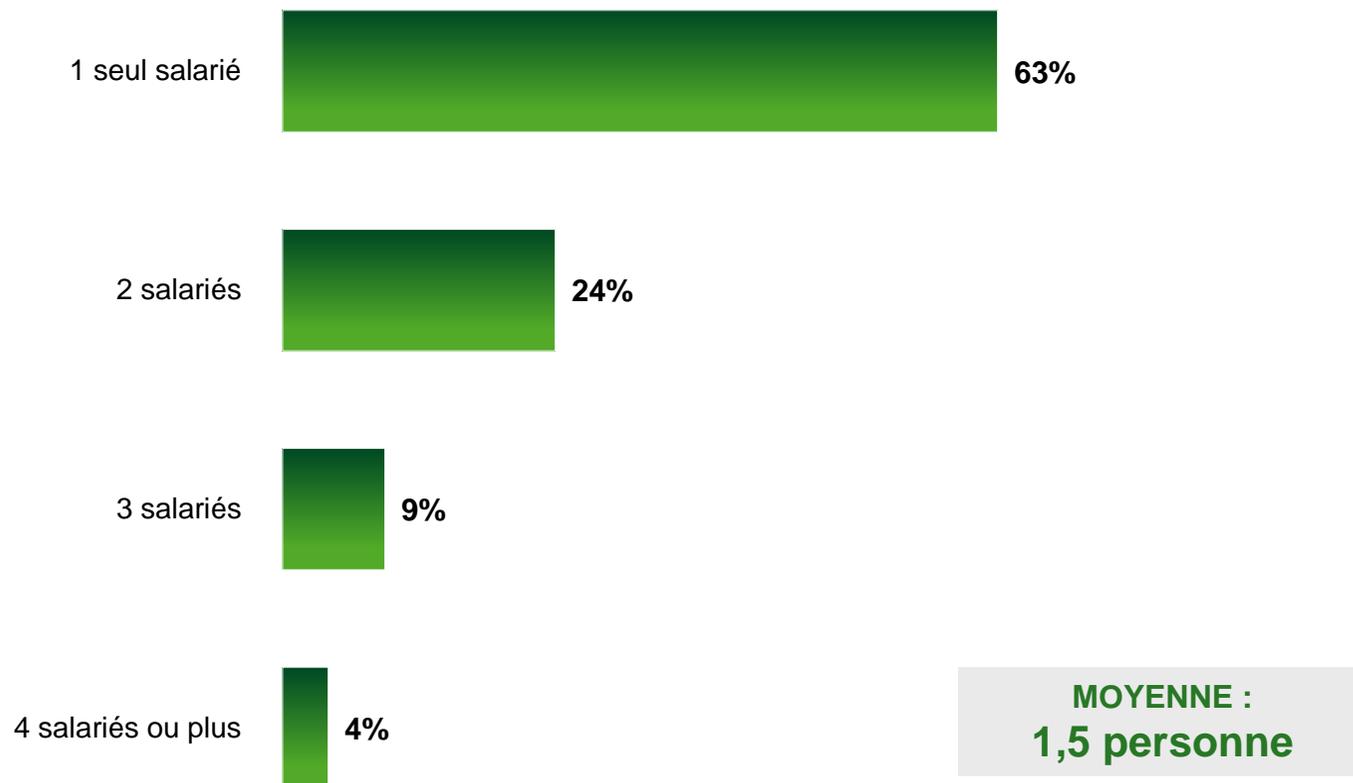


Base : aux patrons de TPE qui ont eu recours à au moins un des dispositifs testés

Le nombre de personnes embauchées à l'issue de leur contrat

Question

Combien de personnes avez-vous embauchées à l'issue de leur contrat ?



Le suivi personnel et l'organisation de formations pour leurs salariés

Question

Au cours des deux dernières années, avez-vous... ?

Total Oui

55%

▲ Aucun salarié (58%) / Serv. aux entreprises (64%) / Serv. aux particuliers (66%)
 ▼ Industrie (32%), BTP (44%), Hôtellerie (35%) / Artisans (43%)

Suivi des formations



52%

▲ 6 à 9 salariés (69%), 10 à 19 salariés (81%) / Serv. aux entreprises (65%) / CA sup. à 1 million d'€ (74%)
 ▼ 1 à 2 salariés (37%) / BTP (39%), Hôtellerie (31%) / CA de 100 à 200 000 € (21%)

Mis en place des formations pour votre ou vos salariés
 (aux employeurs uniquement)



■ Oui, à plusieurs reprises

■ Oui, une fois

■ Non

Les domaines des formations suivies au cours des deux dernières années

Question

Sur quel(s) domaine(s) portai(en)t la ou les formation(s) que vous avez suivies au cours des deux dernières années ?

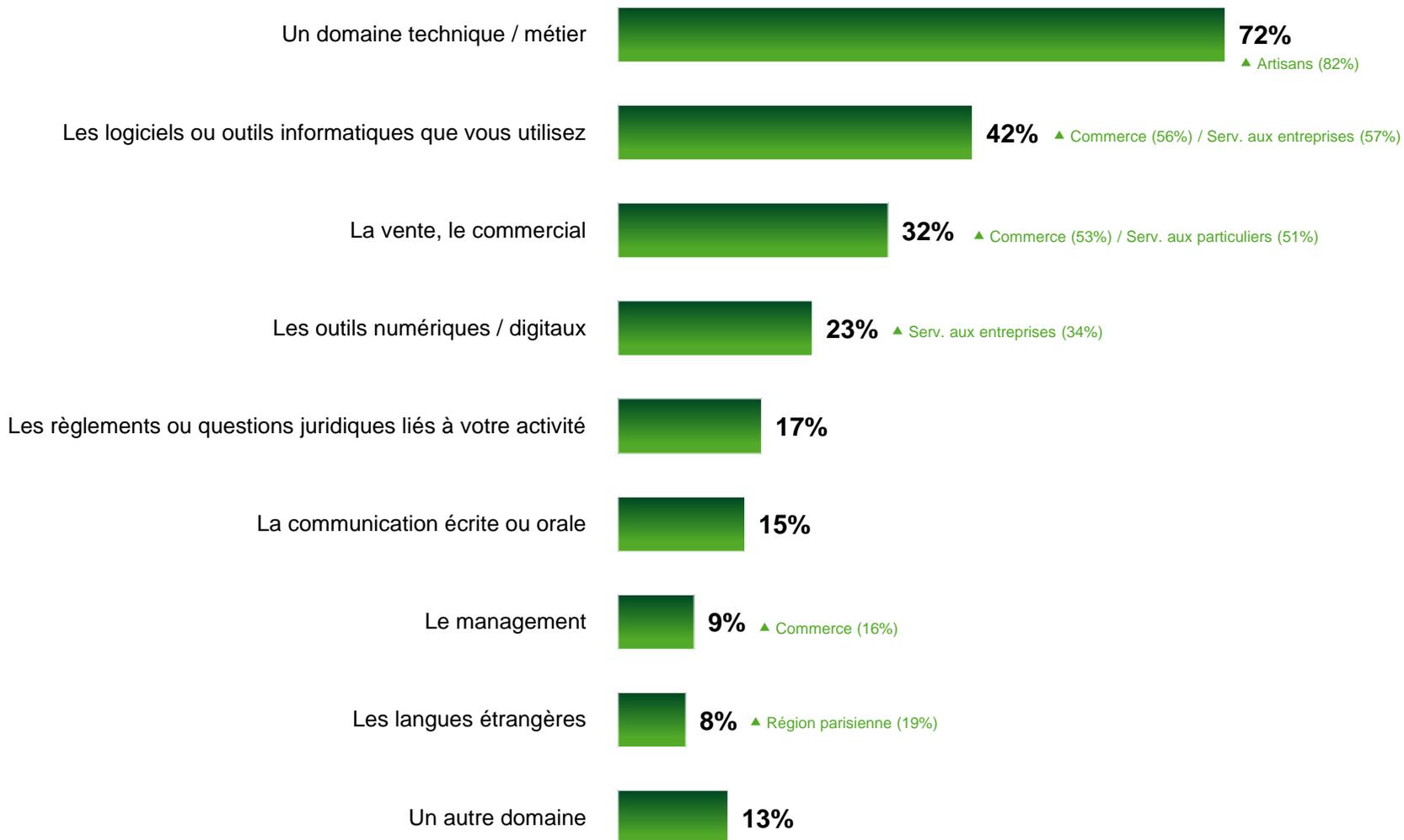


Base : aux patrons de TPE déclarant avoir suivi des formations au cours des deux dernières années

Les domaines des formations mises en place

Question

Sur quel(s) domaine(s) portai(en)t la ou les formation(s) que vous avez mises en place pour vos salariés au cours des deux dernières années ?



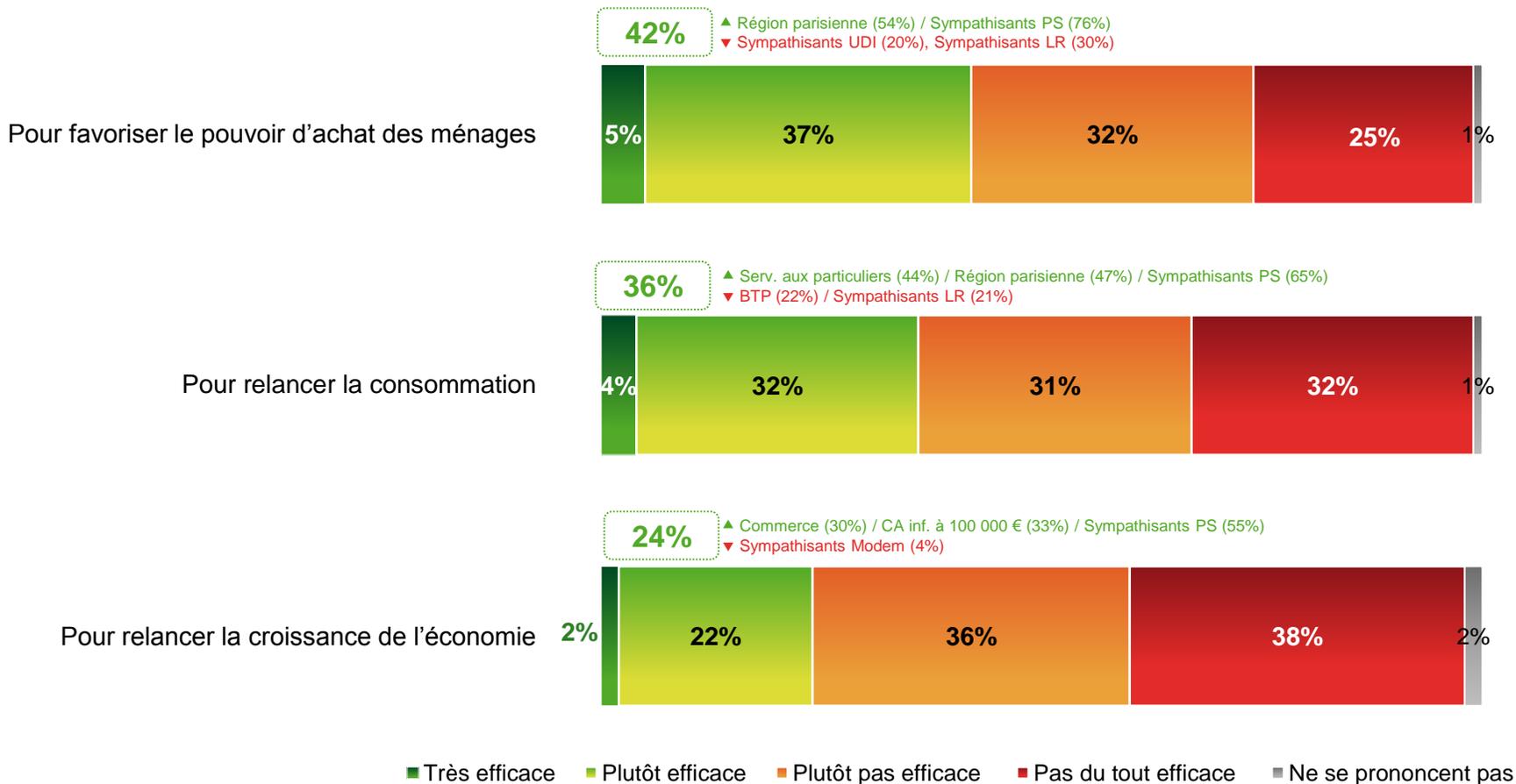
Base : aux patrons de TPE employeurs déclarant avoir mis en place des formations pour leurs salariés au cours des deux dernières années

L'efficacité de la fusion du RSA et de la Prime pour l'Emploi

Question

A partir du 1^{er} janvier 2016, la Prime pour l'Emploi et le RSA Activité seront fusionnés en un seul dispositif de prime pour l'emploi, versée à toutes les personnes ayant un revenu compris entre 0,5 et 1,2 Smic, qui sera comprise entre 132 et 250 euros. Diriez-vous que cette mesure sera efficace ou pas efficace... ?

Total Efficace



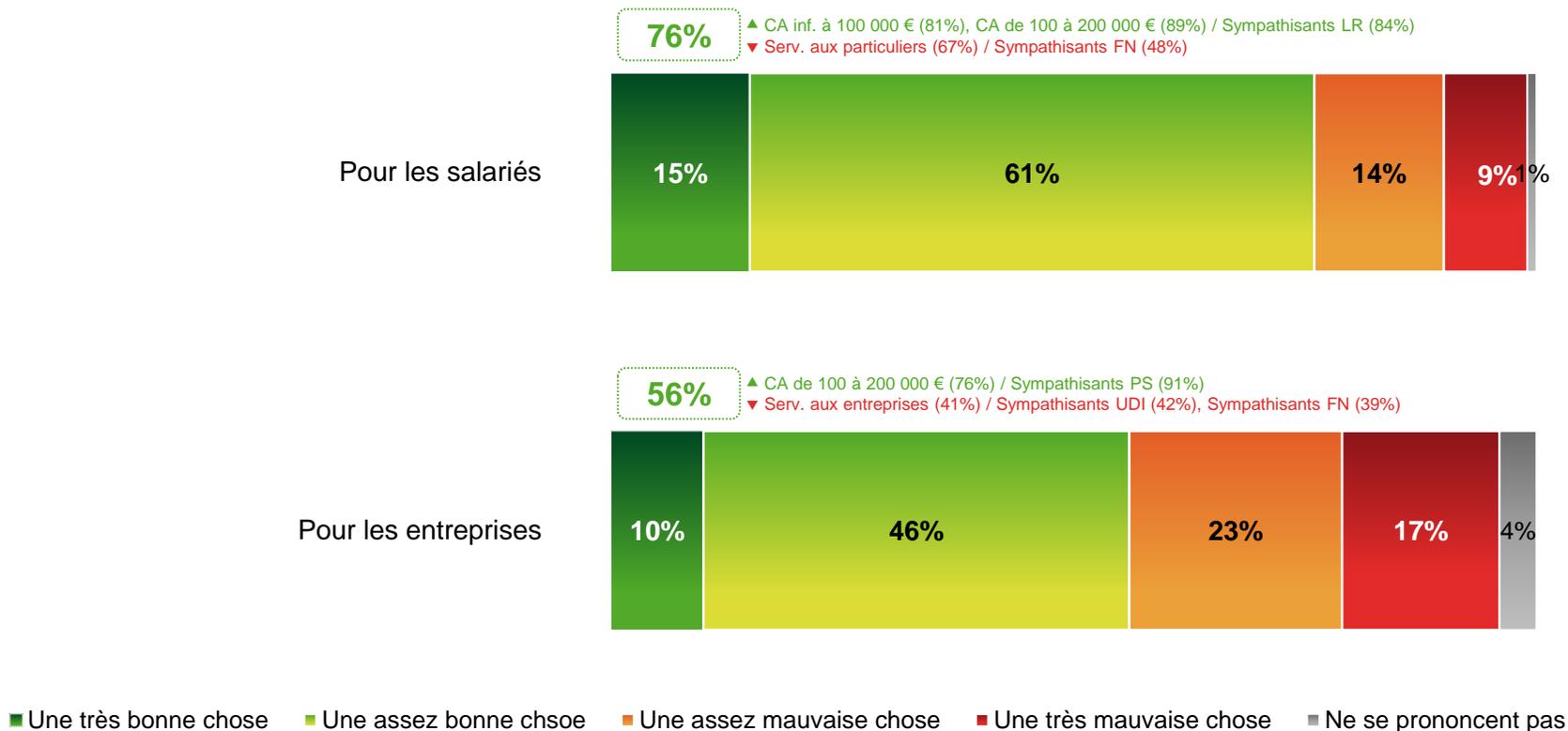
Base : à 50% de l'échantillon

L'efficacité de la mise en place du compte personnel d'activité

Question

A compter de 2017, tous les salariés disposeront d'un compte personnel d'activité qui regroupera leur compte personnel de formation, leur compte épargne temps, leur mutuelle, leur compte pénibilité et leurs droits rechargeables au chômage. Diriez-vous que ce dispositif est une bonne ou une mauvaise chose ... ?

Total Une bonne chose



Base : à 50% de l'échantillon

3. Les pistes de réforme du gouvernement

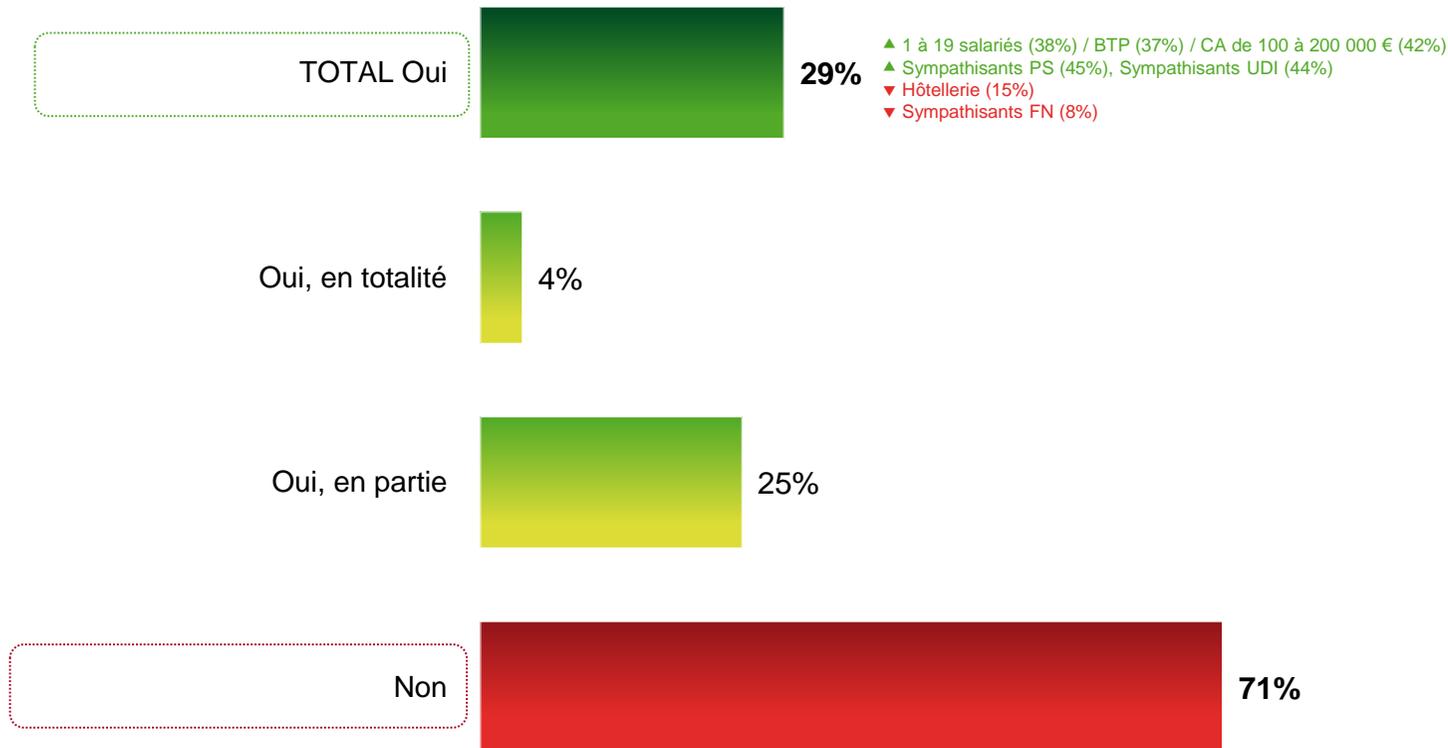
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La connaissance des mesures annoncées par M. Valls pour les TPE et PME

Question

Manuel Valls a annoncé le 9 juin dernier une série de mesures destinées à favoriser l'emploi dans les TPE et PME. Avez-vous pris connaissance de ces mesures ?

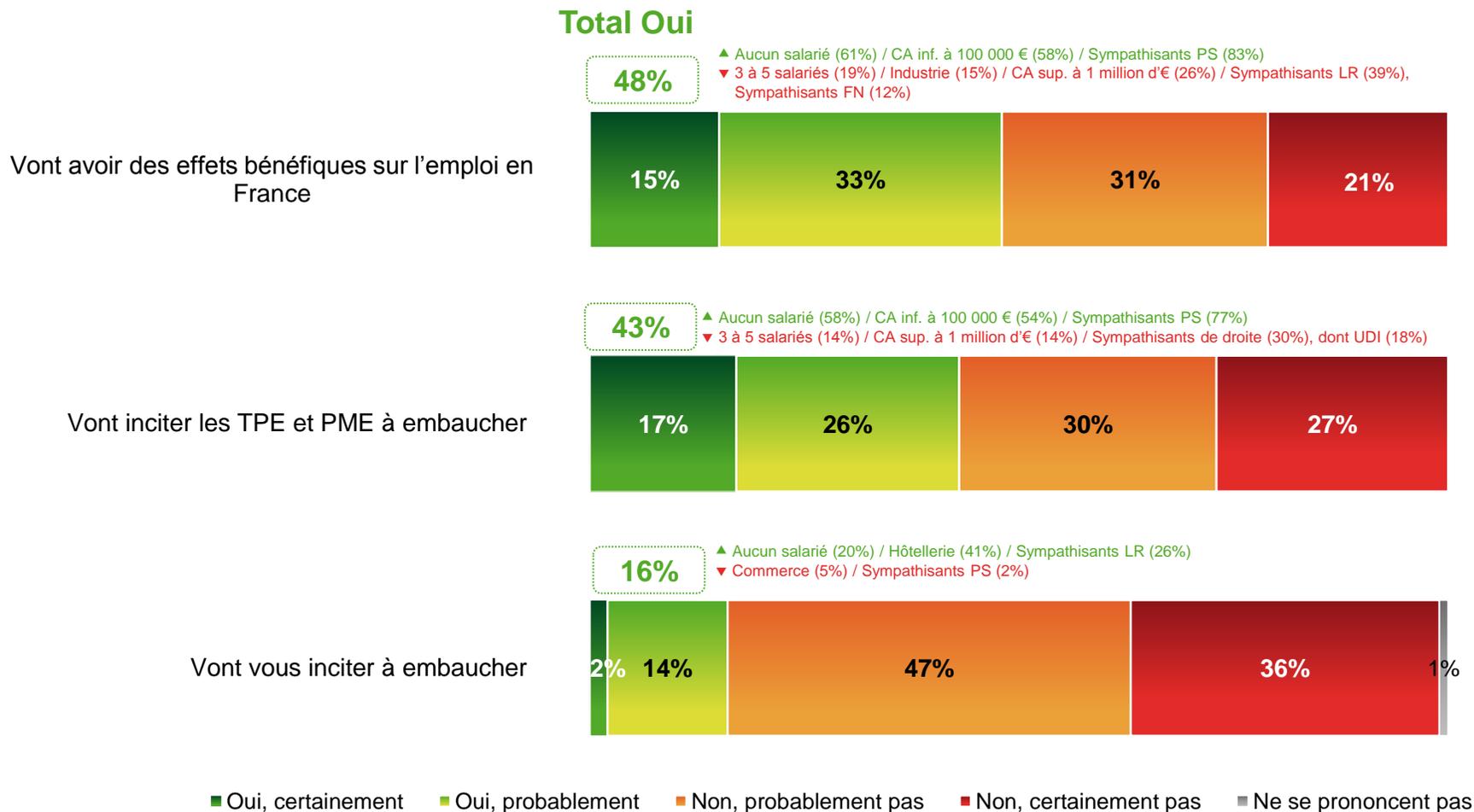


Base : à 50% de l'échantillon

L'impact des mesures annoncées par M. Valls pour les TPE et PME

Question

Diriez-vous que ces mesures en faveur de l'emploi dans les TPE et PME... ?

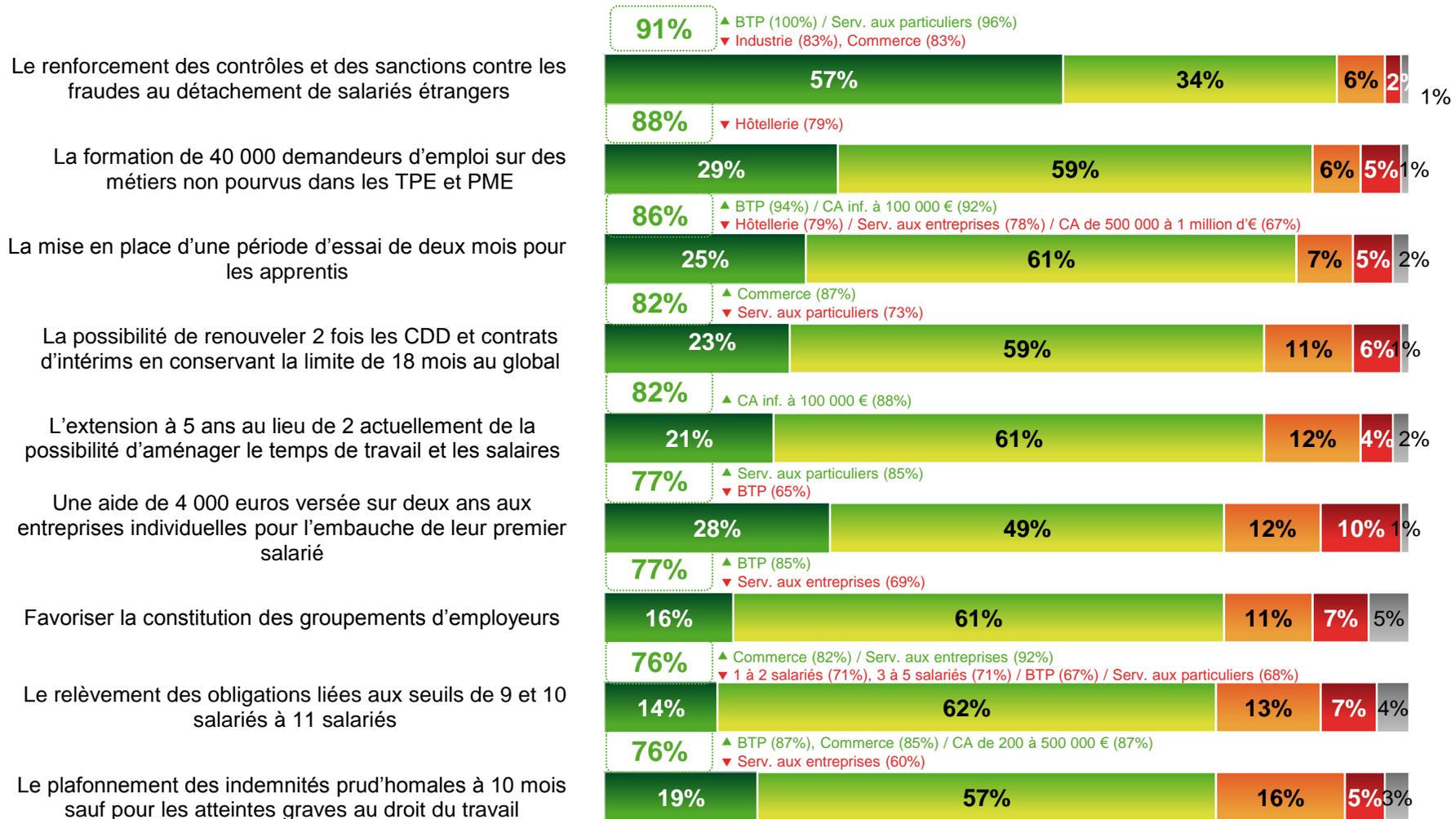


Les jugements sur les mesures annoncées par M. Valls pour les TPE et PME

Question

Pour chacune des mesures suivantes annoncées par Manuel Valls le 9 juin dernier, diriez-vous qu'elle est une bonne chose ou une mauvaise chose pour les TPE ?

Total Bonne chose



■ Une très bonne chose ■ Une assez bonne chose ■ Une assez mauvaise chose ■ Une très mauvaise chose ■ Ne se prononcent pas

Base : à 50% de l'échantillon

L'Europe

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

1. *La crise grecque et le GREXIT*

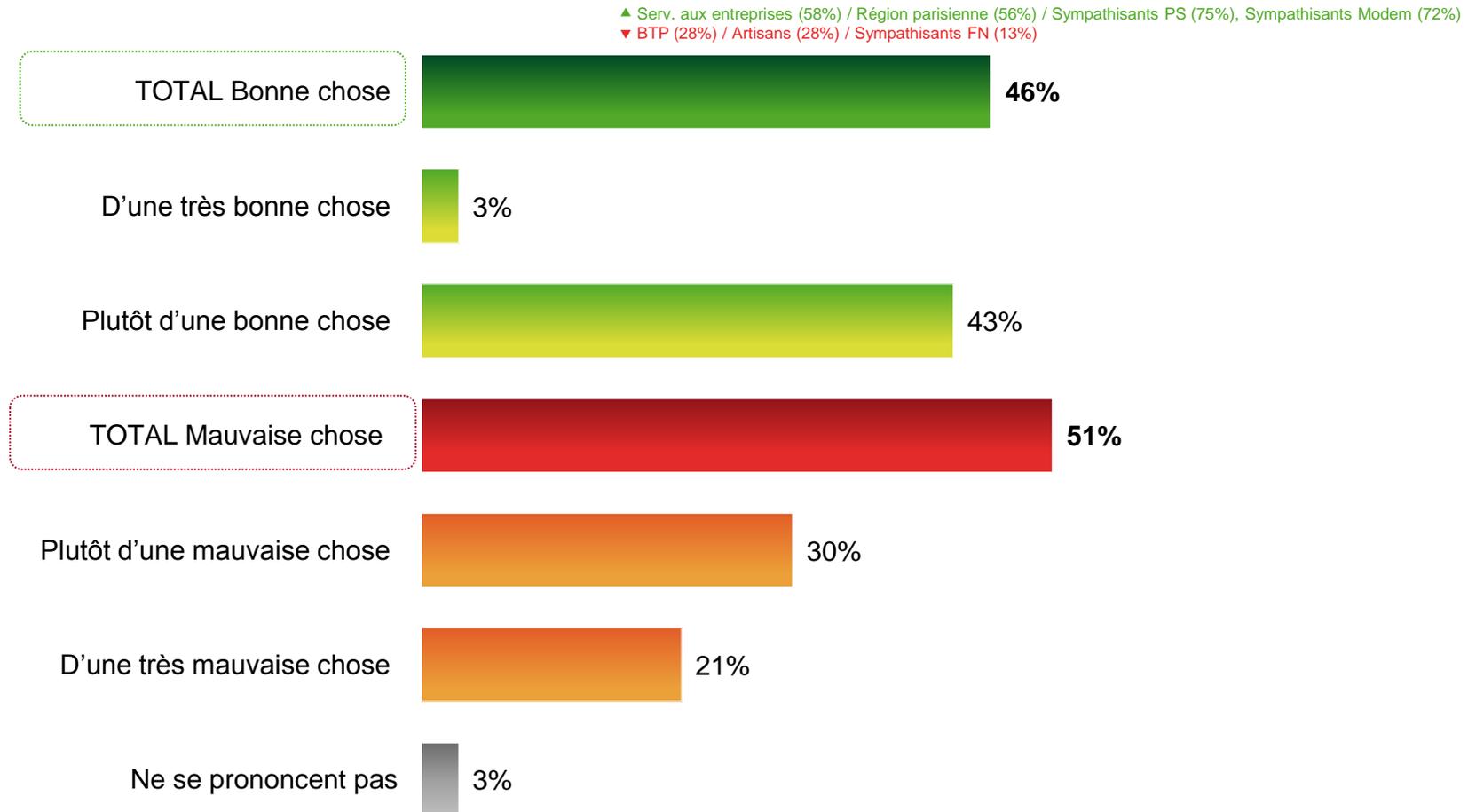
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'approbation de la signature du 3^{ème} plan d'aide à la Grèce

Question

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro ont accepté le 13 juillet 2015 un troisième plan d'aide à la Grèce. Diriez-vous qu'il s'agit... ?

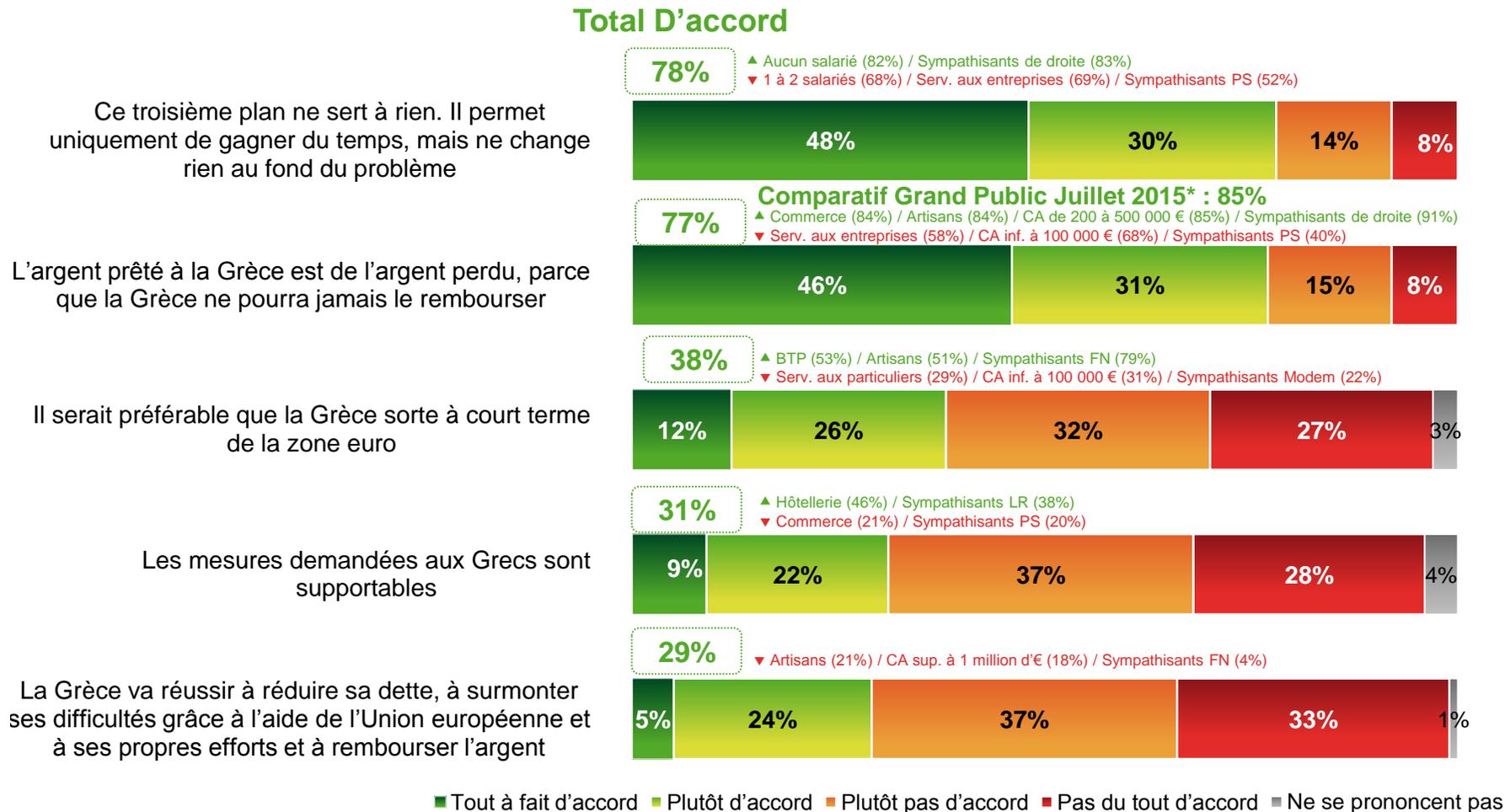


Base : à 50% de l'échantillon

L'approbation de différentes opinions sur la dette de la Grèce

Question

Voici une liste de propositions à propos de la crise que connaît la Grèce. Pour chacune d'elles, indiquez si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?



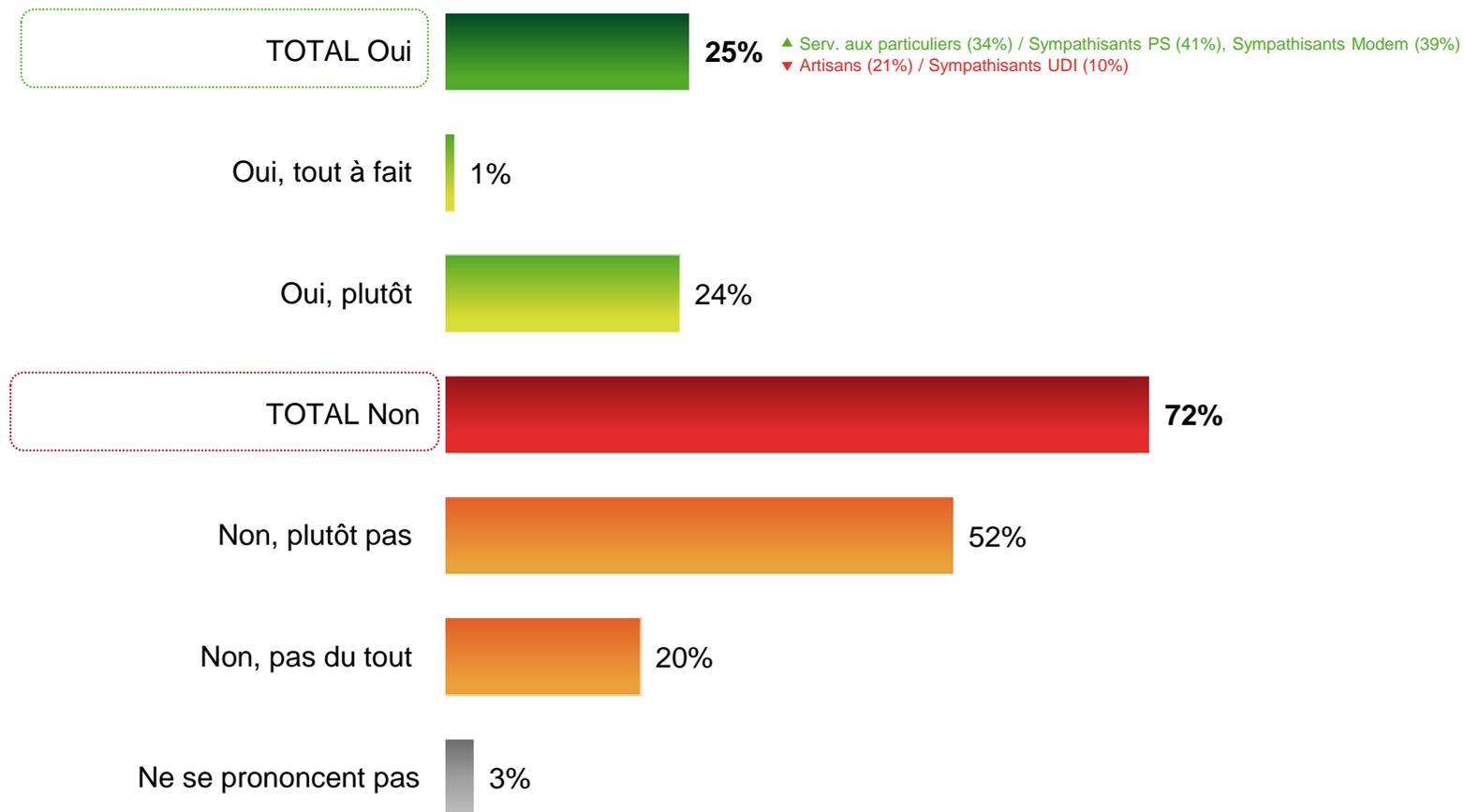
Base : à 50% de l'échantillon

(*) Etude Ifop pour Le Figaro, RTL, LCI, auprès d'un échantillon de 1 007 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas, les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 6 au 7 juillet 2015.

Le respect des conditions du 3^{ème} plan d'aide par la Grèce

Question

Ce troisième plan d'aide à la Grèce est conditionné au vote immédiat de plusieurs mesures d'austérité et d'abandon de souveraineté. Est-ce que selon vous, ces mesures seront effectivement appliquées par les Grecs ?

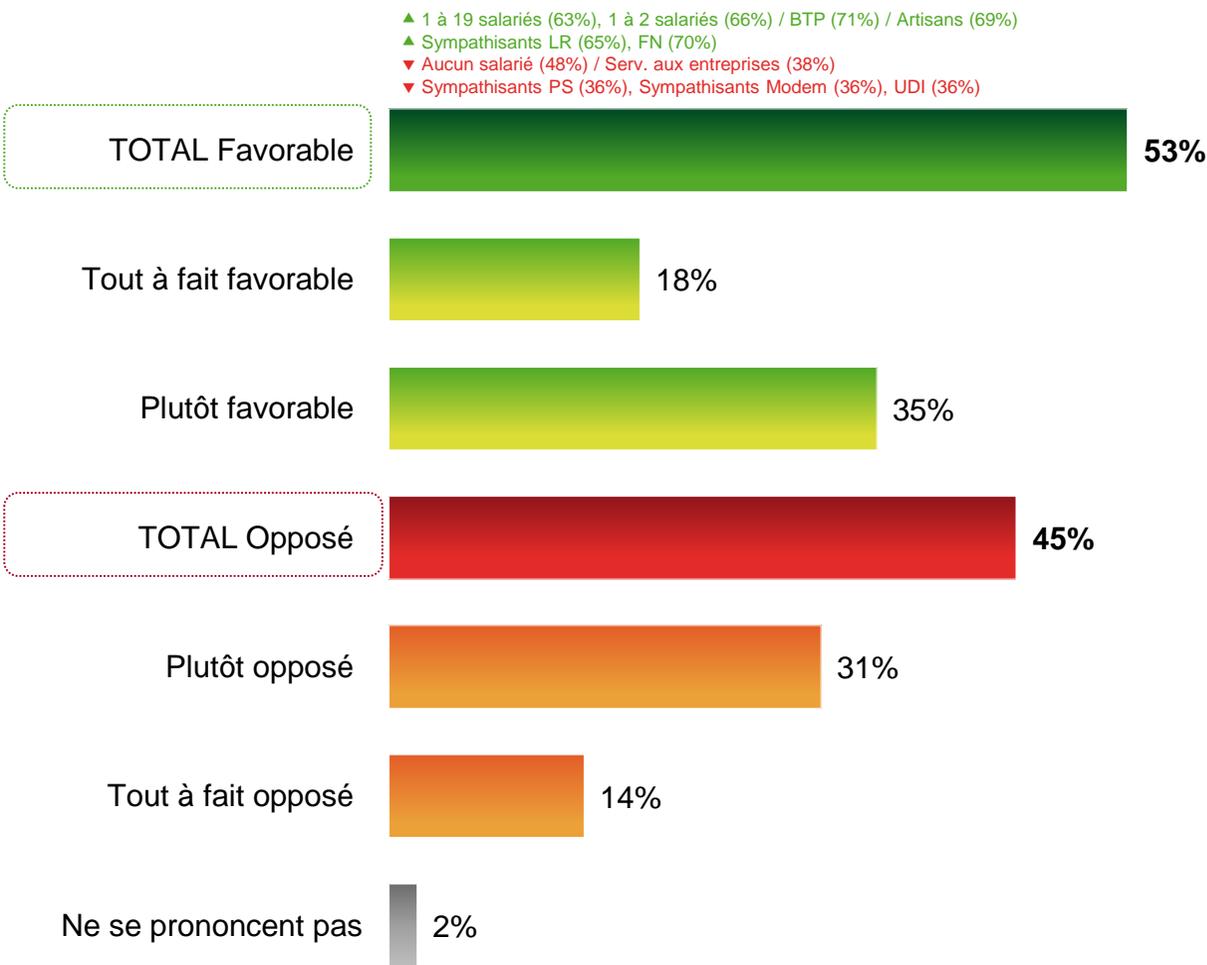


Base : à 50% de l'échantillon

L'exclusion de la Grèce de la zone euro en cas de non réduction de sa dette

Question

Vous personnellement, dans le cas où la Grèce ne parviendrait pas à réduire sa dette et son déficit, seriez-vous favorable ou opposé à l'exclusion de la Grèce de la zone euro ?



	Ensemble des Français nov. 2011*	Ensemble des Français juillet 2012**	Ensemble des Français juin 2015***
TOTAL Favorable	73%	65%	46%
Tout à fait favorable	31%	22%	17%
Plutôt favorable	42%	43%	29%
TOTAL Opposé	27%	35%	53%
Plutôt opposé	23%	29%	32%
Tout à fait opposé	4%	6%	21%
Ne se prononcent pas	-	-	-

* Sondage Ifop pour Dimanche Ouest France réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 2 au 4 novembre 2011 auprès d'un échantillon de 1 040 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

** Sondage Ifop et Fiducial pour Le Journal du Dimanche réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 21 juin 2012 auprès d'un échantillon de 1 001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

*** Sondage Ifop pour Le Journal du Dimanche réalisé par téléphone du 19 au 20 juin 2015 auprès d'un échantillon de 958 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Base : à 50% de l'échantillon

Le regard sur la situation de la France comparativement à la Grèce

Question

Parmi les deux phrases suivantes, laquelle selon vous est la plus proche de la réalité ?

La situation économique et financière de la France est beaucoup plus solide que celle de la Grèce et notre pays ne risque pas d'en arriver à court terme au même point que la Grèce



36%

- ▲ Serv. aux particuliers (51%) / Région parisienne (53%)
- ▲ CA inf. à 100 000 € (44%) / Trésorerie excédentaire (46%)
- ▲ Sympathisants de gauche (51%), dont PS (57%)

La situation économique et financière de la France s'apparente de plus en plus à celle de la Grèce



63%

- ▲ Artisans (70%) / CA de 100 à 200 000 € (76%)
- ▲ Sympathisants LR (71%), Sympathisants FN (90%)
- ▲ Trésorerie déficitaire (71%)

Ne se prononcent pas



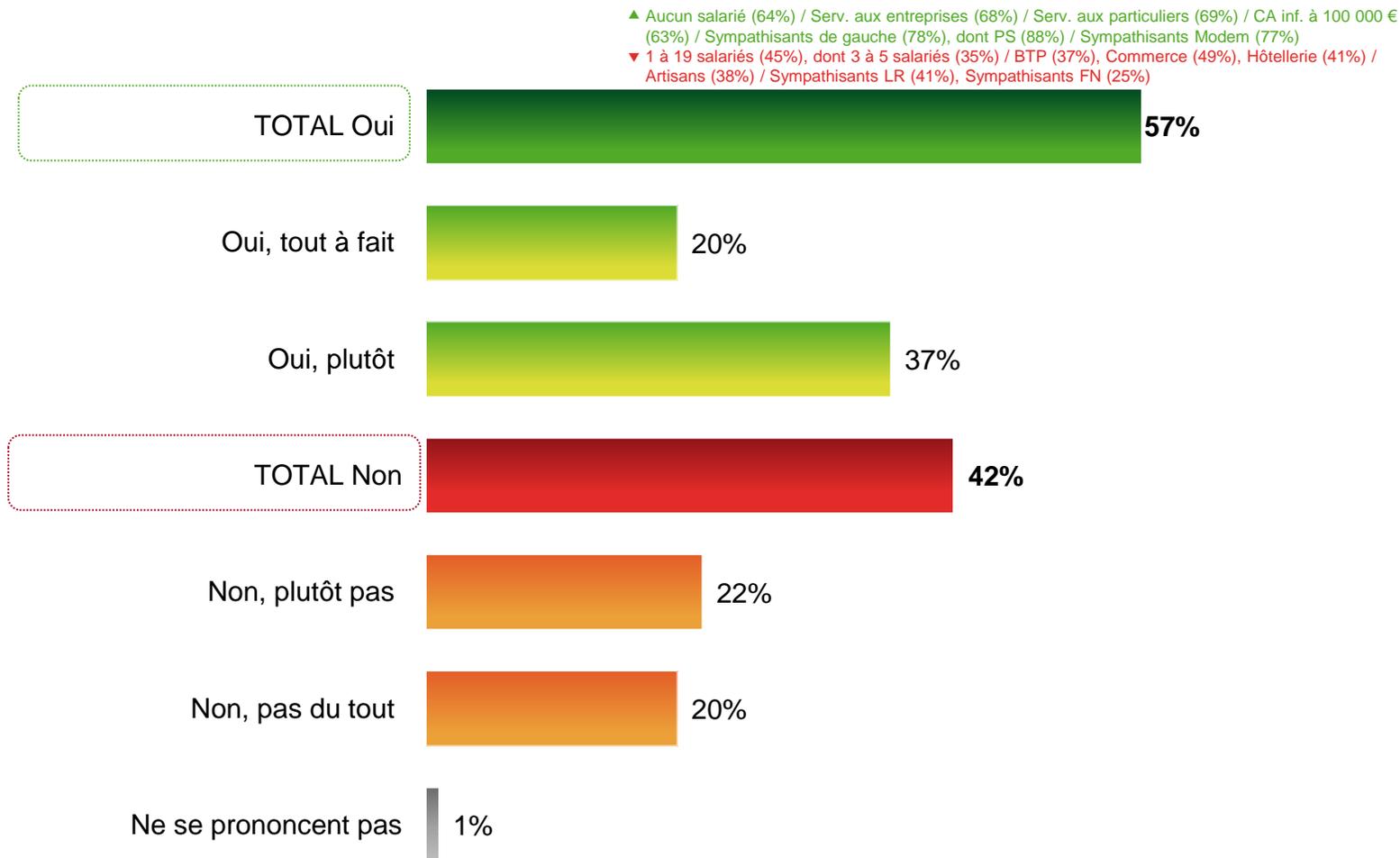
1%

Base : à 50% de l'échantillon

L'opposition de François Hollande à l'Allemagne

Question

Dans le cadre de ce troisième plan d'aide à la Grèce, diriez-vous que François Hollande a eu raison de s'opposer à l'Allemagne pour obtenir un accord ?



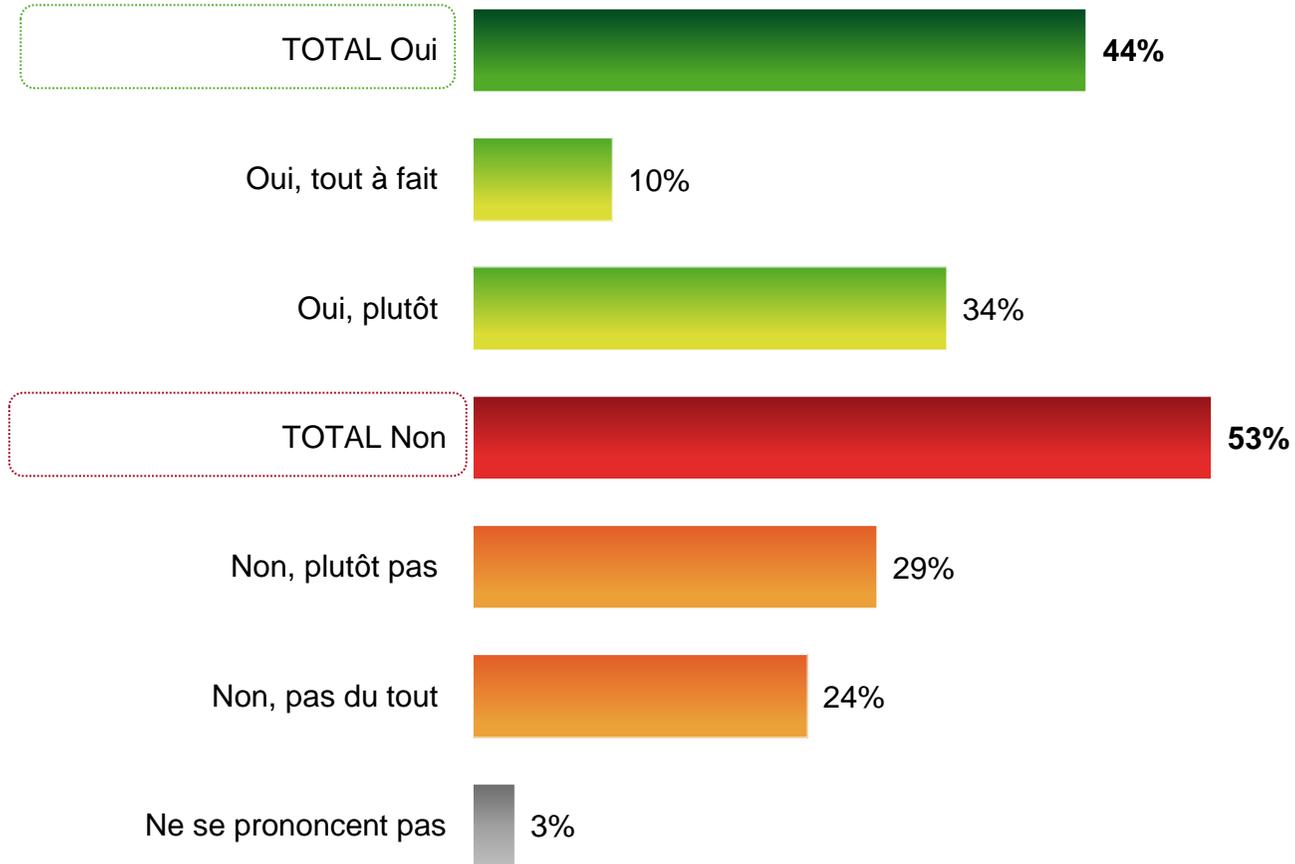
Base : à 50% de l'échantillon

La défense des intérêts français et européens par François Hollande

Question

Diriez-vous que François Hollande a bien défendu les intérêts des Français et des Européens lors de ce troisième plan d'aide à la Grèce ?

▲ Serv. aux entreprises (55%) / Serv. aux particuliers (51%) / Sympathisants de gauche (65%), dont PS (79%) / Sympathisants Modem (55%)
 ▼ Industrie (32%), BTP (28%), Commerce (32%) / Artisans (27%) / Sympathisants de droite (32%), dont FN (16%)

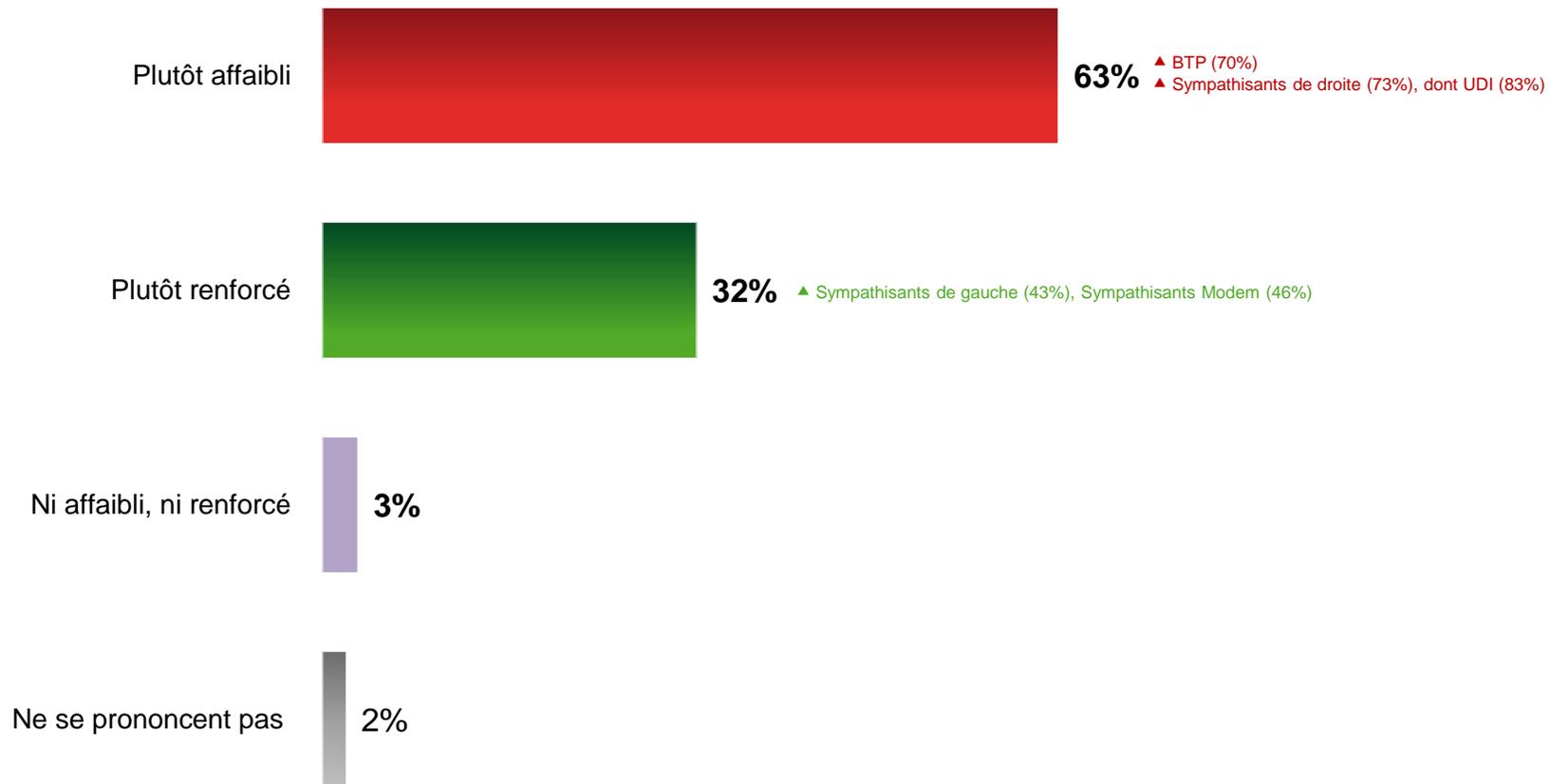


Base : à 50% de l'échantillon

L'impact du 3^{ème} plan d'aide à la Grèce sur le couple franco-allemand

Question

A l'issue de l'accord autour du troisième plan d'aide à la Grèce, diriez-vous que le couple franco-allemand sort... ?

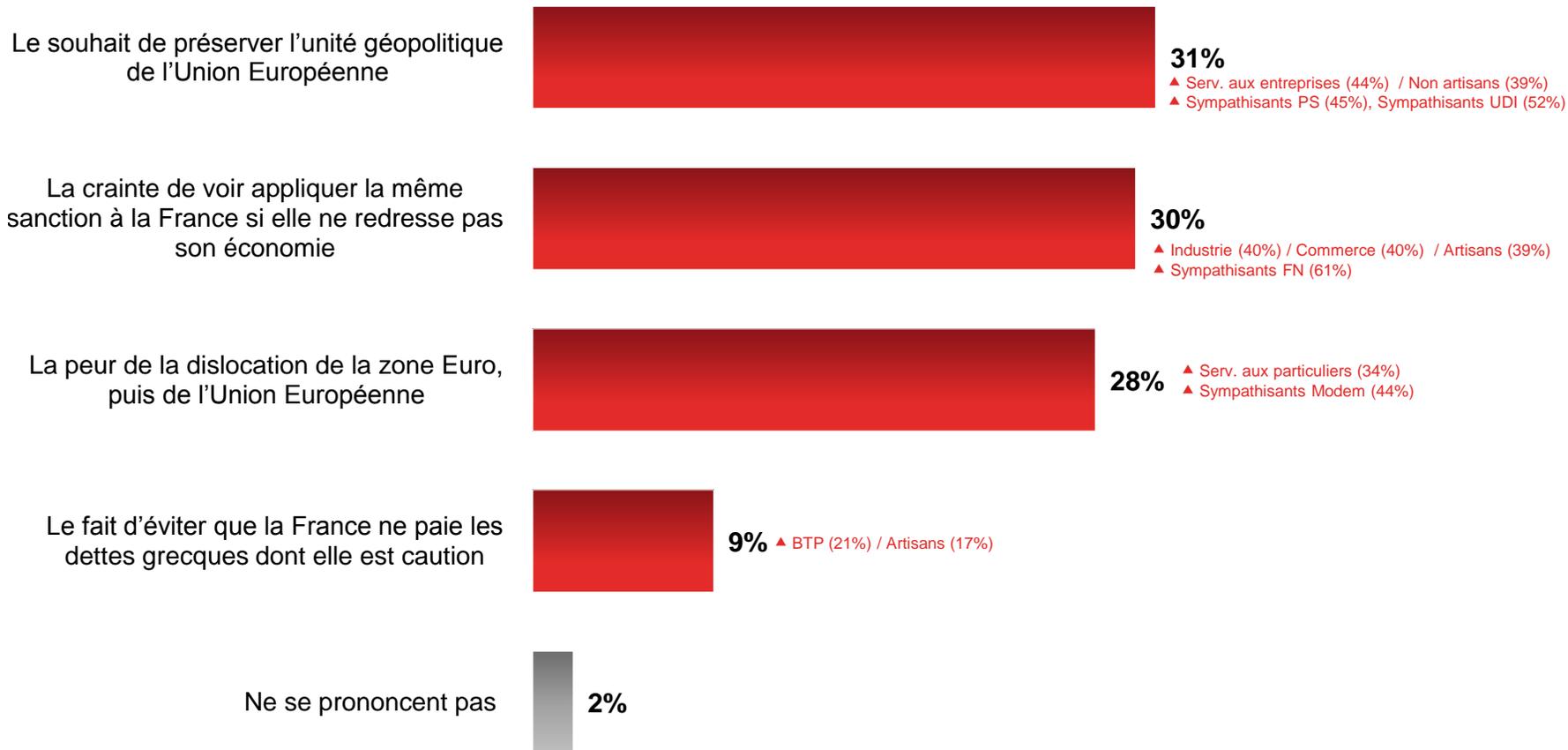


Base : à 50% de l'échantillon

Le souhait du maintien de la Grèce dans la zone Euro par François Hollande

Question

Selon vous, quelle raison principale a poussé François Hollande à vouloir maintenir à tout prix la Grèce dans la zone Euro ?



Base : à 50% de l'échantillon

2. Les perceptions sur l'Europe

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'impact de la dernière crise grecque sur l'euro et l'Union Européenne

Question

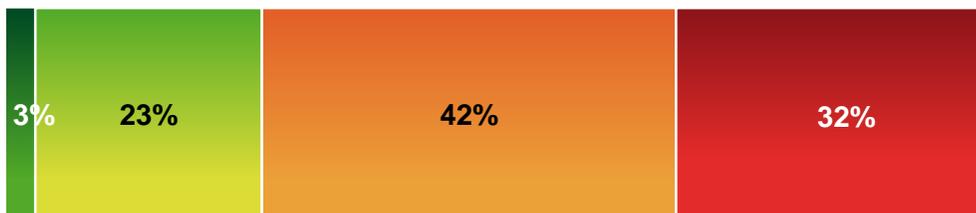
Diriez-vous que sort renforcé de cette dernière crise grecque ?

Total Oui

26%

▲ Serv. aux entreprises (39%) / Région parisienne (38%) / CA inf. à 100 000 € (32%) /
 ▲ Sympathisants PS (46%), Sympathisants Modem (37%)
 ▼ BTP (12%) / Artisans (12%) / Sympathisants de droite (18%)

L'Union européenne



16%

▲ 1 à 19 salarié (20%) / Services aux entreprises (23%)
 ▲ Région parisienne (26%) / Sympathisants PS (28%)
 ▼ Industrie (10%) / Artisans (9%) / Sympathisants UDI (7%), Sympathisants FN (0%)

L'euro



■ Oui, tout à fait

■ Oui, plutôt

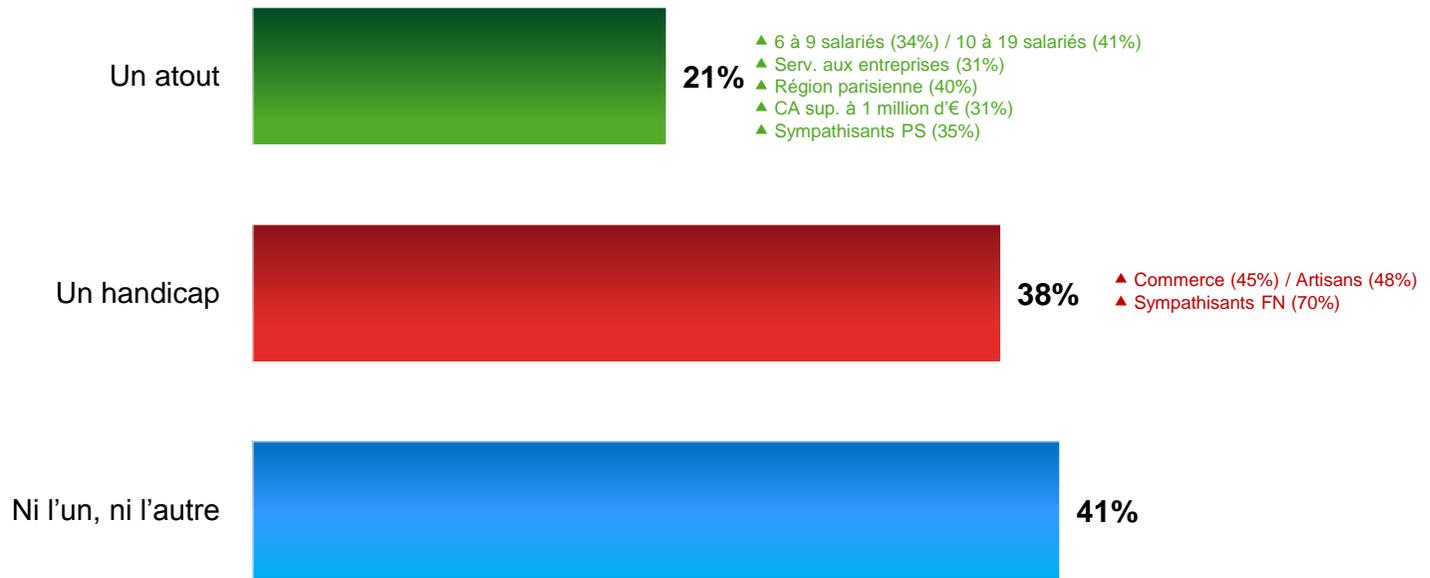
■ Non, plutôt pas

■ Non, pas du tout

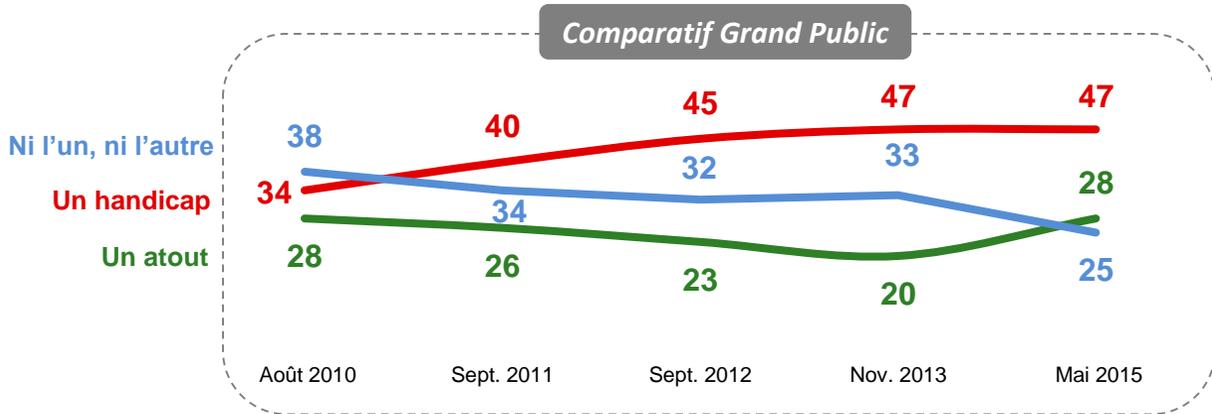
Base : à 50% de l'échantillon

La perception de l'Euro comme un atout ou comme un handicap

Question Au cours de ces dernières années de crise économique et financière, diriez-vous que l'Euro a été plutôt... ?



- ▲ 6 à 9 salariés (34%) / 10 à 19 salariés (41%)
 - ▲ Serv. aux entreprises (31%)
 - ▲ Région parisienne (40%)
 - ▲ CA sup. à 1 million d'€ (31%)
 - ▲ Sympathisants PS (35%)
-
- ▲ Commerce (45%) / Artisans (48%)
 - ▲ Sympathisants FN (70%)

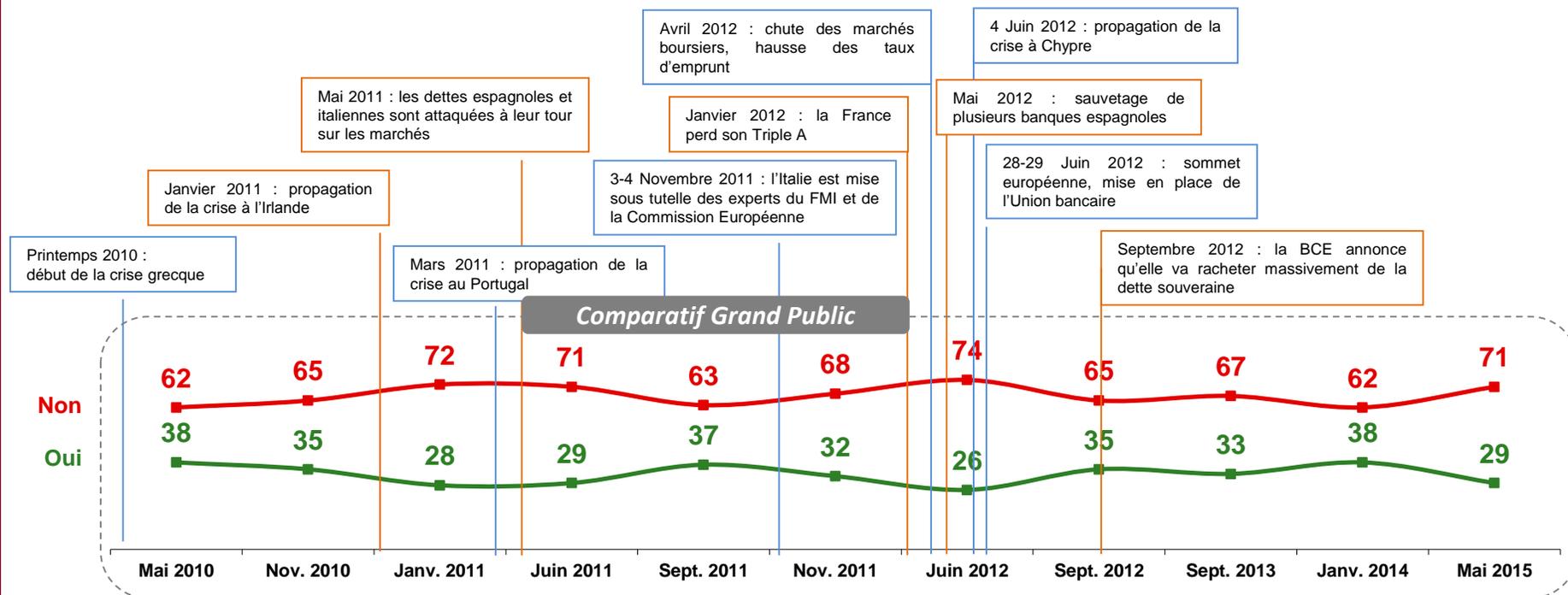
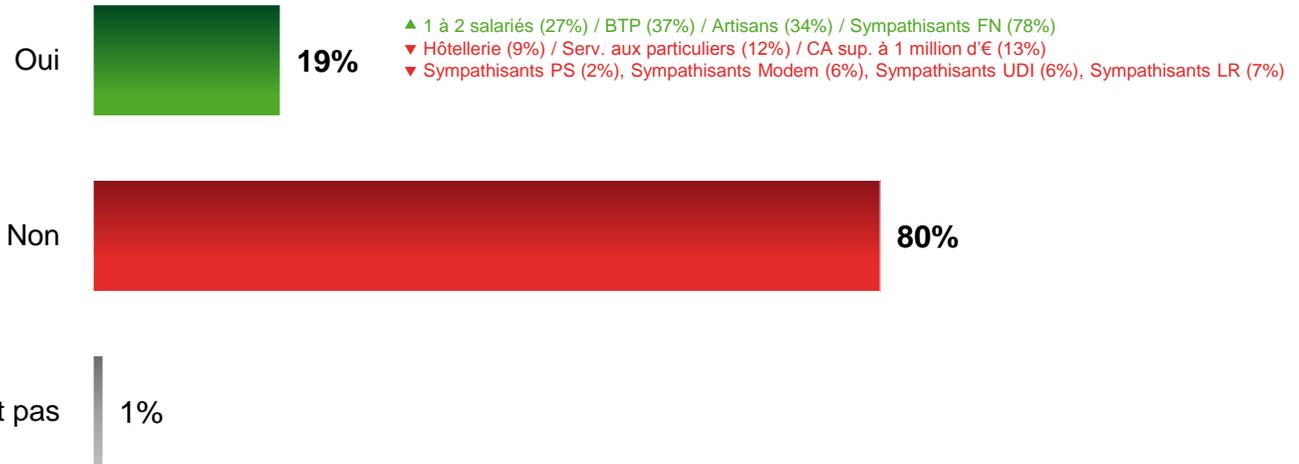


Base : à 50% de l'échantillon

Le souhait de retour au franc

Question

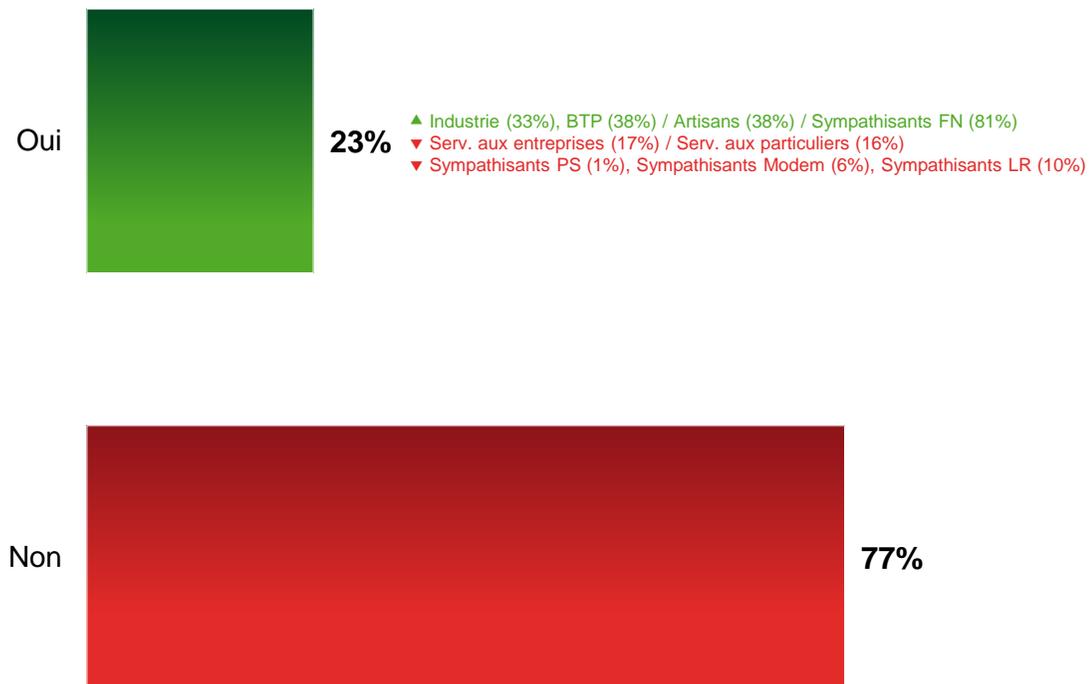
Souhaitez-vous que la France abandonne l'Euro et revienne au Franc ?



Le retour de l'ensemble des pays de la zone Euro à des monnaies nationales

Question

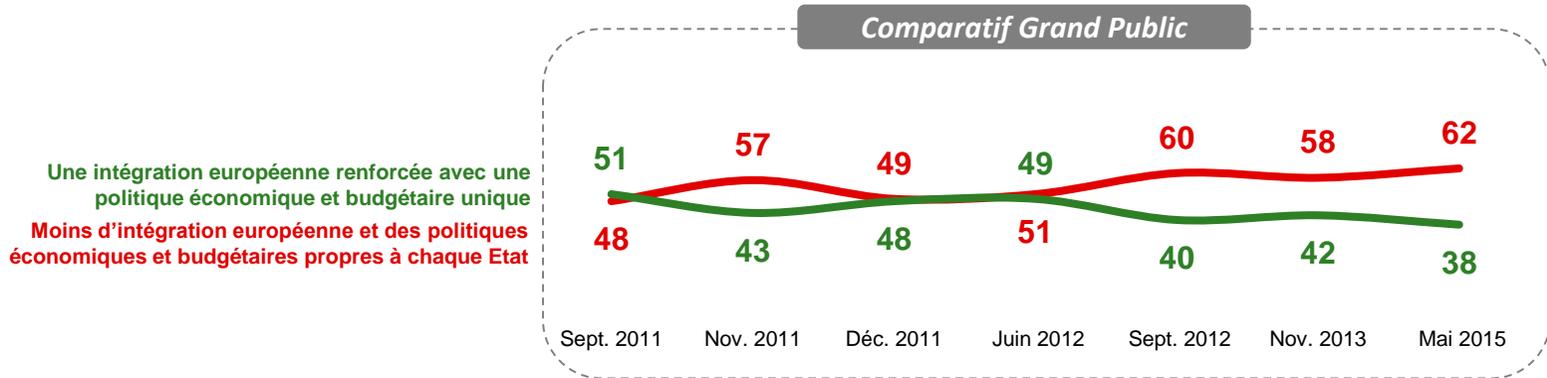
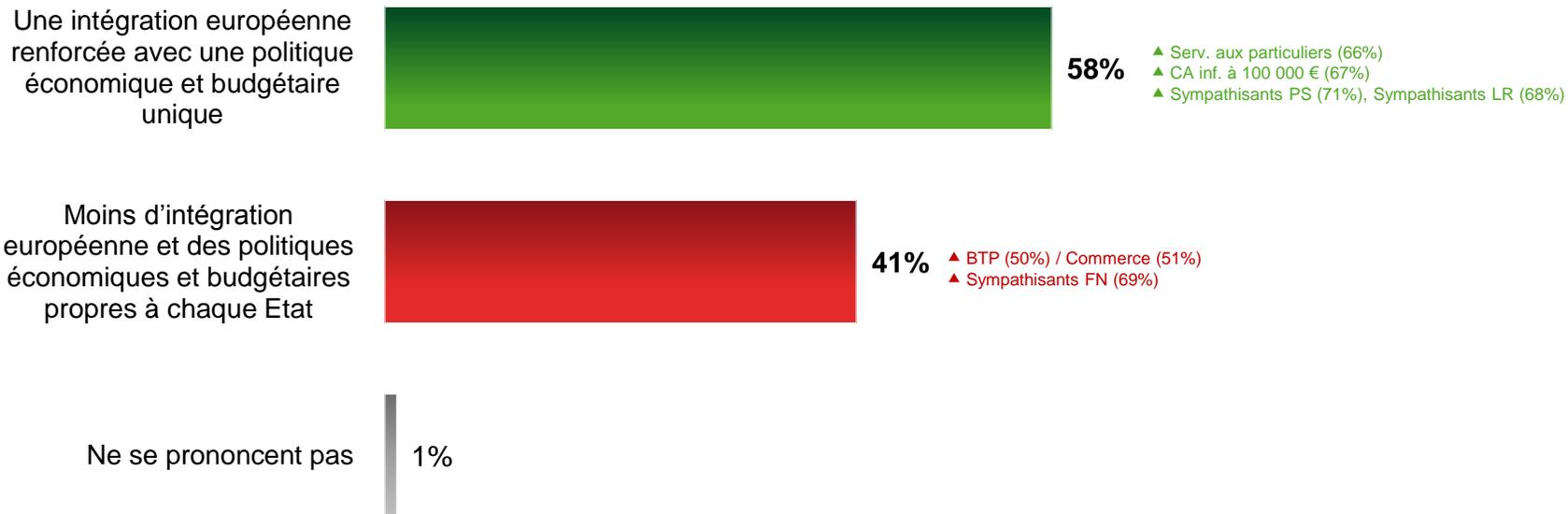
Souhaitez-vous que l'Union Européenne abandonne l'Euro et revienne à des monnaies nationales ?



Base : à 50% de l'échantillon

Une intégration européenne plus ou moins renforcée

Question Compte-tenu de la crise actuelle, au fond de vous-même, que souhaitez-vous ?

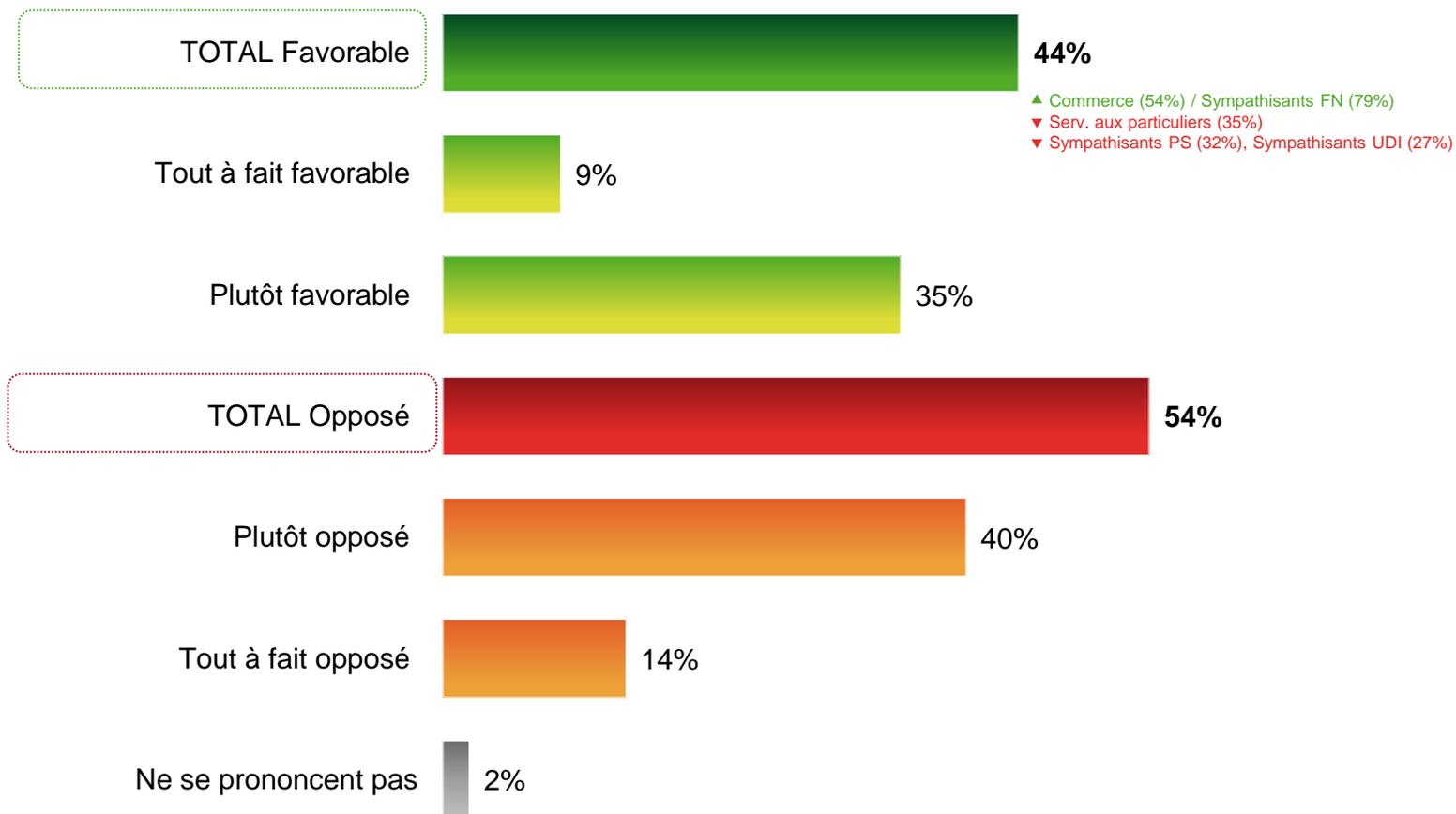


Base : à 50% de l'échantillon

L'adhésion à une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne

Question

Le Royaume-Uni envisage actuellement la mise en place d'un référendum pour déterminer une éventuelle sortie de l'Union Européenne. Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne ?



Base : à 50% de l'échantillon

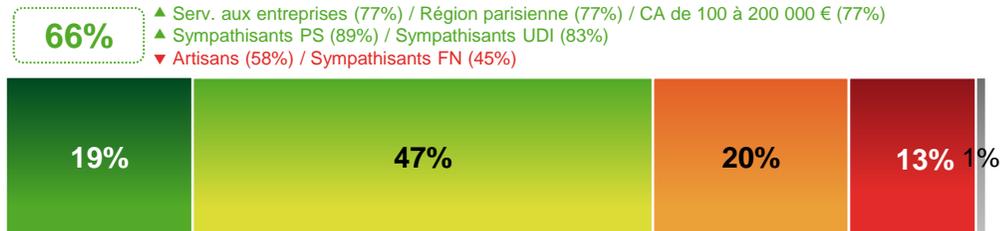
Les différentes propositions pour faire face à la crise des migrants

Question

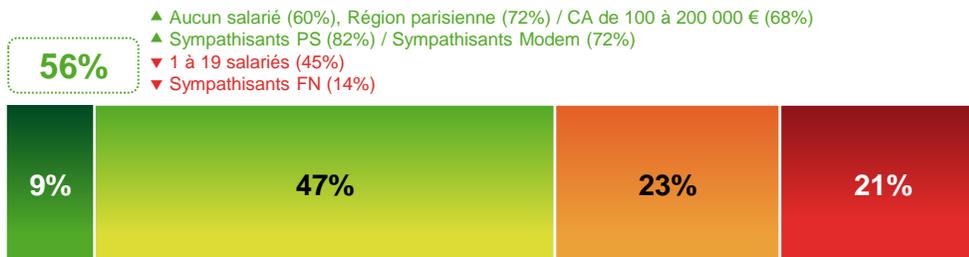
Depuis le début de l'année, l'Europe a dû faire face à l'arrivée de près de 100 000 migrants fuyant les conflits en Afrique et au Proche et Moyen-Orient. Les Etats membres sont actuellement divisés sur leur accueil. Vous personnellement, seriez-vous favorable ou opposé aux solutions suivantes ?

Total Favorable

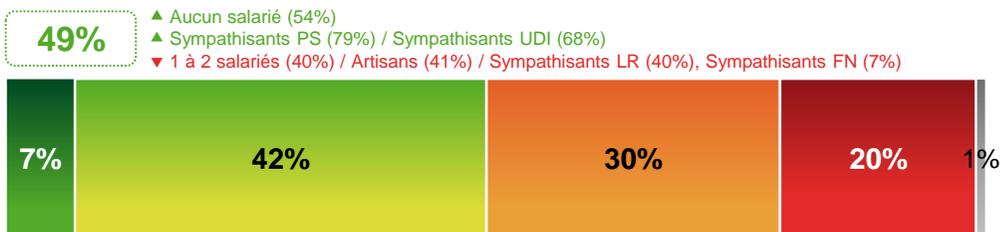
L'octroi d'une aide financière par l'Union Européenne pour la reconstruction dans les pays d'origine des migrants



L'accueil des migrants par chaque pays selon ses infrastructures et sa population



L'accueil des migrants par chaque pays au prorata du PIB



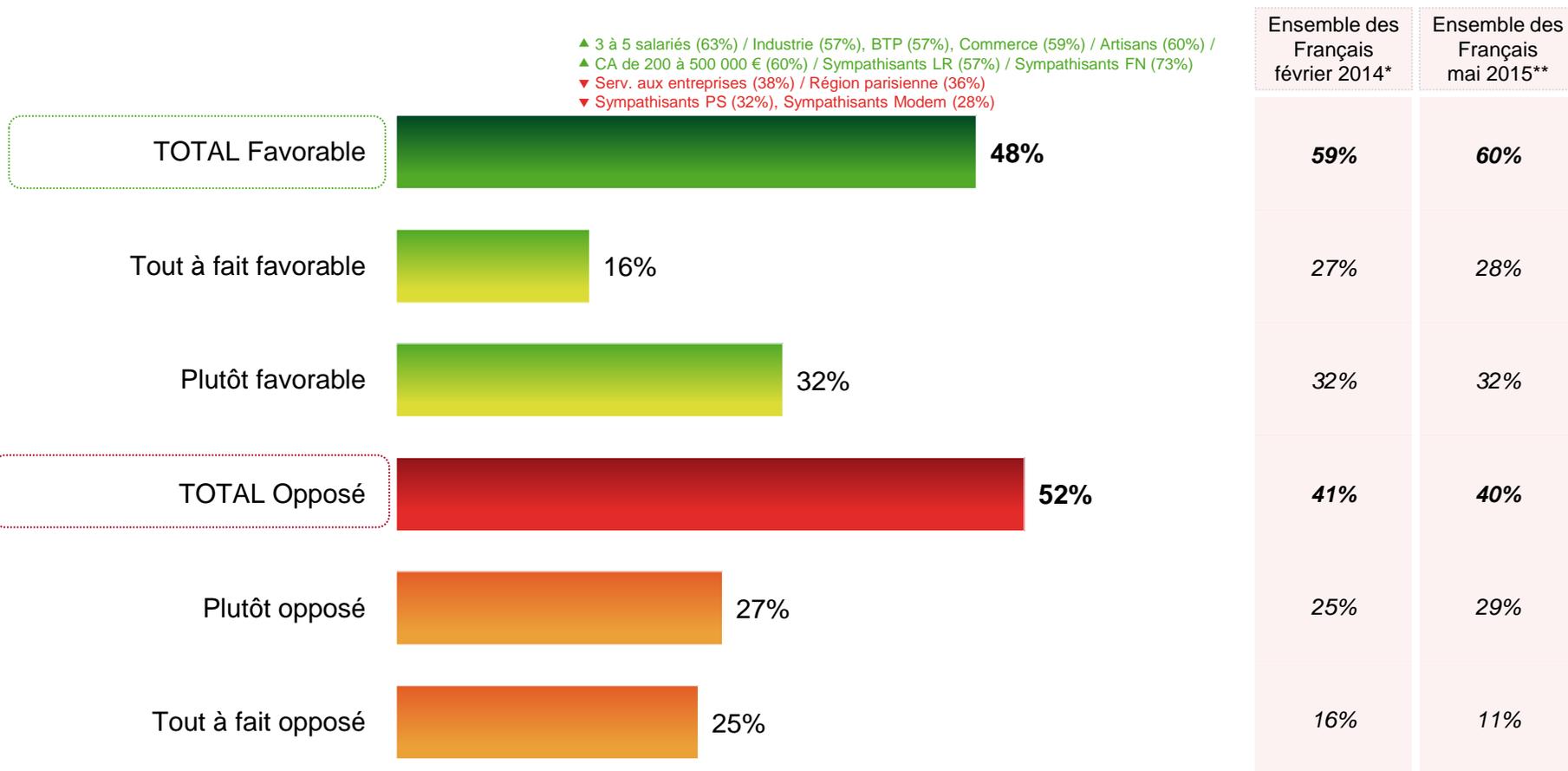
■ Tout à fait favorable
 ■ Plutôt favorable
 ■ Plutôt opposé
 ■ Tout à fait opposé
 ■ Ne se prononcent pas

La remise en cause des accords de Schengen

Question

Dans le cadre des accords de Schengen, les citoyens des différents pays-membres de l'Union Européenne peuvent rentrer et circuler librement sur notre territoire. Ils ont également le droit de s'y installer s'ils ont un emploi, s'ils sont étudiants ou s'ils peuvent disposer de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins. De la même façon, les citoyens français peuvent circuler librement et s'installer dans les mêmes conditions dans tous les pays de l'Union Européenne.

Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à ce que la France remette en cause les accords de Schengen et restreigne les conditions de circulation et d'installation des citoyens européens sur son territoire ?



Base : à 50% de l'échantillon

(*) Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 12 au 14 février 2014 auprès d'un échantillon de 986 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

(**) Sondage Ifop pour Le Figaro réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 22 au 27 mai 2015 auprès d'un échantillon de 1 008 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

Le jugement sur l'appartenance de la France à l'Union Européenne

Question

Diriez-vous qu'aujourd'hui pour la France c'est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose d'appartenir à l'Union Européenne ?

Plutôt une bonne chose



79%

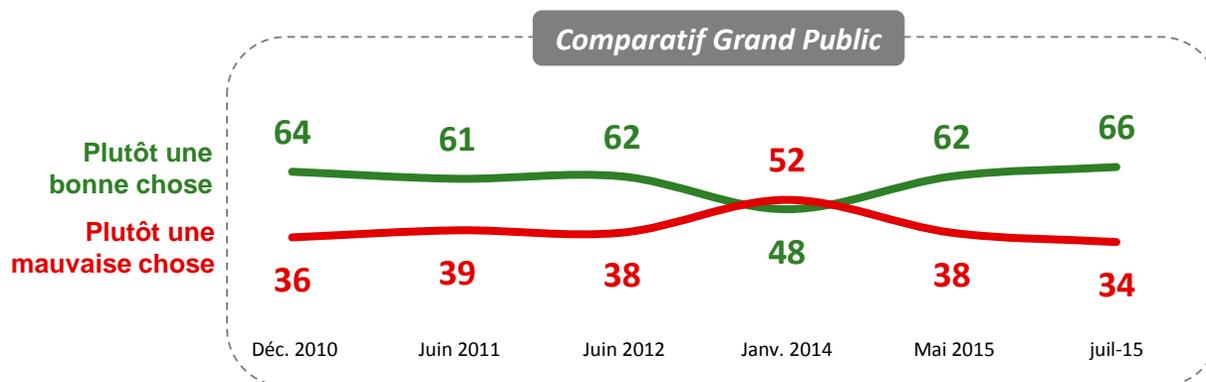
- ▲ Aucun salarié (82%)
- ▲ Serv. aux entreprises (91%) / Serv. aux particuliers (90%)
- ▲ CA inf. à 100 000 € (87%)
- ▲ Sympathisants PS (93%) / Sympathisants UDI (96%)

Plutôt une mauvaise chose



21%

- ▲ 1 à 2 salariés (28%), 6 à 9 salariés (29%)
- ▲ Industrie (37%) / BTP (43%), Commerce (27%) / Artisans (37%)
- ▲ CA de 200 à 500 000 € (29%)
- ▲ Sympathisants FN (62%)



Base : à 50% de l'échantillon

Les congés des patrons de TPE

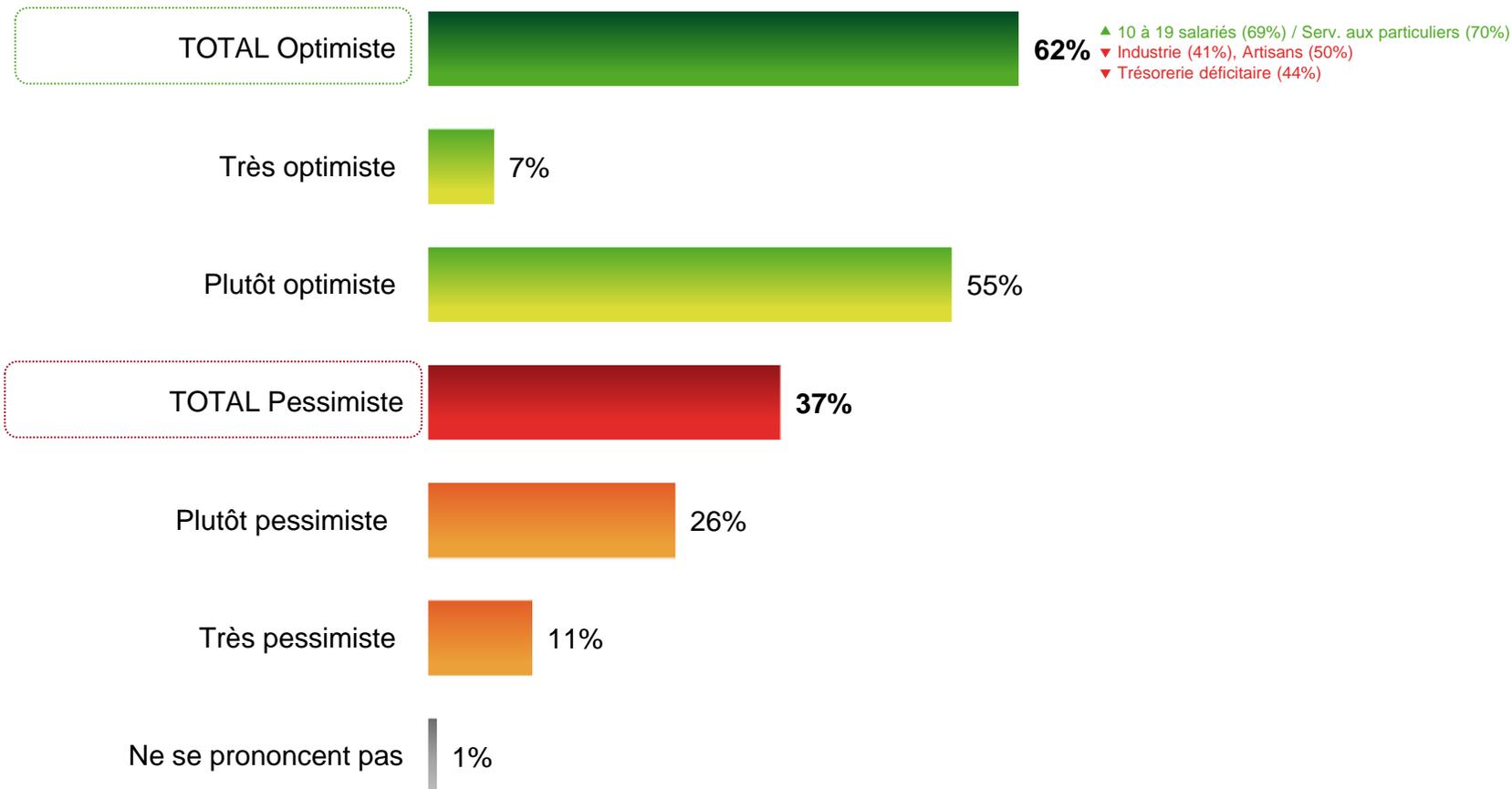
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'optimisme pour leur activité pour le second semestre 2015

Question

Diriez-vous qu'à l'approche de la période estivale, vous êtes optimiste ou pessimiste pour votre activité pour le second semestre ?

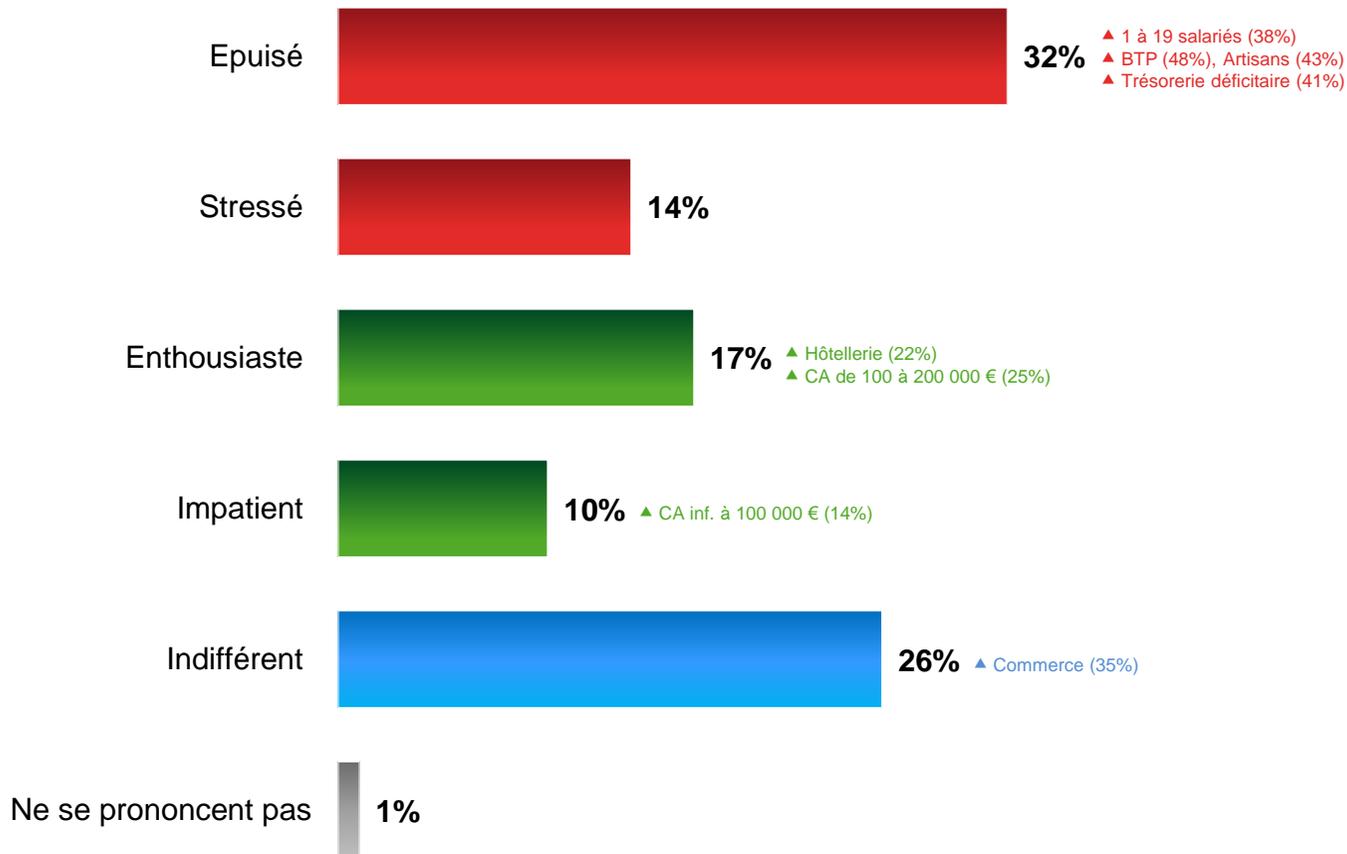


Base : à 50% de l'échantillon

Le sentiment à l'approche de la période estivale

Question

Dans quel état d'esprit êtes-vous à l'approche de la période estivale ? Diriez-vous que vous êtes... ?



Base : à 50% de l'échantillon

Le nombre de jours de congés pris par an et pendant l'été

Question En moyenne, combien de jours de congés prenez-vous... ?

Par an

Durant la prochaine période estivale

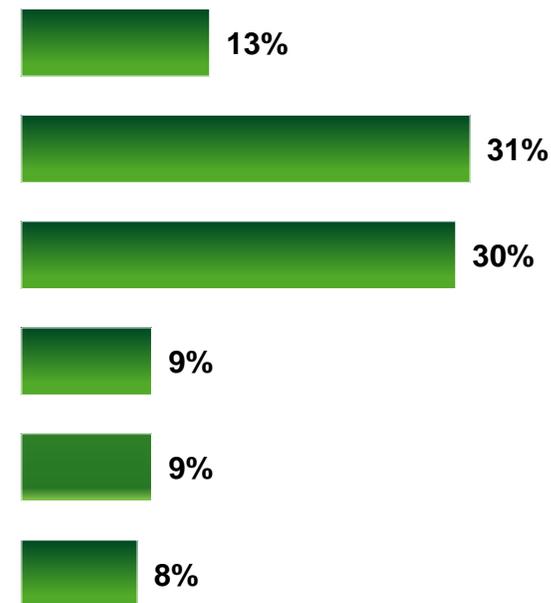
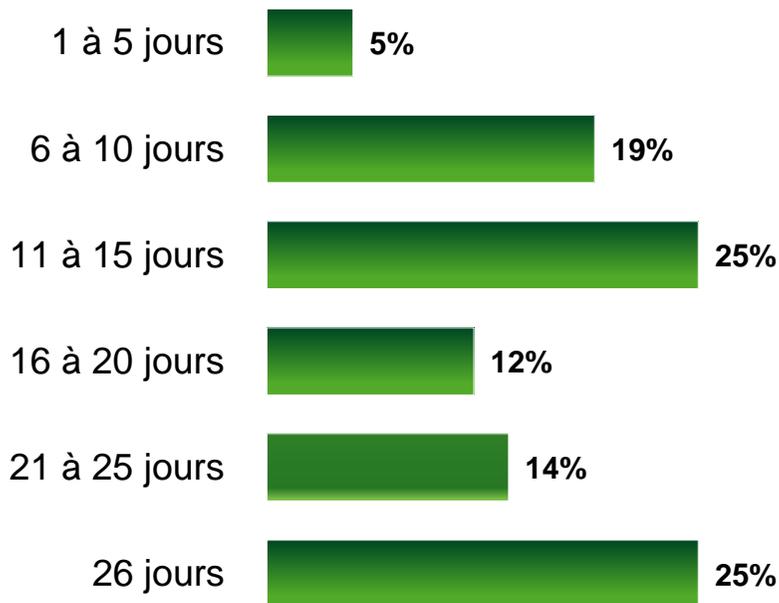
Moyenne :
 (jours ouvrés)

19 jours

- ▲ Serv. aux particuliers (23 jours)
- ▲ Trésorerie excédentaire (23%)
- ▼ Industrie (15 jours) / Trésorerie déficitaire (13 jours)

11 jours

- ▲ Serv. aux entreprises (14 jours)
- ▲ Région parisienne (15 jours) / CA inf. à 100 000 € (13 jours)
- ▼ Moins de 35 ans (8 jours) / Commerce (9 jours) / Hôtellerie (5 jours)

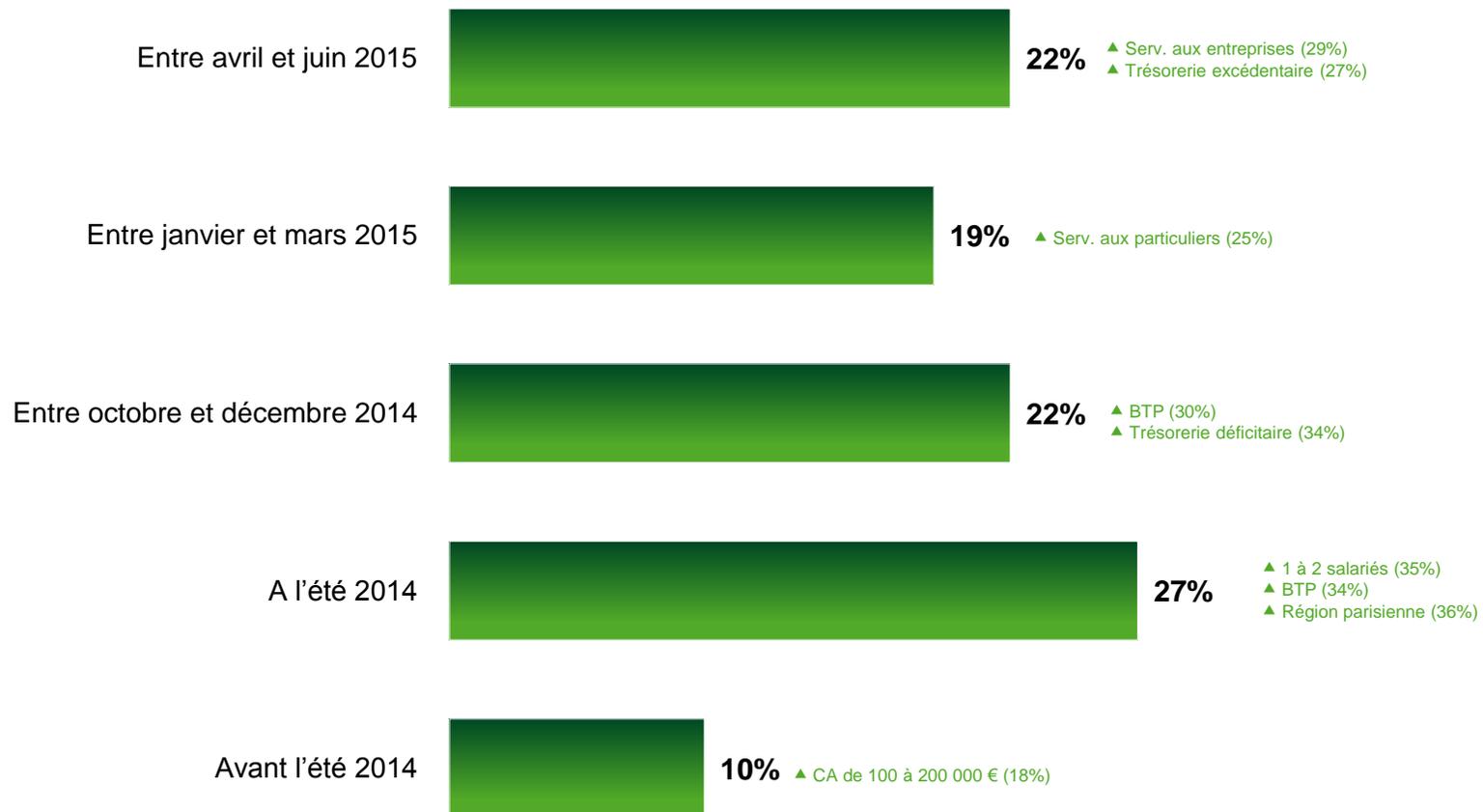


Base : ensemble des TPE

L'antériorité des derniers congés pris

Question

A quelle période remontent vos derniers congés ?

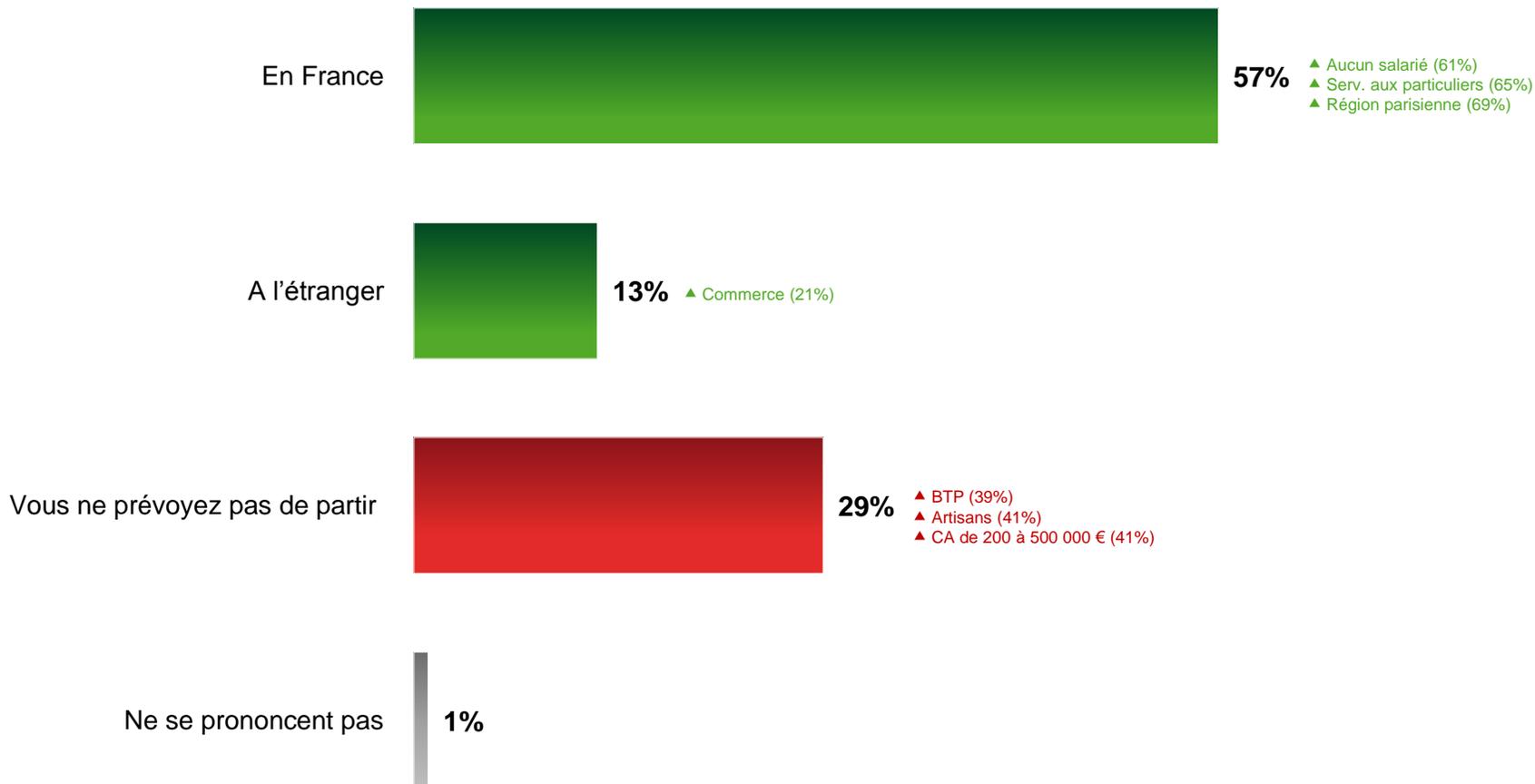


Base : aux patrons de TPE qui déclarent prendre au moins un jour de congé par an

La destination choisie pour leurs vacances d'été

Question

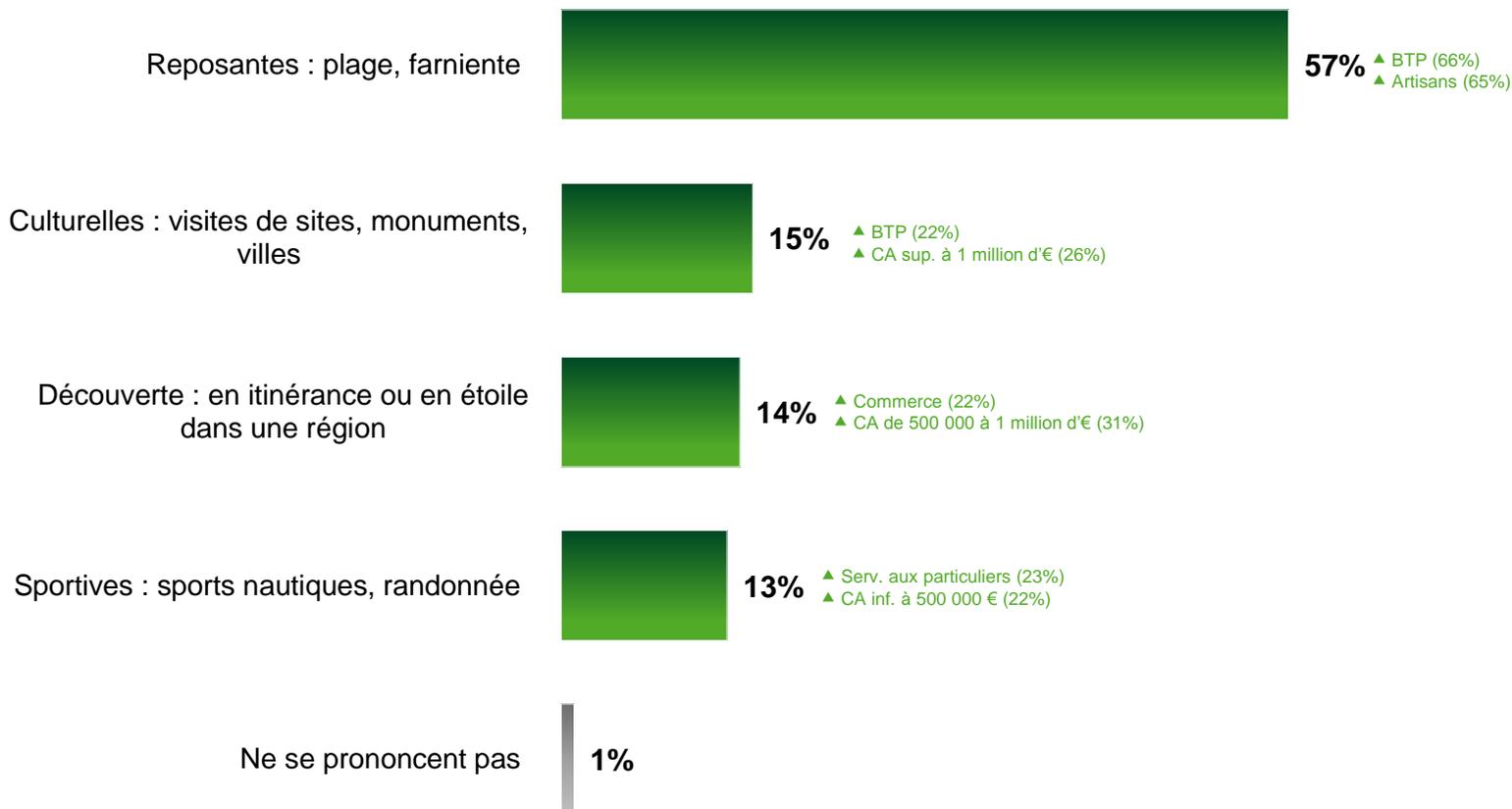
Au cours de cet été, allez-vous partir en vacances... ?



Le type de vacances d'été choisies

Question

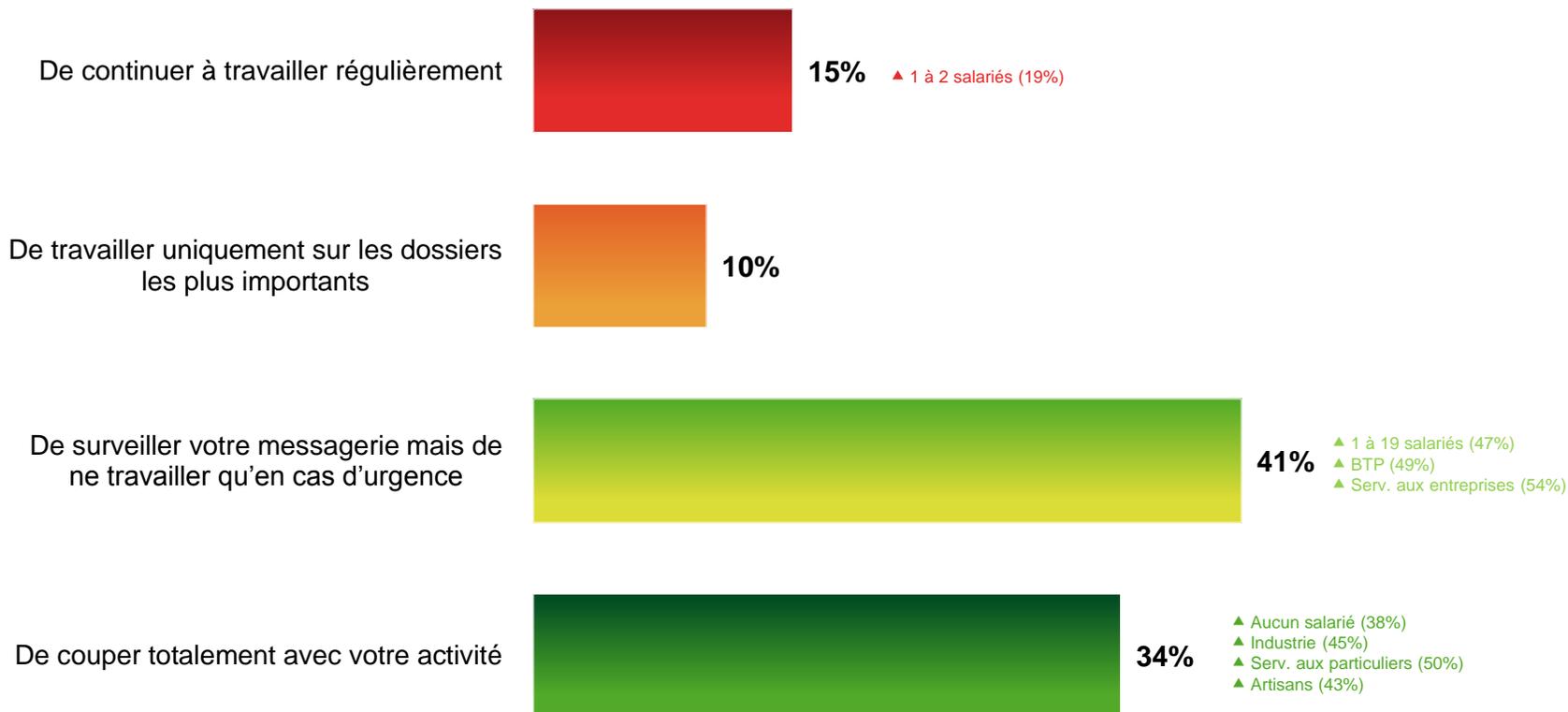
Et prévoyez-vous des vacances plutôt... ?



Base : aux patrons de TPE ayant prévu de partir en France ou à l'étranger pendant leurs congés estivaux

L'intention de travailler pendant leurs vacances d'été

Question Durant vos vacances estivales, prévoyez-vous... ?

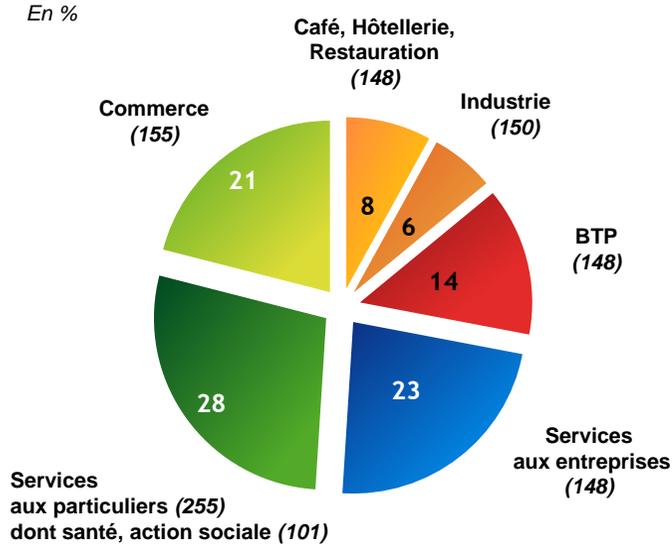


Base : aux patrons de TPE ayant l'intention de prendre au moins un jour de congé pendant la période estivale

- Échantillon de **1 004** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 6 au 24 juillet 2015.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

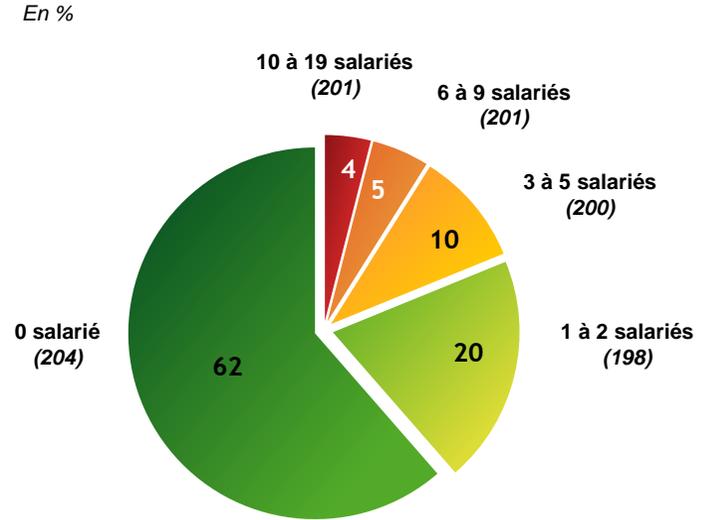
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

